Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 39-2025
Objet : Lancement d'une procédure de renouvellement de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique L'Oréade

Vu les articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.1121-1, L.3000-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

Vu les articles R.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

Vu les statuts de la Communauté de communes et la compétence afférente à l'objet,

Vu l'intérêt communautaire relatif à la gestion et l'exploitation du centre aquatique l'Oréade,

Vu la saisine régulière du comité social territorial auprès du centre de gestion du département de la Seine-et-Marne,

Vu l'analyse comparative des modes de gestion,

Vu le rapport de présentation ci-annexé,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant qu'en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire est invité à délibérer sur le principe du renouvellement de la délégation de service public pour l'exploitation et la gestion du centre aquatique L'Oréade à compter du 28 juin 2026 et pour une durée de cinq (5) ans au vu du rapport de présentation ci-annexé contenant notamment les caractéristiques des prestations du contrat de délégation de service public,

Considérant que le rapport de présentation visé à l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales a été régulièrement adressé aux conseillers cinq jours avant le présent conseil.

Considérant que le Comité Social Territorial auprès du centre de gestion du Département de Seine-et-Marne a été régulièrement saisi ; étant précisé que le renouvellement de la gestion déléguée n'a pas d'incidence sur l'organisation des services et notamment sur le personnel,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Suite du de la délibération N° 39-2025

Considérant qu'à l'issue des négociations, Monsieur le Président saisira l'assemblée délibérante du choix du futur délégataire auquel il aura procédé conformément aux dispositions de l'article R.3124-6 du Code de la Commande Publique, en transmettant le rapport de la commission et notamment « la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat » conformément à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : N'approuve pas le principe du renouvellement de la délégation de service public pour l'exploitation et la gestion du centre aquatique L'Oréade à compter du 28 juin 2026.

Article 2 : Ne fixe pas la durée du prochain contrat de délégation de service public à cinq (5) ans.

Article 3 : N'approuve pas le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire et contenues dans le rapport de présentation annexé.

Article 4 : N'autorise pas Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la publicité requise.

Article 5 : Ne désigne pas Monsieur le Président, ou son représentant désigné par arrêté, en qualité d'autorité habilité à signer la convention.

Article 6 : N'autorise pas Monsieur le Président, ou son représentant, en ladite qualité à négocier librement les conditions précises du contrat de délégation de service public conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7 : N'autorise pas Monsieur le Président à limiter à trois (3) le nombre de candidats admis à présenter une offre sur la base de critères de sélection non discriminatoires.

Article 8 : N'autorise pas Monsieur le Président à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Article 9 : N'autorise pas Monsieur le Président à déclarer la procédure sans suite pour un motif d'intérêt général, ou à conclure le contrat de concession sans publicité ni mise en concurrence dans le strict cadre des dispositions de l'article R.3121-6 du Code de la Commande Publique, le cas échéant.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OREE DE LA BRIE

Objet : LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE RENOUVELLEMENT DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE L'OREADE

RAPPORT DE PRÉSENTATION ÉTABLI EN APPLICATION DE

L'ARTICLE L.1411-4 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 17 SEPTEMBRE 2025

S O M M A I R E

I - PRESENTATION GENERALE DU SERVICE.....2
II – PRESENTATION DES DIFFERENTS MODES DE GESTION ENVISAGEABLES.....3
III – RAISONS JUSTIFIANT LE RECOURS A UNE CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC.....7
IV - CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS, OBJET DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 9
V - CONCLUSION.....11

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

I - PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

A la suite de la réception des travaux du nouveau centre aquatique l'Oréade en 2014, la gestion du service public a été confiée à un délégataire de service public par deux contrats successifs depuis l'ouverture. Le contrat de délégation de service public conclu en 2019 arrive à son terme le 27 juin 2026.

Pour ce faire, une étude comparative réalisée juillet 2025 a permis de mettre en évidence que si la régie permettrait une plus grande maîtrise du service et une optimisation financière (absence de marge, frais de siège moins élevés, moins d'impôts et taxes), il n'en demeure pas moins que la reprise en régie impacterait une augmentation de la masse salariale de la CCOB (source information délégataire juillet 2025 : 15,03 ETP) et la nécessité de conclure des marchés de maintenance et de fourniture des énergies sans préjudice des dérives budgétaires risquées en régie. Si la CCOB a eu à souffrir des conséquences des crises tant sanitaire qu'énergétique ces dernières années, la prise en considération de ce retour d'expériences dans le futur contrat permettrait de maîtriser les risques de compensations complémentaires.

A cet égard, un contrat de DSP, et outre toutes circonstances exceptionnelles, fige de façon forfaitaire le montant des contributions financières publiques liées aux contraintes et sujétions de service public (politique de tarification, accueil des scolaires, gestion du service public...).

Sur la base du rapport d'activités 2024, le centre aquatique fonctionne avec 17 personnes (15,03 équivalents temps plein (ETP) pour une fréquentation de 122 267 entrées dont 18 543 au titre des scolaires (1er et 2nd degré). Il est à noter qu'il n'y a pas d'agents publics mis à disposition ou détachés dans cet effectif.

Compte tenu du temps de la mise en œuvre d'une procédure, il est donc nécessaire de s'interroger sur le mode de gestion de notre équipement à l'issue de cette convention.

II – PRESENTATION DES DIFFERENTS MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

Le choix du mode de gestion du centre aquatique l'Oréade se pose d'une façon générale entre la gestion « directe » par la Communauté de communes, la conclusion d'un marché de service avec un prestataire privé ou la délégation à un tiers, personne privée.

Au titre de sa compétence, la Communauté de communes assure la gestion et l'exploitation du centre aquatique depuis son ouverture en juin 2014 par voie de délégation de service public. La Communauté de communes envisage d'engager une consultation pour procéder au renouvellement de la délégation de service public. Cependant, elle s'interroge à juste titre sur les différentes modalités de gestion qui s'offrent à elle dans la configuration du projet sus-décrite.

1 – La gestion par la Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Au regard de la nature des activités proposées dans le centre aquatique, le service public a vocation à être assimilable à un service public industriel et commercial (SPIC), ce qui a pour incidence fiscale de faire entrer le centre aquatique dans le champ concurrentiel et donc de l'assujettir au droit commun de la TVA. A cet égard, il est interdit aux collectivités de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics à caractère industriel et commercial (articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT).

Dès lors, il existe différentes formes de gestion d'un équipement public relevant d'un service public à caractère industriel et commercial par une collectivité. Celles-ci sont présentées successivement ci-après :

Il peut être créé une régie dite autonome ou une régie dite personnalisée conformément à l'opportunité donnée par la lecture combinée des articles L.1412-1 et L.2221-1 du CGCT.

La régie autonome

La régie à la seule autonomie financière est définie aux articles L.2221-11 à L.2221-14 et R.2221-63 à R.2221-94 du CGCT. Le service public géré en régie autonome dispose d'une certaine autonomie financière et administrative.

Ses grands principes sont précisés à l'article L.2221-14 du CGCT :

- L'absence de personnalité morale ;
- La collectivité est le représentant légal de la régie - toutes décisions votées en Conseil communautaire et ce compris, la grille tarifaire : *maîtrise du Service Public par la personne publique ;*
- Nomination d'un directeur (gestionnaire du SPIC avec règles spécifiques d'incompatibilité de missions) par le Conseil communautaire qui administre le service public et d'un conseil d'exploitation (sur proposition du Président ; le conseil d'exploitation dispose d'un rôle décisionnel consultatif et exerce un pouvoir de contrôle *a posteriori* sur les décisions) ;
- Reprise du personnel auprès du délégataire en vertu du Code du Travail (transfert d'une entité économique autonome) voire recrutements ;
- Création des statuts de la régie ;
- Création d'un budget annexe (travail en amont sur la dotation, fixation des tarifs usagers) ;
- Equilibre en recettes et en dépenses ;
- Tous les marchés passés seraient soumis au Code de la Commande Publique et notamment les marchés de fourniture d'énergie, d'entretien et de maintenance préventive et curative ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- Recrutement nécessaire et indispensable pour assurer la gestion et l'exploitation du service emportant une augmentation de la masse salariale à la charge de la régie. Les personnels relèveraient ainsi du droit privé du travail sauf pour le directeur et le comptable public.

La Régie à la seule autonomie financière constitue un modèle de comparaison applicable à l'espèce.

La régie dite personnalisée

La régie dite personnalisée dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est définie à l'article L.2221-10 et les articles R.2221-18 à R.2221-52 du CGCT. Ses grands principes sont :

- Identification d'une personnalité morale : un établissement public local à part entière à créer ;
- L'établissement dispose d'un conseil d'administration et d'un directeur désigné par l'organe délibérant de la communauté de communes ;
- C'est le Conseil d'administration qui délibère sur toutes les questions portant sur l'exploitation du service public (tarification.) ;
- Personnels recrutés sous régime du droit privé du travail et ce compris par voie de mise à disposition ou par voie de détachement ;
- Coûts d'exploitation assurés par la personne publique : création d'une convention d'objectifs entre la Communauté de communes et l'établissement public local ;
- Création d'un budget annexe, de statuts.

Si la Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière constitue un modèle de gestion applicable à l'espèce, il engage cependant des mécanismes de gouvernance dédiés par la nécessité de créer un établissement public distinct. Cette hypothèse n'a pas été estimée opportune en l'espèce.

2 – Le marché public de service

Le marché de services est un mode de gestion envisageable pour un centre aquatique. Cependant, un tel marché comporte des inconvénients tenants :

- D'une part, à l'absence de tout risque d'exploitation pour le titulaire (régime juridique d'un marché public) ;
- D'autre part, et outre la dynamique du service à surveiller, au coût à supporter pour une collectivité bien supérieur à celui d'une gestion déléguée où le partenaire privé va supporter un risque d'exploitation en lien avec son offre de service.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Indépendamment de cette circonstance, la gestion d'un équipement par voie de marché de services est fondée sur les articles L.2123-1-2° et R.2123-1-3° du Code de la Commande Publique (procédure adaptée en application de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques). Plus particulièrement, un tel marché relève des « *services administratifs, sociaux, éducatifs et culturels et soins de santé* » en ce que le code CPV de l'activité « *9261000 - services d'exploitation d'installations sportives* » est directement visé dans le dit avis qui dispose dans les sous-catégories concernées « *de 92000000-1 à 92700000-8 : services récréatifs, culturels et sportifs* ».

La procédure adaptée confère divers avantages :

- D'une part, la négociation va être envisageable (R.2123-5 du CCP) ;

- D'autre part, l'attribution par la CAO de la collectivité ne sera pas requise en application de l'article L.1414-2 du CGCT.

Ce faisant, la collectivité devrait respecter les termes de l'article R.2123-7 du Code de Commande Publique qui dispose qu'en ce cas *« l'acheteur tient compte des spécificités des services en question. Il veille notamment à la qualité, la continuité, l'accessibilité, le caractère abordable, la disponibilité et l'exhaustivité des services, aux besoins spécifiques des différentes catégories d'utilisateurs, y compris des catégories défavorisées et vulnérables, à la participation et l'implication des utilisateurs, ainsi qu'à l'innovation ».*

Dans ce schéma, la collectivité n'a pas à porter le recrutement des personnels ni les ressources humaines associées. En l'espèce, le prestataire aurait à reprendre les personnels actuellement salariés du délégataire.

S'il est loisible de s'interroger sur la dynamique de gestion en l'absence de tout risque d'exploitation supporté par le titulaire, un marché de services de ce type peut intégrer une part de rémunération variable au bénéfice du titulaire limitée à 10 % du montant d'une part de sa rémunération et basée sur une grille de contrôle de performances de la gestion (esprit de la régie dite intéressée qui n'a pas de définition juridique).

Si la mise en œuvre d'un marché public de service constitue un modèle de gestion applicable, son régime juridique ne permet pas de déléguer un risque d'exploitation au prestataire privé avec toute l'efficience attendue d'une gestion maitrisée et dynamique.

Cette absence de risque d'exploitation supporté par le titulaire du marché n'est pas satisfaisante au pour la collectivité, particulièrement en matière de gestion des deniers publics ; l'intégralité des risques, et particulièrement en termes d'exploitation, est supportée par la collectivité.

3 – La délégation de service public

La mise en œuvre d'une délégation de service publique relève de façon combinatoire du :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- Code Général des Collectivités territoriales en ses articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants ;
- Code de la Commande Publique en son Livre III relatif aux contrats de concession.

Une DSP a pour objet de confier à une personne physique ou morale, publique ou privée, l'exploitation d'un service public. Elle est ainsi définie dans le CCP à l'article L.1121-1 :

> *Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.*
>
> ***La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales****, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.*

En principe, la collectivité confie au délégataire un équipement et le charge d'assurer la gestion et l'exploitation du service dans sa complétude, en ce compris l'ensemble des prestations d'entretien et de maintenance. Ce dernier peut également être chargé de réaliser les ouvrages nécessaires à cette gestion.

Le délégataire est, vis-à-vis de la personne publique, dans une situation juridique comparable à celle d'un « locataire » de l'équipement qui lui est confié pour l'exercice délégué de la gestion du service public au profit des usagers du territoire et hors territoire. Il conviendra de déterminer le montant d'une redevance d'occupation domaniale sans perdre de vue que celle-ci sera directement intégrée dans le compte d'exploitation prévisionnel du délégataire.

A cet égard et par le caractère déficitaire de la gestion de ce type de service, il y a lieu de déterminer un montant modeste de redevance fixe et de prévoir une redevance variable au profit de la CCOB assise sur l'excédent du chiffre d'affaires ou du résultat contractualisé dans le compte d'exploitation prévisionnel.

Le délégataire exploite le service à ses « risques et périls » c'est-à-dire, qu'il supporte la charge des déficits éventuels de son exploitation ; et il en encaisse tous les bénéfices. Cependant, il ne peut maitriser les charges d'exploitation pesant sur les contraintes et sujétions de service public imposées par la personne publique. On parle alors de « compensation » de la personne publique. Il s'agit notamment de la politique tarifaire, de l'accueil des scolaires.

Il a une entière liberté pour gérer le service dans le cadre contractuel qui lui est imposé. C'est là tout l'enjeu des négociations avec les candidats en amont.

La personne publique a cependant un droit de contrôle sur les comptes, sur la gestion et sur le respect des principes régissant les services publics (égalité, continuité, mutabilité ainsi que neutralité et laïcité

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

depuis 2021) *via* un rapport de présentation annuel de l'activité conformément aux dispositions des articles L.1411-3 et R.1411-8 du CGCT, ainsi que les articles R.3131-1 à R.3131-4 du Code de la Commande Publique.

Le délégataire est autorisé à percevoir des recettes auprès des usagers après la fixation des tarifs par l'assemblée délibérante. C'est tout le principe contractuel fondamental d'une délégation de service public : la rémunération directe auprès des usagers du service.

La durée moyenne des contrats de délégation (sans travaux nécessitant un temps d'amortissement) est d'environ 5 ans, par usage, établie en fonction de l'amortissement des investissements à la charge du délégataire (on parle ici de l'ensemble du matériels nécessaires à l'exploitation).

En application des articles R.3114-1 et R.3114-2 du Code de la Commande Publique, une durée supérieure à 5 ans ne doit pas excéder « ***le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services*** ».

La délégation de service public constitue un modèle de gestion applicable à l'espèce et emporte le transfert du risque d'exploitation sur le partenaire privé qui s'engage sur un compte d'exploitation prévisionnel sur la durée de DSP, sans préjudice des contraintes de service public qui lui seraient imposées au titre des missions de service public (apprentissage de la natation, prescriptions contractuelles expresses, politique tarifaire).

La DSP est le mode de gestion de L'Oréade depuis 2014.

III – RAISONS JUSTIFIANT LE RECOURS A UNE CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

L'objectif essentiel de la CCOB est d'assurer le service public de la natation (apprentissage « savoir nager » et perfectionnement), le développement des activités sportives et ludiques/aqualudiques, la nouvelle activité de la zone « bien-être » ainsi que le développement de l'attractivité du centre aquatique, ce qui se décline de différentes manières selon le public envisagé :

- Pour les scolaires : leur permettre l'apprentissage de la natation ;
- Pour les clubs sportifs : leur permettre d'assurer l'entraînement et la performance de leurs adhérents ;
- Pour le grand public (familles, enfants en bas âge, jeunes, séniors, personnes en situation de handicap) : leur fournir un équipement convivial et ludique ;
- Pour tous : une offre complète de services

Tout le management de ces activités et l'organisation induite nécessitent un savoir-faire d'animation pour permettre un rayonnement et une attractivité certaine (qui fait appel à différents métiers : accueil, maitres-nageurs, animateurs, communication…)

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

A cet égard et en l'espèce, la délégation de service public présente un certain nombre d'avantages et notamment :

- L'exploitation de l'équipement se fait aux risques et périls du délégataire donc elle permet une maîtrise des flux financiers pour la collectivité ;
- L'expertise d'un tiers dans la gestion d'un équipement aquatique qui propose des activités variées : savoir-faire technique et commercial ; ce dernier ne constituant pas un « savoir-faire » métier détenu par la Communauté de communes ;
- La gestion administrative limitée pour la collectivité par les fonctions, dites supports (direction, comptabilité, RH, achats, communication…) ;
- L'entretien et la maintenance technique des ouvrages, la fourniture des énergies ;
- Le recrutement des personnels nécessaires pour assurer l'exploitation (reprise des personnels actuellement salariés du délégataire en place) ;
- Une politique très encadrée et performante en termes de formation ;
- La responsabilité pénale largement transférée au délégataire ;
- L'effet réseau professionnel plus marqué (veille, nouvelles activités, expérimentation…) ;
- Les économies d'échelle sur les commandes (matériel, maintenance) ;
- La stratégie commerciale et des actions de communications plus offensives en considération de la forte concurrence à venir.

IV - CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS, OBJET DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

1 – Nature des missions confiées au délégataire

La Communauté de communes se propose donc d'inclure dans la délégation de service public les missions suivantes qui seront à la charge du futur délégataire :

- Le fonctionnement complet de l'équipement dans toutes ses composantes (organisation, planning, proposition de grille tarifaire diversifiée, à approuver par le Conseil communautaire, en fonction de la nature des activités, création d'une tarification spécifique en favorisant les abonnements) ;
- L'accueil des usagers de toute nature (grand et tout public, scolaire tous niveaux, centres de loisirs, clubs sportifs, associations, touristes, groupes, etc. ...) en tenant compte des prescriptions de la collectivité contenues dans le cahier des charges de la consultation ;
- Le recrutement des effectifs nécessaires au fonctionnement du centre aquatique et notamment la reprise des contrats de travail en cours ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- L'encaissement des droits d'entrée de toute nature (perception des recettes) et paiement des dépenses ;
- Les propositions afférentes à la politique d'animation et l'animation proprement dite ;
- L'entretien courant, la maintenance préventive et curative et le gros entretien renouvellement ;
- Le respect des règles d'hygiène et de sécurité ;
- La souscription des contrats d'assurance ;
- La communication de toute nature (web, publicité, affichage, flyer …) ;
- Le paiement des taxes et impôts liés à l'exploitation ;
- La réalisation d'investissement, le cas échéant.

Ces désignations de tâches ne sont pas exhaustives.

Le délégataire respectera les périodes d'ouverture fixées par la collectivité et les dates contractuelles des fermetures techniques réglementaires.

Il sera tenu de respecter la règle de continuité, de mutabilité ou d'adaptation du service public, et le principe d'égalité des usagers devant le service public. Il pourra éventuellement proposer la réalisation d'investissements complémentaires et à sa charge.

2 – Rémunération du délégataire et niveau des tarifs

Le délégataire assure à ses risques et périls l'exploitation du service de façon substantielle conformément au régime juridique des délégations de service public et de la jurisprudence en la matière.

Il appliquera les tarifs approuvés par le Conseil communautaire, dont les tarifs imposés pour ce qui concerne certaines catégories d'usagers, le cas échéant ; le Conseil communautaire se réservant la possibilité d'absorber une partie des effets de la révision annuelle des tarifs.

Il percevra une contribution forfaitaire d'exploitation au regard des contraintes et sujétions de service public (scolaires du 1er degré CCOB et hors CCOB, du 2nd degré CCOB, clubs et associations, institutionnels) qui lui seront imposées.

Il versera une redevance d'occupation domaniale annuellement qui peut être, d'une part, d'une nature fixe (estimée à 1000 €/an dans les études), et d'autre part, variable sur un pourcentage de son exploitation.

3 – Durée envisagée de la convention

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Dans le respect des dispositions du code de la commande publique précité, la Communauté de communes envisage une durée contractuelle de cinq (5) à sept (7) ans à compter du 28 juin 2026.

4 – Sort des biens

D'une manière générale, les biens dits de retour constituent l'ensemble des biens qui existaient à la signature de la convention et qui reviennent naturellement gratuitement à la collectivité ou moyennant une soulte dans le cas de biens réalisés par le délégataire et dont l'amortissement comptable dépasserait la durée de la convention.

Les autres biens édifiés ou acquis par l'exploitant lors de la délégation ont pour vocation à être remis gratuitement à la collectivité en fin de contrat (biens de reprise) sous réserve de leur réel amortissement, sans préjudice des biens propres du délégataire. La convention peut prévoir qu'il ne peut s'opposer à ces dispositions.

Le délégataire fait son affaire de ses biens dits « propres ».

5 – Etendue des contrôles de la Communauté de communes sur l'exécution du service public délégué

La convention est une pièce maitresse de l'exercice du contrôle.

Sans préjudice du respect des conditions propres au fonctionnement de l'équipement et notamment en termes de continuité et de sécurité, la collectivité doit pouvoir disposer d'un contrôle étendu sur les activités du délégataire. Ce contrôle doit s'entendre pouvoir être opéré par ses propres services ou par tout organisme qu'elle mandaterait à cet effet.

La Communauté de communes entend que soient organisées des réunions de suivi périodique de l'exploitation du service. Le délégataire ne peut s'opposer contractuellement à ce que la collectivité effectue ou fasse effectuer des audits de gestion.

De plus, et conformément aux dispositions réglementaires du CGCT, le délégataire présente chaque année à l'assemblée délibérante un rapport annuel de gestion avant le 1er juin. Toutes les informations qui y sont contenues sont vérifiables et contrôlables par la collectivité.

6 – Périmètres de contraintes de service public

Elles seront rappelées dans le cadre de la consultation (mise en concurrence des opérateurs économiques). En l'espèce, il s'agira de l'accueil des scolaires/clubs, associations et institutionnels, le cas échéant.

7 – Calendrier prévisionnel de la procédure

Les articles L.1411-1 et suivants du CGCT, tels qu'en vigueur en application du Code de la Commande Publique, ont prévu une procédure spécifique de publicité et de mise en concurrence préalable à la passation de tout contrat de délégation de service public.

Le calendrier prévisionnel de la procédure serait le suivant :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-39-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

DSP CCOB	
Délibération de principe (saisine CST)	17 septembre 2025
AAPC	Fin septembre/début octobre 2025
Réception candidatures - Choix de trois candidats par la Commission DSP	Novembre 2025
Envoi DCE	Fin novembre / début décembre 2025
Réception Offres	Fin janvier 2026
Analyse des offres et Avis commission DSP + négociation	Fin février 2026
Choix du Concessionnaire après analyse des éléments offres finales - Mise au point contractuelle	Avril 2026 après remise et analyse d'une offre finale (Attribution par la nouvelle assemblée délibérante installée fin mars début avril 2026)
Début d'exploitation déléguée	28 juin 2026

V - CONCLUSION

Le mode de gestion du centre aquatique L'Oréade proposé est le renouvellement de la délégation de service public pour une durée entre 5 et 7 ans à déterminer par le Conseil communautaire.
Ce choix de mode de gestion n'a aucune incidence sur l'organisation des services.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du CGCT, le présent rapport est annexé à la délibération de l'assemblée délibérante ayant pour objet d'autoriser le principe de la mise en œuvre d'une délégation de service public sur le fondement des articles L.1411-1 et suivants du CGCT pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique l'Oréade.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 40-2025
Objet : Mode de gestion du centre aquatique l'Oréade - Principe de reprise en régie autonome d'un Service Public Industriel et Commercial

Vu l'article L.2122-22 7° du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux EPCI en vertu de l'article L.5211-1 du même Code,

Vu les articles L.2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement l'article L.2221-3,

Vu les articles L.2221-11 à L.2221-14 et R.2221-63 à R.2221-94 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la régie à simple autonomie financière,

Vu les articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.253-5 du Code de la Fonction Publique relatif aux conditions de consultation des comités sociaux territoriaux,

Vu les articles L.1224-1 et suivants du Code du Travail,

Vu les statuts de la Communauté de communes et la compétence afférente à l'objet,

Vu l'intérêt communautaire relatif à la gestion et l'exploitation du centre aquatique l'Oréade,

Vu la délibération N° 39-2025 du 17 septembre 2025 portant le rejet du choix du mode de gestion de L'Oréade par voie de délégation de service public,

Vu la saisine régulière du Comité Social Territorial auprès du Centre de Gestion du département de Seine-et-Marne qui doit se prononcer avant la création de la régie autonome et sa dotation initiale après avoir formulé un avis en lien avec les incidences sur l'organisation des services,

Vu l'analyse comparative des modes de gestion de juillet 2025,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Suite de la délibération N° 40-2025

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que plusieurs modes de gestion ont été analysés en tenant compte des caractéristiques liées à la maîtrise des risques techniques et financiers, la gestion du patrimoine, le service public proposé et les incidences sur l'organisation des services de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et la gestion du personnel,

Considérant qu'il en résulte qu'il est proposé de retenir la reprise en régie autonome du service (avec création d'un budget annexe) étant précisé que diverses prestations feront l'objet de marchés publics (fourniture des énergies, maintenance préventive et curative, assurances exploitation diverses),

Considérant que le règlement intérieur du service contiendra des dispositions relatives à l'organisation administrative et financière de la régie et notamment :

- Le service de rattachement,
- La description complète des tâches et activités de la gestion et de l'exploitation ainsi que les horaires d'ouverture ;
- Les attributions du directeur et du conseil d'exploitation,
- La nature des recettes et des dépenses.

Considérant que par ce choix l'intégration de nouveaux effectifs s'impose,

Considérant qu'il y a lieu d'avoir l'avis du Comité Social Territorial auprès du Centre de Gestion du département de Seine-et-Marne avant de créer la régie,

Considérant qu'il est précisé que sera proposée au prochain Conseil communautaire, une délibération de création effective de la régie à simple autonomie financière (statuts, dotation initiale, présentation des futures inscriptions budgétaires et des marchés publics à conclure),

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve le principe d'une régie à simple autonomie financière pour le service public de l'exploitation et de la gestion du centre aquatique L'Oréade à compter du 28 juin 2026.

Article 2 : Dit qu'en conséquence il sera mis fin à la gestion déléguée de L'Oréade le 27 juin 2026.

Article 3 : Charge Monsieur le Président d'accomplir les formalités nécessaires préalables à sa création.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

MODE DE GESTION DE L'OREADE
Centre aquatique communautaire

Comité Social Territorial – Centre de Gestion
Septembre 2025

1. CONTEXTE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Dans le cadre de sa compétence, la gestion et l'exploitation du centre aquatique L'OREADE est d'intérêt communautaire.
L'Oréade est gérée par voie déléguée depuis 2014,
Le contrat de DSP actuellement en cours arrivera à son terme en juin 2026.

Il est donc nécessaire d'organiser la procédure afférente au choix du mode de gestion.

Pour ce faire, les élus communautaires seront invités à se prononcer sur le choix du mode de gestion de L'Oréade au conseil du 17 septembre 2025 entre :

- **Un renouvellement du contrat de délégation de service public pour une durée à déterminer (actuellement 7 ans) ;**
- **Une reprise en régie de l'ensemble du site.**

1. CONTEXTE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le conseil communautaire est donc amené dès à présent à décider du mode de gestion à compter de juin 2026 afin d'organiser une procédure de mise en concurrence dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique et du Code Général des Collectivités Territoriales si le choix du renouvellement d'une gestion déléguée est privilégié par les élus communautaires.

Pour ce faire, l'avis du comité social territorial (CST) est requis préalablement à la mise en œuvre d'un mode d'exploitation du service public touchant à l'organisation et au fonctionnement des services.

En l'espèce, le CST est constitué auprès du Centre de gestion de Seine-et-Marne

Article L.253-5 du code de la fonction publique dispose :

« Les comités sociaux territoriaux connaissent des questions relatives :
1° A l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations; (…) »

Abrogation à compter du 1er février 2025 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux CST des collectivités territoriales dorénavant codifié à l'article R. 253-7 du code de la fonction publique :
« Le comité social territorial est saisi pour avis : 1° des projets de décision relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ; […] »

2. QUALIFICATION DE LA NATURE DES ACTIVITES

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Critères de distinction entre SPIC et SPA

Pour envisager un mode de gestion, il faut s'interroger sur la nature des activités qui va induire la qualification du service public.

Le droit administratif identifie le Service Public Industriel et Commercial (**SPIC**) ou le Service Public Administratif (**SPA**). Les critères de distinction des SPIC et SPA sont :

- **L'objet du service** : s'il est identique à celui des activités pouvant être accomplies par des personnes privées → SPIC ou si les activités sont purement d'intérêt général → SPA

- **L'origine des ressources financières**: un SPA est essentiellement financé par des recettes fiscales ou subventions; **un SPIC est financé pour l'essentiel par les redevances payées par les usagers** car il est en principe interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses pour des SPIC (article L. 2224-1 CGCT).

  Des exceptions à ce principe sont prévues notamment lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement. **Dans ce cas, si le service est délégué, la part prise en charge par le budget propre ne peut excéder le montant des sommes données au délégataire pour sujétions de service public et représenter une part substantielle de la rémunération de ce dernier**.

- **Les modalités de fonctionnement** : un service public géré en régie sera présumé être un SPA alors qu'un service public donné en délégation à une personne privée bénéficiera d'une présomption de SPIC (conditions de gestion comparables à une entreprise commerciale en SPIC).

2. NATURE DES ACTIVITES DE L'OREADE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

La nature du service public doit préalablement être qualifiée afin de pouvoir envisager un mode de gestion.

Plusieurs activités sont activement développées au sein du centre aquatique L'OREADE et relèvent du champ concurrentiel, conduisant à confirmer une qualification de SPIC :

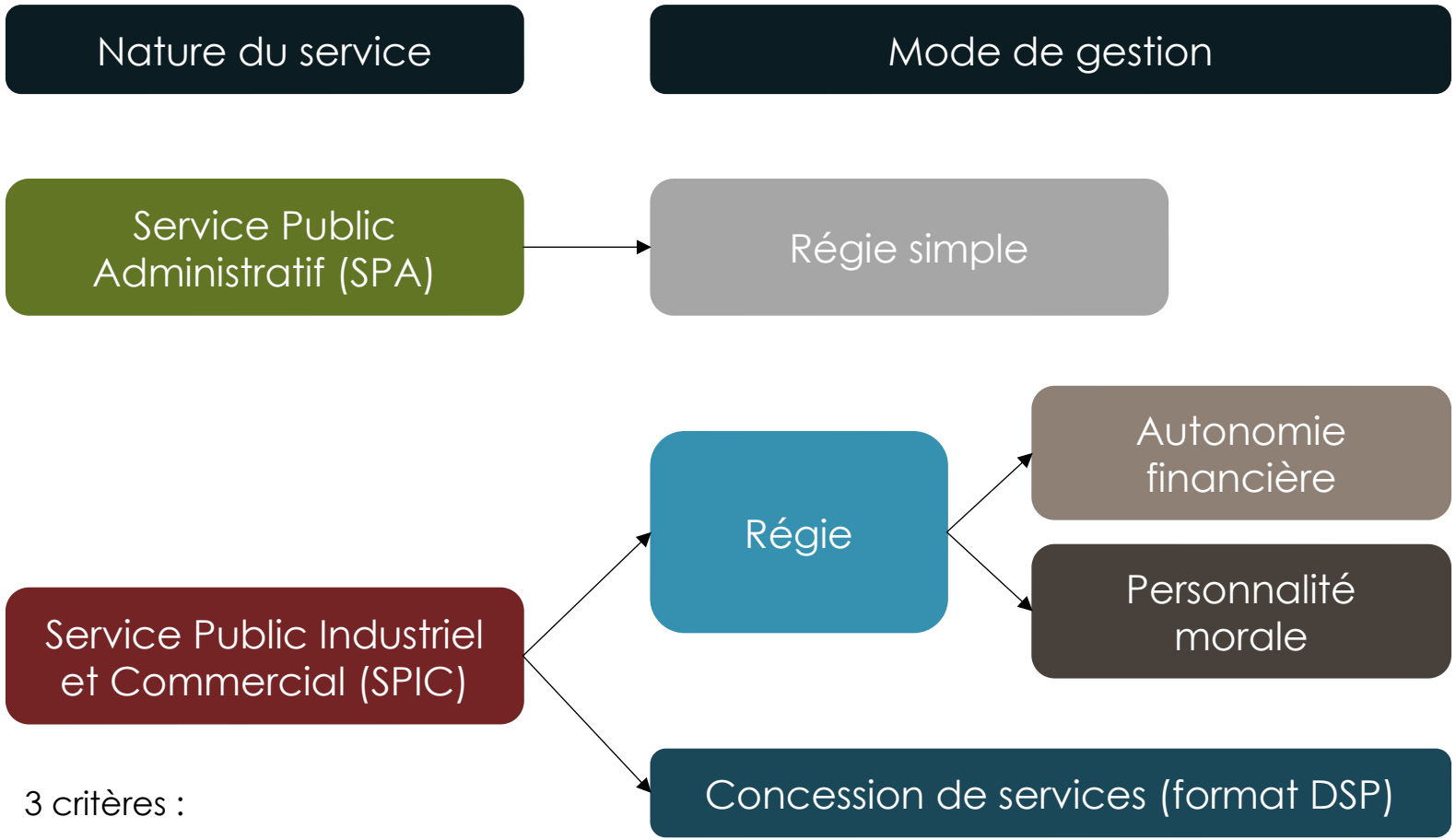
- Activités aquatiques (aquagym, aquabike…)
- Prestations Bien-être et remise en forme
- Animations aqualudiques

Cette caractérisation du service est à rapprocher de la question de l'assujettissement à la TVA, le Ministère des Finances considérant que *« L'exploitation d'un centre aqualudique par une collectivité locale sera, quant à elle, soumise à la TVA que la concurrence avec un exploitant privé soit réelle ou simplement potentielle, ce qui entraîne l'inéligibilité au FCTVA des dépenses afférentes à cet équipement »* (AN Question n°88114)

Dès lors que le service public peut être qualifié de SPIC (service public industriel et commercial), plusieurs modes de gestion s'offrent aux collectivités. Ceux-ci sont rigoureusement encadrés.

3. PRÉSENTATION DES MODES DE GESTION POSSIBLES

Accusé de réception en préfecture
071-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



3 critères :

- Objet du service
- Origine ressources financières
- Modalités de fonctionnement

Commentaires

En raison de la nature des activités exercées au sein du centre aquatique L'OREADE, le service relève d'un SPIC– service public industriel et commercial

3. PRÉSENTATION DES MODES DE GESTION POSSIBLES

Accusé de réception en préfecture
071-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

A. Les différentes formes de régies

Les formes principales de régie :

- **régie « directe »** : la collectivité gère directement le service en prélevant sur son budget les moyens financiers, et en utilisant ses propres moyens en matériel et en personnel.
- **régie à autonomie financière** : elle bénéficie d'une autonomie financière sans pour autant disposer d'une personnalité morale. Cette formule permet de doter l'activité d'un **budget dit annexe** afin de respecter l'exigence d'équilibre financier imposé au SPIC.
- **régie personnalisée** : établissement public local crée par l'organe délibérant de la collectivité qui est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Bien que la CCOB ait fait le choix d'une gestion déléguée depuis 2014, et si le choix devait être fait d'assurer en régie la gestion du centre aquatique, il y aurait lieu de retenir le modèle de la régie à autonomie financière en raison de la nature du service public, sans la lourdeur de la création d'un établissement public local.

Un budget annexe serait à créer. Le personnel du délégataire serait à reprendre (15,03 ETP).

3. PRÉSENTATION DES MODES DE GESTION POSSIBLES

Accusé de réception en préfecture
071-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Création d'une régie à autonomie financière

Si la CCOB privilégie le choix d'une exploitation en régie de type SPIC :

- Création d'un budget annexe
- Reprise des personnels actuellement en poste (salariés privés du délégataire : 15,03 ETP)
- Recrutements complémentaires le cas échéant(statut droit privé)

Modalités d'organisation de la régie après définition du périmètre :

- Avis préalable du CST (centre de gestion)
- Décision de l'assemblée délibérante pour créer une régie SPIC pour le complexe aquatique (temps 1)
- Délibération pour valider des statuts et déterminer la dotation initiale

Fonctionnement de la régie :

- Conseil d'exploitation dont les membres sont désignés par le conseil communautaire sur proposition du président → rôle décisionnel
- Agents de droit public : directeur et comptable

3. PRÉSENTATION DES MODES DE GESTION POSSIBLES

Accusé de réception en préfecture
071-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

B. Gestion déléguée par voie de délégation de service public

Article L.1121-1 Code de la Commande publique

Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.

SI LA CCOB FAIT LE CHOIX DE POURSUIVRE UNE GESTION DELEGUEE PAR VOIE DE DSP pour le centre aquatique

Le délégataire gère le service (avec pouvoir de contrôle de la CCOB) et l'exploite à ses « risques et périls » c'est-à-dire, qu'il supporte la charge des déficits éventuels de son exploitation, et il en encaisse les bénéfices qui peuvent être partagés avec la CCOB (par le biais d'une redevance d'occupation domaniale variable).
En l'espèce et à compter de juin 2026, la CCOB confierait la gestion du service public avec également une mission d'entretien et de maintenance technique et GER (gros entretien renouvellement).
La durée envisagée de la DSP serait de 5 à 7 ans afin que le délégataire optimise l'exploitation et amortisse les investissements en matériel nécessaires au service.

Maintien de la DSP sur le centre aquatique L'Oréade

Accusé de réception en préfecture
077-247700014-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

	Avantages	Inconvénients
Aspects financiers	• **Connaissance du coût à payer sur toute la durée du contrat** → La CCOB minimise sa prise de risques économiques et financiers (hors circonstances imprévues) • **Procédure de mise en concurrence** devant permettre de limiter les compensations versées par la collectivité (marché concurrentiel) • **Connaissance des données d'exploitation depuis 2014 permettant de cadrer les postulats d'une nouvelle consultation** • **Retour d'expériences et notamment la crise sanitaire et énergétique qui a touchée L'OREADE**	• Charges spécifiques liées à la DSP : frais de siège, rémunération du délégataire, charges financières plus élevées pour le financement du petit matériel • Risques d'avenants potentiellement coûteux si les clauses contractuelles ne sont pas bien anticipées • La CCOB est contrainte par les caractéristiques de la DSP et notamment sur la fixation de tarifs minimum pour contenir un équilibre financier
Ressources Humaines	• Pas de gestion par la Collectivité (ou la régie) des recrutements, évitant un fort alourdissement de la gestion RH • Plus grandes facilités d'un concessionnaire privé à gérer les recrutements (vivier de candidats / notoriété à l'échelle nationale / opportunités de mobilité interne / etc.) en particulier sur des métiers en tension pour la partie centre aquatique	• Qualité de la relation contractuelle concessionnaire / collectivité fortement liée à l'équipe en place
Exploitation	• **Plus de facilités de l'opérateur privé à réinterroger le cas échéant certaines habitudes installées** (tarifications clubs / scolaires / règlement intérieur / répartition des cours) • Dynamique privée de la gestion du service (et notamment sur les amplitudes horaires) • Concessionnaire directement en prise directe avec les usagers, sans préjudice de la veille rigoureuse de la CCOB • Exploitant technique spécialiste des équipements aquatiques et exploitant spécialiste de l'événementiel	• **Maitrise moins grande de la CCOB sur le service** • Vigilance très forte à maintenir pendant la procédure de DSP sur le chiffrage des postes entretien-maintenance et énergie afin d'éviter un sous- investissement technique

5. MODE DE GESTION RETENU

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le choix envisagé par les élus sera déterminé en conseil communautaire en raison des nombreuses difficultés ayant animées la DSP en cours (crise sanitaire, crise énergétique, différend entre l'exploitant et le mainteneur technique, difficulté de gestion RH).

La délégation de service public pour la gestion du centre aquatique OREADE présente un certain nombre d'avantages et notamment, fruit des retours d'expérience :

- **L'exploitation de l'équipement se fait aux risques et périls** du délégataire donc elle permet une maîtrise des flux financiers pour la collectivité (connaissance des coûts à la charge de la collectivité) : le retour d'expérience de la crise sanitaire est un exemple important (prise en charge du personnel) auquel il peut être ajouté celui de la crise énergétique en 2022/2023 ;
- **L'expertise d'un tiers dans la gestion d'un équipement aquatique** qui propose des activités variées : savoir-faire technique associé à une politique de dynamique d'exploitation « savoir-faire métier » ;
- **Une gestion administrative limitée pour la CCOB qui n'exclut pas le contrôle** à travers une externalisation des fonctions supports (Direction, RH, finances, achats, communication, etc.) ;
- Le recrutement des personnels nécessaires par le délégataire ;
- **Une politique très encadrée et performante en termes de formation** : Renforcement des compétences personnelles ;
- **La prise en charge de l'entretien, la maintenance technique voire le « gros renouvellement »** sans interface avec prestataire extérieur ; Voire des fluides (les effets de la mise en concurrence affineront la stratégie de fournitures) ;
- La Responsabilité pénale largement transférée au délégataire ;
- L'effet réseau professionnel plus marqué (veille, nouvelles activités, expérimentation…) ;
- **La stratégie commerciale et des actions de communications plus offensives.**

6. IMPACTS DU CHOIX RETENU – RH

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le choix du mode de gestion de L'OREADE par voie de DSP n'a pas d'impact direct sur l'organisation des services

Le choix du mode de gestion de L'OREADE avec une reprise en régie SPIC a un impact direct sur l'organisation des services dès lors que ce choix implique l'intégration de plus de 15 ETP qui seraient détachés d'office auprès de la régie

POUR INFORMATION : STATUTS DES AGENTS EN SPIC		
	REGIE AUTONOME	**GESTION DELEGUEE**
Nature du contrat de travail	**Droit privé (code du travail)** sauf pour le Directeur et le comptable	Droit privé (code du travail)
Modalités de transfert	Mise à disposition (MAD) ou détachement d'office (auprès de la régie ou d'un délégataire)	
Textes consolidés	Loi n°2019-828 de transformation de la fonction publique et du décret 2020-714 du 11 juin 2020 (sur le détachement d'office)	
Convention collective	Par principe dispositions statutaires avec cependant un droit à adhésion ou à application sans adhésion	**Convention nationale du sport (CCNS) / PREVOIR UN CHANGEMENT DE CC EN L'ESPECE**
Politique salariale	Pas de possibilité de mettre en place un accord de participation sur les résultats	Droit à intéressement de l'entreprise
Recrutement	Recrutement prioritaire voire d'office (détachement) des agents publics anciennement attachés au service Interdiction de recruter comme agent public les personnels complémentaires nécessaires avec détachement : donc obligation de recruter contrat de droit privé	Recrutement prioritaire voire d'office (détachement) des agents publics anciennement attachés au service

6. IMPACTS DU CHOIX RETENU – RH

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

DIFFERENCES MISE A DISPOSITION ET DETACHEMENT AUPRES D'UNE REGIE A AUTONOMIE FINANCIERE OU PERSONNALISEE OU AUPRES D'UN DELEGATAIRE		
	Mise à disposition	**Détachement**
Modalités de mise en œuvre	Un accord de l'agent	Détachement d'office (décret 2020-714) Proposition de contrat à durée indéterminée (modification de l'article 15 du décret n°86-68)
Avis préalable CAP	Loi n°2019-228 de transformation de la fonction publique : suppression de l'avis préalable de la CAP depuis le 1er janvier 2020	
Avis préalable comité social territorial	Oui	Oui
Durée	3 ans avec possibilité de renouvellement n'excédant pas 3 ans (renouvellement sous condition au cas par cas : proposition de détachement…)	Détachement classique : 5 ans avec possibilité de renouvellement n'excédant pas 5 ans (sans limite)
Paiement de la rémunération	Par l'administration d'origine donnant ensuite lieu à remboursement par l'organisme d'accueil	Par l'organisme d'accueil
Nature de la rémunération	Rémunération (traitement indiciaire) + primes et indemnités de l'emploi d'origine + éventuels compléments de l'organisme d'accueil (avantages convention collective/intéressement sauf régie)	Rémunération+ primes et indemnité de l'organisme d'accueil uniquement, négociation de la reprise du RI par convention dans le cadre de la consultation (en gestion déléguée)
Maintien des avantages fonctions publiques (avancement, retraite…)	Oui (sans préjudice de la loi n°2019-228)	
Procédure	Etablissement d'un arrêté de mise à disposition par l'administration d'origine et d'une convention entre l'administration d'origine et l'organisme d'accueil	Etablissement d'un arrêté de détachement par l'administration d'origine et d'un contrat de travail à durée indéterminée par l'organisme d'accueil
Fin	Dans les conditions définies dans le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 en vigueur	Dans les conditions définies par l'article 15.5 du décret n°86-68 du 13 janvier 1986 modifié par le décret n°2020-714
Rapport annuel du Président au CST	Oui	Non

7. CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT DE DSP

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

L'objectif visé par la CCOB est de maintenir un service public efficient par l'apprentissage de la natation (apprentissage « savoir nager » et perfectionnement), le développement des activités sportives et ludiques/aqualudiques, ainsi que le développement de l'attractivité de L'Oréade. Ainsi et si la DSP est privilégiée, le prochain délégataire devra répondre aux attentes de la CCOB pour chacun des publics identifiés :

- Pour les scolaires : Leur permettre l'apprentissage de la natation, prendre en compte le plan « aisance aquatique » ;
- Pour les clubs sportifs : Leur permettre d'assurer et de renforcer l'apprentissage, l'entraînement et la performance de leurs adhérents ;
- Pour le grand public (familles, enfants en bas âge, jeunes, séniors, personnes en situation de handicap) : Leur fournir un équipement convivial et ludique, avec des activités encadrées et spécifiques aux nouveaux besoins ;
- Pour tous : une complète de services (large planning d'activités, nocturne, parcours d'activités, zone bien-être…) ;
- Tout le management de ces activités et l'organisation induite nécessite un savoir-faire d'animation et de formation pour permettre un rayonnement et une attractivité certaine (qui fait appel à différents métiers : accueil, maitres-nageurs, animateurs, métier de la forme, communication…) ;
- Voire la réalisation de certains travaux (GER) devenus nécessaires.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-40-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Sans renoncer aux dispositions de l'article R.254-68 du code de la fonction publique (en vigueur depuis le 1er février 2025)

Pour avis du CST

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 41-2025
Objet : Convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique L'Oréade - Rapport d'activités 2024

Vu l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales en vigueur lors de la passation de la convention de délégation de service public relative à la gestion et l'exploitation du centre aquatique l'OREADE,

Vu l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,

Vu l'article 33 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

Vu la délibération N° 23-2019 en date du 24 avril 2019 autorisant la signature du contrat de délégation de service public pour une durée de sept (7) ans à compter du 28 juin 2019,

Vu le contrat de délégation de service public précitée signé le 21 mai 2019 et notamment les articles 45 et suivants relatifs au contrôle de la CCOB,

Vu le rapport annuel d'activités 2024 transmis par le Délégataire en application des articles 45 à 50 du contrat,

Vu le rapport d'analyse opérant le contrôle dudit rapport annuel d'activités, ses observations et ses préconisations de mesures correctives.

Considérant que dans le cadre de l'exécution du contrat de délégation de service public signé le 21 mai 2019 relatif à la gestion et à l'exploitation du centre aquatique L'Oréade situé à Brie-Comte-Robert, et notamment son chapitre X en ses articles 45 à 50 spécifiquement dédiés au contrôle de ladite exécution, le Délégataire doit produire un rapport annuel d'activités,

Considérant qu'en application de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport annuel du Délégataire doit être mis à l'ordre du jour de la réunion de notre assemblée délibérante afin qu'elle puisse l'examiner,

Considérant que le Délégataire a fait communication du rapport annuel conformément au Code Général des Collectivités Territoriales,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Considérant que le rapport annuel couvre une période de référence du 1er janvier au 31 décembre 2024, ladite période a été marquée par une activité de L'Oréade supérieur de près de 10 % par rapport à 2023,

Considérant qu'au titre des obligations des personnes publiques, il a été opéré une analyse approfondie du rapport annuel, objet du rapport d'analyse de contrôle annexé à la présente délibération,

Considérant qu'il en résulte des observations et des préconisations de mesures correctives à faire apporter par le Délégataire quant au contenu du rapport annuel d'activités permettant à la CCOB d'opérer son contrôle avec la transparence qui sied à l'exécution de cette convention de délégation de service public,

Considérant que lesdites observations et préconisations sont structurantes quant au formalisme que doit adopter le rapport pour une meilleure lisibilité ainsi, qu'aux renseignements qu'il doit contenir et notamment au niveau financier,

Considérant que sur le fond, comme l'année précédente, beaucoup d'informations sont manquantes ou imprécises ce qui ne permet pas d'affirmer des conclusions certaines de contrôle bien que l'analyse ait procédé à des rapprochements et reconstitutions des données,

Considérant que le rapport annuel doit être porté à la connaissance de l'assemblée délibérante ainsi que le rapport d'analyse,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Prend acte du rapport annuel d'activités du Délégataire pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Article 2 : Approuve les observations du rapport d'analyse de contrôle et les préconisations de mesures correctives annexées à la présente délibération.

Article 3 : Désigne Monsieur le Président pour la mise en œuvre desdites mesures correctives auprès du Délégataire.

Article 4 : Autorise Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. DE C. DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES



Rapport annuel 2024

L'Orée de la Brie

Equalia

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Chapitre 1- Caractéristiques du contrat

Caractéristiques du contrat

Présentation du centre

Organigramme

Les équipes

Chapitre 2- L'année 2024 en bref

Quelques chiffres à retenir

Faits marquants 2024

Chapitre 3- La Fréquentation et le Chiffre d'affaires

Fréquentation par typologie

Fréquentation et accueil des scolaires

Fréquentation des clubs et associations

Evolution de la Fréquentation

Le Chiffre d'affaires

Les activités aquatique et fitness

Chapitre 4 - Communication et animations

Budget et plan de communication

Planning et animations 2024

Chapitre 5 – Analyse de la satisfaction clientèle

Qualité de service

L'Orée de la Brie Equalia

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Chapitre 6 – Compte rendu Technique

La consommation des fluides

L'entretien du bâtiment

ARS – analyses d'eau

Le suivi obligatoire des interventions annuelles

L'arrêt technique

Liste des travaux préventif GER – P3

Travaux à envisager

Chapitre 7 - Bilan financier

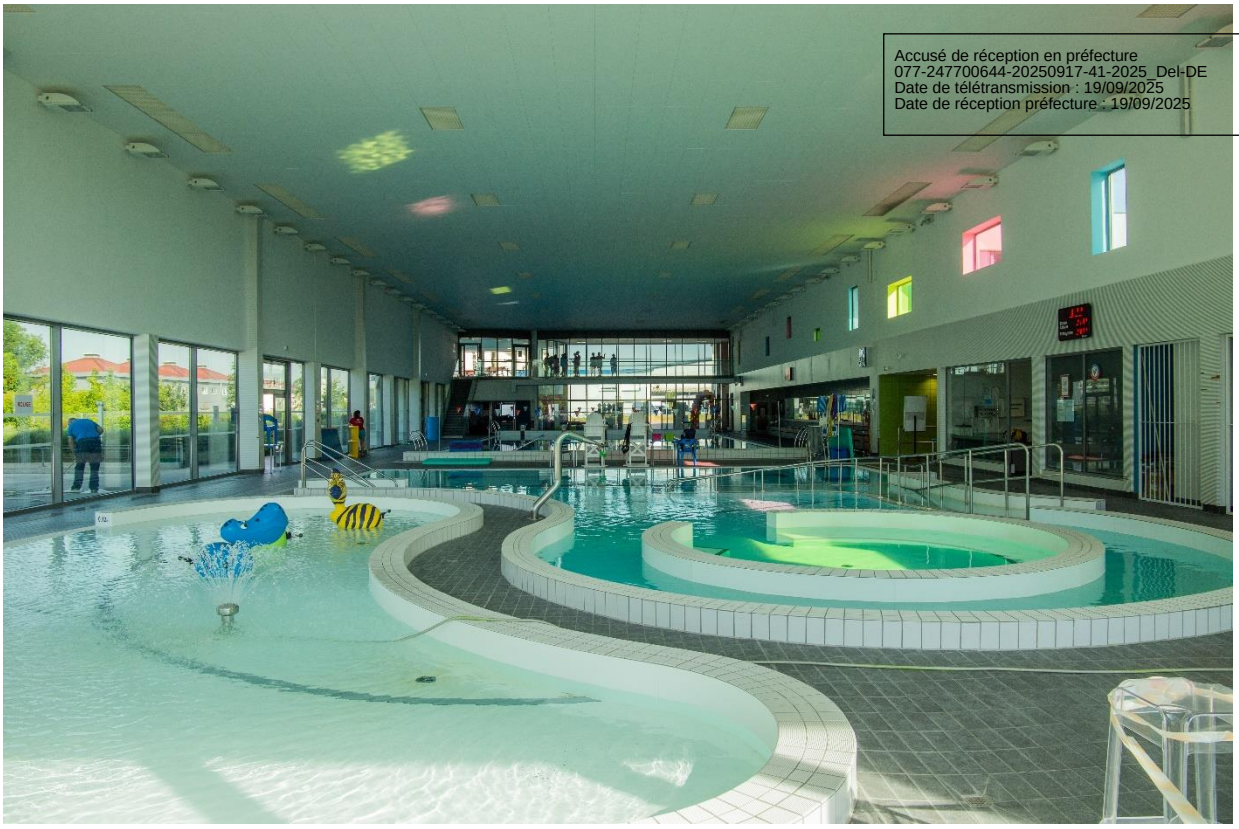
Les recettes d'exploitation

Les charges d'exploitation

Balance Générale

Liasse fiscale et compte de résultat

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Chapitre 1

Caractéristiques du contrat

L'Orée de la Brie

Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Caractéristiques du contrat:

Date d'ouverture:
28 juin 2014

Type de contrat:
Affermage

Date de début du contrat:
01 juillet 2019

Durée du contrat:
7 ans

Autorité délégante:
Communauté de communes de l'Orée de la Brie

Le délégataire:
Equalia



L'Orée de la Brie Equalia

Présentation du centre

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

L'Oréade est composé de 3 espaces:
- un espace **Aquatique**
- un espace **Bien-Etre**
- un espace **Fitness**

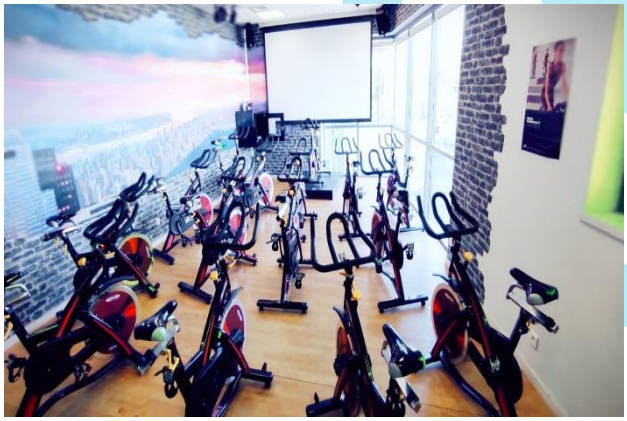
L'offre est complétée par la présence de distributeurs boissons/maillots de bain.

Nous avons depuis 2023 par ailleurs développé l'attractivité de l'espace aquatique par l'aménagement d'une boutique de maillots de bain qui vient compléter l'offre avec des articles de qualité, techniques, de notre partenaire **Topsec**.





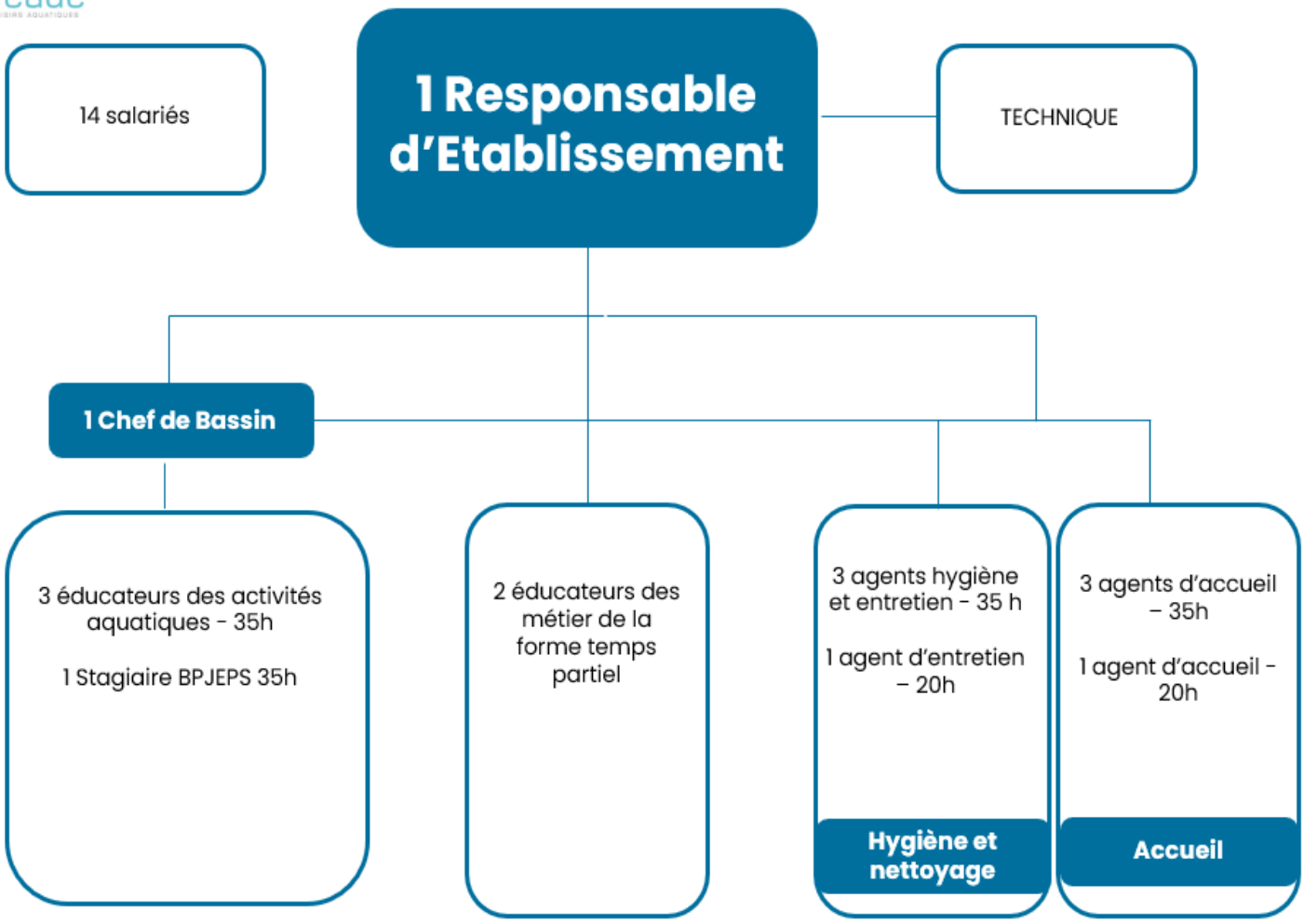




L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les équipes : Organigramme



- Soit 14 salariés: 13 en présence effective
- 12,50 ETP à décembre 2024

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les équipes :

- Une réunion hebdomadaire est organisée pour les différents secteurs:
  Réunion DIRECT: entre les responsables du pôle bassin et la direction.
  Réunion de Pôle: Accueil/entretien et chef de bassin.

Des comptes rendus sont établis pour une diffusion et un suivi optimal .
Les responsables restent les garants de la bonne diffusion et le bon suivi des missions .

- Des formations sont proposées et menées tout au long de l'année à nos collaborateurs:
  - Formation entretien et suivi.
  - Formation accueil et suivi .
  - Formation Management.
  - Exercices d'évacuation animés
  - Exercices de secourisme animés

2 réunions annuelles sont organisées avec l'ensemble du personnel en juin lors du lancement de la période estivale et lors de notre fermeture technique annuelle,

Nous organisons également des temps fort de cohésion afin de renforcer la communication avec les équipes, de créer du lien et de motiver les collaborateurs.

Le technicien de maintenance est en lien permanent avec la responsable d'exploitation et une fois par mois une réunion est organisée.





Les équipes :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Effectif 2024									
			Données Contractuelles				Données Salariales		
Nom	Prénom	Volume Horaire Hebdomadaire (h)*	Type de Contrat	Intitulé Poste	Date de début de contrat	Date de fin de Contrat	Volume Horaire Mensuel (h)	Taux Horaire Brut Moyen (€)	Commentaire
BOURGUIGNON	Amy Manon	35	CDI	Agent d Accueil	15/12/21		151,67	11,88	Congé parental de février à Décembre 24
DEMBELE	Abdoulaye	35	CDI	Agent entretien	12/09/22		151,67	11,88	
FRAVAL	Cécile	9	CDI	Educateur Fitness	04/09/23		39	17	
GASPAR	Stéphanie	35	CDI	Agent d Accueil	03/10/22		151,67	12,53	Missions communication et évènementiels
LEQUEUTRE	Mathilde	35	CDD	Agent d'accueil	11/10/23	26/12/2024	151,67	11,65	Remplacement Amy B
LETURCQ	Nathalie	35	CDI	Directrice Adjointe	13/05/2024		151,67	19,12	Absence du 26/08 au 30/10
MENDJOUR	Myriam	35	Apprentie	BNSSA aprentie BP	25:11:2024		151,67	6,3	APPRENTIE BP
MPEMBELE DIKANGANA	Madeleine	35	CDI	Agent d entretien	21/02/22		151,67	11,88	
NERENHAUSEN	Maxim	35	CDI	Manager des activités pédagogiques et aquatiques	01/09/21		151,67	17,81	Absence depuis le 16/08/2024
REAU	Killian	35	Apprenti	BNSSA aprentie BP	0,404675926		151,67	5,11	APPRENTIE BP
SAUVAGEOT	Thomas	35	CDI	Educateur aquatique	23/10/23		151,67	16,48	
TAGHERBIT	Camillia	35	CDI	Hôtesse d Accueil	28/06/19		151,67	12,2,	Absence du 04/10 au 20/12
VACHER	Sandra	35	CDD	Agent d'entretien	04/01/2024		151,67	11,88	Contrats renouvelés, passera en CDI en 2025
MOUHOUBI	Salima	F. cadre	CDI	RESPONSABLE D EXPLOITATION	10/06/2014				

Les équipes :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

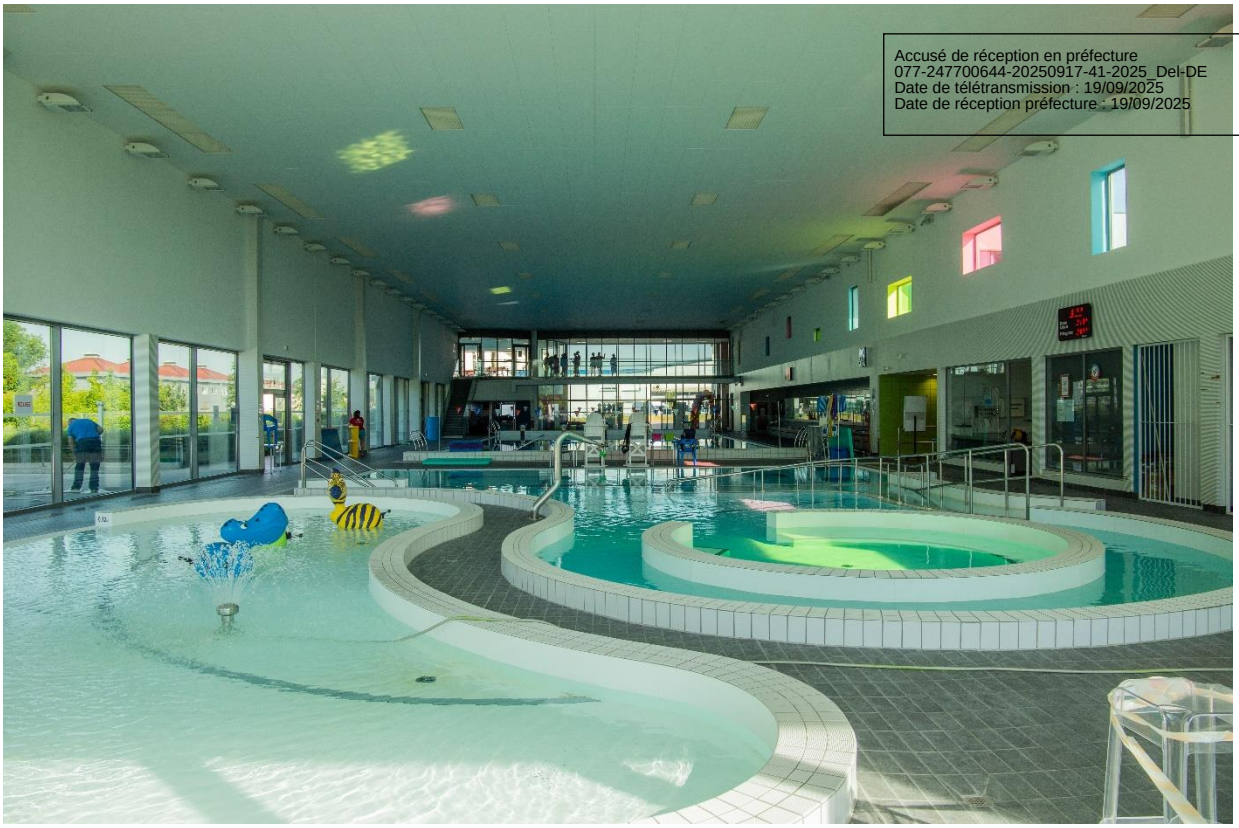
Plan d'Organisation d'exploitation du personnel			31/12/2024
Direction			
Responsable d'exploitation	1	35h	Salima MOUHOUBI
Directrice Adjointe, gérant les poles accueil et entretien	1	35h	Nathalie LETURCQ
Accueil			
Hôtesse d'accueil	1	35h	Stephanie
Hôtesse d'accueil	1	35h	Camillia
Hôtesse d'accueil	1	35h	Amy/Mathilde
Bassin			
chef de bassin	1	35h	Maxim N
BE aquatique	1	35h	Thomas S
BE aquatique	1	35h	Vacant remplacé par AE
BE aquatique	1	35h	Vacant remplacé par AE
BE aquatique	1	35h	Vacant remplacé par AE
BNSSA Apprenti BP	1	35h	Myriam
BNSSA Apprenti BP	1	35h	Killian
Entretien			
agent d'entretien	1	35h	Sandra
agent d'entretien	1	35h	Abdoulaye
agent d'entretien	1	35h	Madeleine
agent d'entretien	0,57	20h	Renfort ponctuel
Fitness			
Be Fitness	0,43	10h	Vacant remplacé par AE
Be Fitness	0,23	9h	Cecile
Be Fitness	0,23	10h	Vacant remplacé par AE

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

L'Orée de la Brie

Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Chapitre 2

L'année 2024 en bref

L'Orée de la Brie

Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Quelques chiffres à retenir:

Entrées 2024

- **122 267**entrées réalisées pour 111 222 en 2023

- **27 041** entrées Abonnement pour 24 225 en 2023
- **18 543** entrées Scolaires pour 13 854 en 2023

Faits Marquants:

- 3 réunions de comités de pilotage le **19 juin – 11 septembre – 04 Novembre 2024.**
- Réunions mensuelles entre la direction du site et la direction des services de la CCOB. (au 1er semestre 2024)

- Arrêt technique annuel : du 02 au 08 **septembre 2024 .**
- Participation à la fête des Roses et à Octobre Rose avec la CCOB.
- Travaux importants sur la partie technique.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Chapitre 3

Fréquentation et Le chiffre d'affaires

L'Orée de la Brie

Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation par typologie:

Fréquentation annuelle 2024 = 122 267 entrées

- 51 997 entrées Public pour 50149 en 2023
- 14 520 entrées Activités pour 13917 en 2023
- 24 941 entrées abonnement pour 24225 en 2023
- Dont 2 100 entrées Bien-être pour 1940 en 2023
- 18 543 entrées Scolaires pour 13854 en 2023
- 9 977 entrées Clubs et associations pour 6916 en 2023

Fréquentations 2024	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Entrées grand public	3 160	4 776	2 998	4 031	3 731	3 876	8 173	*10 122*	2 189	3 998	2 065	2 063	**51 997**
Activités													-
Activités Piscines	*1 280*	*930*	*1 469*	*1 109*	*1 282*	*1 384*	*335*	*172*	*1 587*	*1 848*	*1 866*	*1 225*	*14 520*
Bien-être													**2 100**
Abonnements	2 460	2 586	2 804	2 419	2 294	2 490	2 040	1 755	1 672	2 617	2 190	1 748	**24 941**
Scolaires	**1 553**	1 824	2 882	1 741	1 323	1 937	74	-	885	2 262	2 224	2 050	**18 543**
1er degré													-
2nd degré													-
Associations & Clubs	1 391	1 032	1 855	698	1 334	1 021	3	1	323	343	929	816	**9 977**
Location salle & matériel													-
Animation & Evénementiel	21	70	5	1	2	9	42	22	18	14	6	-	**189**
Total Fréquentations	**9 865**	**11 218**	**12 148**	**9 999**	**9 966**	**10 717**	**10 667**	**12 072**	**6 674**	**11 082**	**9 280**	**7 902**	**122 267**

Fréquentations 2023	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Entrées grand public	2 249	3 255	3 280	3 242	4 352	6 616	7 683	*9 286*	3 197	3 534	2 357	1 098	**50 149**
Activités Piscines	*1 717*	*1 173*	*1 607*	*1 439*	*1 391*	*1 418*	*302*	*80*	*801*	*1 569*	*1 320*	*1 100*	*13 917*
Bien-être	164	194	182	155	141	139	170	176	151	158	167	143	**1 940**
Abonnements	2 027	1 957	2 053	1 913	2 046	2 134	1 742	1 701	1 800	2 595	2 518	1 739	**24 225**
Scolaires	**1 661**	**991**	**1 389**	**1 074**	**797**	**1 070**	**-**	**-**	**1 700**	**1 213**	**1 753**	**2 206**	**13 854**
1er degré	*1 293*	*678*	*1 060*	*885*	*749*	*892*	-	-	*1 492*	*1 124*	*1 457*	*1 952*	*11 582*
2nd degré	*368*	*313*	*329*	*189*	*48*	*178*			*208*	*89*	*296*	*254*	*2 272*
Associations & Clubs	611	394	511	400	359	481	3	3	444	617	1 622	1 471	**6 916**
Location salle & matériel													-
Animation & Evénementiel	16	23	7	57	27	33	9	1	12	6	8	22	**221**
Total Fréquentations	**8 445**	**7 987**	**9 029**	**8 280**	**9 113**	**11 891**	**9 909**	**11 247**	**8 105**	**9 692**	**9 745**	**7 779**	**111 222**

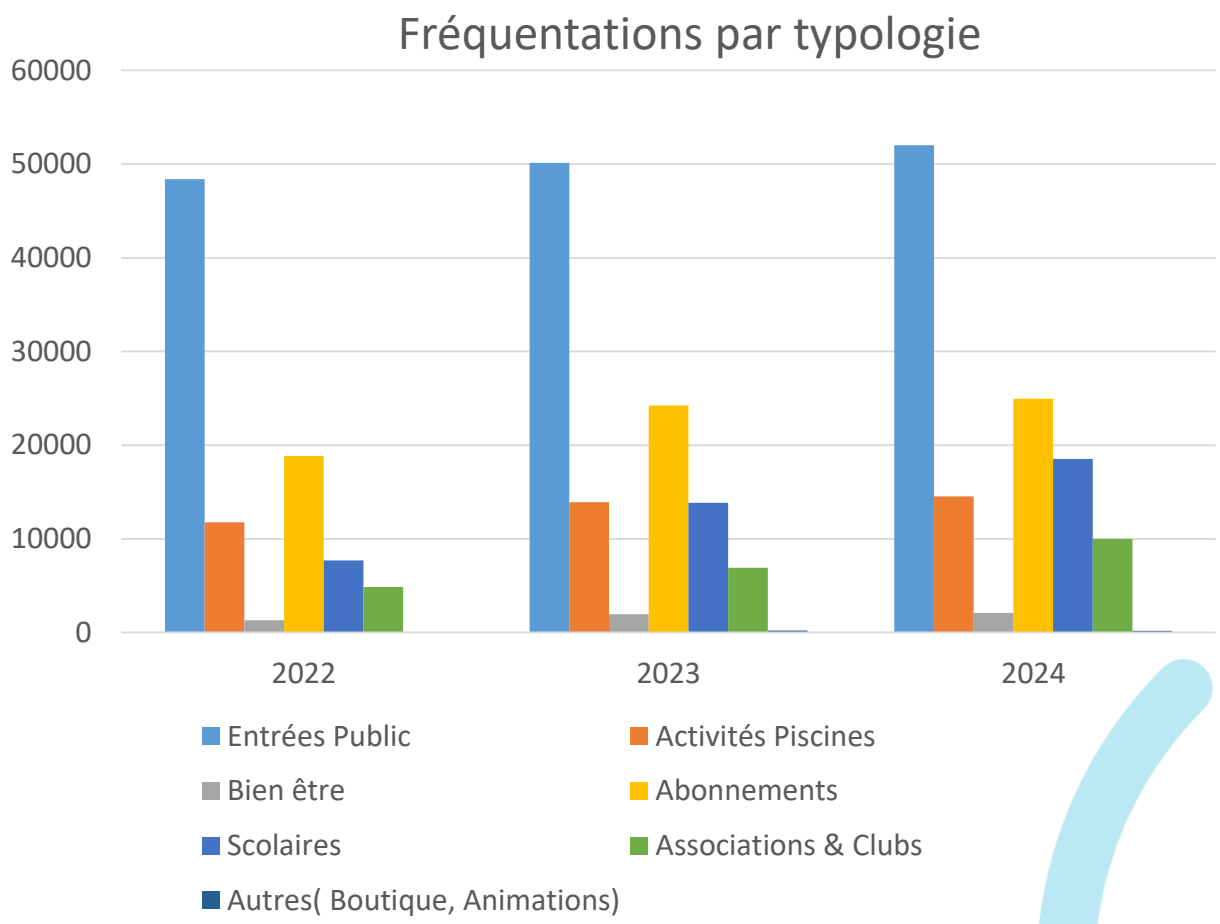
Fréquentations 2022	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Entrées grand public	2 449	3 098	3 347	3 101	4 355	4 787	10 483	*7 875*	2 598	2 890	2 403	1 014	**48 400**
Activités													-
Activités Piscines	*914*	*1 034*	*1 350*	*1 352*	*1 167*	*1 168*	*236*	*153*	*692*	*1 336*	*1 514*	*856*	*11 772*
Bien-être	133	159	129	91	121	103	184	186	119			81	**1 306**
													-
Abonnement	1 709	1 695	1 938	1 691	1 616	1 670	1 423	1 071	1 566	1 711	1 659	1 086	**18 835**
													-
Scolaires	15	171	1 223	782	775	813	-	-	757	*1 143*	*814*	1 208	**7 701**
1er degré													-
2nd degré													-
Associations & Clubs	230	340	575	397	374	385	447	128	339	538	654	455	**4 862**
Location salle & matériel													-
Animation & Evénementiel													-
Total Fréquentations	**5 450**	**6 497**	**8 562**	**7 414**	**8 408**	**8 926**	**12 773**	**9 413**	**6 071**	**7 618**	**7 044**	**4 700**	**92 876**

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation par typologie:

Fréquentation annuelle 2024 = 122 267 entrées



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation par typologie:

L'Oréade a réalisé une hausse de **9,93%** de la fréquentation en 2024 par rapport à 2023.

Cette hausse s'explique par:

-Une communication plus intensive.

-Une fréquentation estivale(juillet/Aout) légèrement plus importante malgré une ouverture tardive du bassin extérieur.

- Une hausse de la fréquentation des abonnements.
- Une augmentation des scolaires de 33,8%.
- Une augmentation des Clubs et associations de 44,2%
- Le « Bien être » augmentant de 8,2%.

Nous remarquons une baisse de la fréquentation de l'activité « RPM » confirmée en 2024 qui s'explique par un public non ciblé dans le secteur.
Les créneaux ayant un très faible taux de remplissage, nous sommes en réflexion pour une action de modification: proposition courant 2025;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation et accueil des scolaires :

2024 **FREQUENTATION SCOLAIRE**

ETABLISSEMENT	Etablissements CCOB	
BRIE COMTE ROBERT		8763
CHEVRY COSSIGNY		2082
SERVON		2224
VARENNES-JARCY		1744
TOTAL	14 813	

ETABLISSEMENT	Etablissements Exterieur	
GRISY SUISNES		295
SOIGNOLLES		117
SAINTE COLOMBE		47
TOTAL	459	

ETABLISSEMENT	FREQUENTATION SCOLAIRE SECONDAIRE	
ARTHUR CHAUSSY		2127
GEORGES BRASSENS		1144
TOTAL	3 271	

18 543

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation et accueil des scolaires :

LES SCOLAIRES

planning scolaire 2024/2025 – venue de une à trois fois par semaine

Planning d'utilisation du centre aquatique L'Oréade - Année scolaire 2024/2025 - Mis à jour le 19/08/2024

Organisation des cycles : 3 fois / semaine, MARDI / JEUDI / VENDREDI

Périodes	9h00 - 9h40	9h40 - 10h20	10h20 - 11h00	14h30 - 15h10	15h10 - 15h50
Du 17 SEPTEMBRE au 4 OCTOBRE 2024 *9 séances*	MOULIN FLEURI 22 CP VILLAIN 23 CP CANDELOT 8 CP VIENNEY (53)	MOULIN FLEURI 23 CP SOEUR 25 CE1 ? (47)	PASTEUR 24 CP VEERAPEN 23 CP VAN ACKER (47)	*Varennes Jarcy* RONDE 23 CP GARDES 22 CP PREDHOMME (45)	PASTEUR 23 CP TANCREZ 25 CE1 JACQUET (48)
Du 8 OCTOBRE au 8 OCTOBRE 2024 9 *séances*	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 13/9 CP/CM2 DUPONT 23 CP BRISHOUAL (45)	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 23 CP ? 10/12 CP/CE1 GONCALVEZ (45)	Chevry-Cossigny NORMANDIE NIEMEN 24 CP PERRITAZ 25 CP SAVINE (49)	JULES FERRY 24 CP HABERER 24 CP MORAIS (48)	JULES FERRY 24 CP MHIBIK 24 CE1 DO NASCIMENTO (48)
Du 12 NOVEMBRE au 29 NOVEMBRE 2024 *9 séances*	PASTEUR 24 CE1 DUBREUIL 24 CE1 ROGER (48)	JULES FERRY 23 CE1 BLONDEL 24 CE1 FERNANDEZ (47)	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 25 CE1 KRGOVIC 25 CE1 ? (50)	CLAUDE TOURNIER 15/6 CE1/CE2 CARBONNEL 24 CE1 MUNIR (45)	MOULIN FLEURI 24 CE1 FLOQUET 24 CE1 ? (481)
Du 3 DECEMBRE au 20 DECEMBRE 2024 *9 séances*	MOULIN FLEURI 28 CE2 HATIF 29 CE2 SAUVEE (57)	Varennes Jarcy RONDE 12/10 CE1/CM1 MONTAILLIE 28 CE1 RODRIGUES (50)	*Varennes Jarcy* RONDE 28 CE2 PINJON 26 CM1 FERRARI (54)	*Varennes Jarcy* RONDE 25 CM2 RAINALDY	PASTEUR 23 CE2 BUI 24 CE2 BAILLIF (47)
Du 7 JANVIER au JANVIER 2025 24 *9 séances*	JULES FERRY 24 CE2 POIROT 24 CE2 FRANCOUAL (48)	C.TOURNIER 24 CE2 ?	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 23 CE2 LE BIHAN 24 CE2 MORIN (47)	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 26 CE2 ? 25 CE2 BOIGEAUD MEYER (51)	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 24 CE1 RONET 23 CE1 ? (47)
Du 28 JANVIER au 14 FEVRIER 2024 *9 séances*	PASTEUR 23 CE2 ? 24 CM1 DEMARCHI (47)	MOULIN FLEURI 28 CM1 DUCOS 8/18 CM1/CM2 MOLINARI (54)	PASTEUR 24 CM2 VALENTE 23 CM2 HUGUNET (47)	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 27 CM1 LAGOUTTE 24 CM2 DRUEL (51)	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 25 CM2 PERRIN
Du 4 MARS au 21 MARS 2025 *9 séances*	PASTEUR 10/12 CM1/CM2 CHASSAGNE 24 CM2 ? (46)	C.TOURNIER 26 CM2 ENGEL 8 CM2 PEREIRA (34)	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 10/10 CE2/CM2 KICZYNSKI 26 CM1 PILLOT (46)	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 30 CM1 ? 25 CM2 ORTEGA (55)	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 30 CM1 RODRIGUES 25 CM2 ? (55)
Du 25 MARS au 11 AVRIL 2025 *9 séances*	JULES FERRY 25 CM1 MARTINEZ 12/12 CM1/CM2 LAFORGE (49)	JULES FERRY 25 CM2 DUFAY 24 CM2 ? (52)	JULES FERRY 24 CE2 BILLARD 25 CM1 KERANGUEVEN (49)	SAINTE COLOMBE 28 CE2 LE GOFF 26 CM2 PENEZ (54)	*Soignolles en Brie* 11+18 CE2 VIRON/LUCAZEAU 20 CM2 FOURNIER
Du 29 AVRIL au 16 MAI 2025 *8 séances* *J 08/05 férié*	MOULIN FLEURI 29 CM1 COPREAU 16 CM2 VIENNEY (45)	*Grisy Suisnes* CHAMP FLEURI 24 CE2 LEITAO 10/14 CE1/CE2 LANGLER (48)	*Grisy Suisnes* CHAMP FLEURI 22 CM2 RENAUD 21 CM2 NOVOSIAK (43)	MOULIN FLEURI 29 CM2 PARAVISINI	PASTEUR 23 CM1 RICHARD 23 CM1 FRANCIUS (46)
	9h00 - 9h35	9h35 - 10h10	10h10 - 10h45	14h35 - 15h15	15h15 - 15h50
Du 20 MAI au 10 JUIN 2025 *8 séances* *J* *29/05 et V30/05 fériés*	GERARD MENOT 23 GS REYBAUD 7 GS DE STEPHANO (30)	GERARD MENOT 23 GS LUCIANI 7 GS DE STEPHANO (30)	MOULIN FLEURI 27 GS BROCHET	MOULIN FLEURI 27 GS MARQUES	MOULIN FLEURI 27 GS PHILIPPE
Du 12 JUIN au 27 JUIN 2025 *8 séances*	JULES FERRY 23 + 4 GS LEAL (27)	JULES FERRY 23 + 4 BOURCHADA (27)	JULES FERRY 23 + 4 GS LEVOIR (25)	*Varennes Jarcy* BALAVOINE 20 GS ?	CLAUDE TOURNIER 23 CM1 RACHEDI

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation et accueil des scolaires : N-1

LES SCOLAIRES

planning scolaire 2023/2024 – venue une fois par jour

Périodes	14h40 - 15h20	15h20 - 16h00
Du 18 SEPTEMBRE au 29 SEPTEMBRE 2023 8 séances	JULES FERRY 23 CP HABERER 25 CE1 DO NASCIMENTO (48)	JULES FERRY 24 CP FRANCOUAL 22 CP BILLARD (46)
Du 2 OCTOBRE au 13 OCTOBRE 2023 8 séances	MOULIN FLEURI 23 CP GUEDES 23 CP VILLAIN (46)	MOULIN FLEURI 22 CP VIENNEY/LARBAOUI 6/17 CP/CE1 CANDELOT (45)
Du 16 OCTOBRE au 10 NOVEMBRE 2023 8 séances Congés du 21/10 au 05/11	C.TOURNIER 21 CP MIANNE 21 CP ABGRALL-POIRIER (42)	PASTEUR 20 CP VALENTE 21 CP VEERAPEN (41)
Du 13 NOVEMBRE au 24 NOVEMBRE 2023 8 séances	JULES FERRY 24 CE1 BLONDEL/VALERY 23 CE1 RODRIGUEZ (47)	PASTEUR 21 CP TANCREZ 21 CP VAN ACKER (42)
Du 27 NOVEMBRE au 8 DECEMBRE 2023 8 séances	CLAUDE TOURNIER 7/15 CE1/CE2 CARBONNEL 23 CE1 MUNIR (45)	MOULIN FLEURI 15/12 CE1/CE2 HATIF/LARBAOUI 24 CE1 FLOQUET (51)
Du 11 DECEMBRE au 22 DECEMBRE 2023 8 séances	JULES FERRY 27 CE2 POIROT 27 CE2 MHIBIK (54)	PASTEUR 29 CE2 CAUDRON 28 CE2 BAILLIF (57)
Du 8 JANVIER au 19 JANVIER 2024 8 séances	MOULIN FLEURI 29 CE2 SOEUR	PASTEUR 23 CE1 DUBREUIL 29 CE2 OUGIER (52)
Du 22 JANVIER au 2 FEVRIER 2024 8 séances	C.TOURNIER 13 CM2 RACHEDI + 14 CM2 MANGIN (27)	PASTEUR 24 CM2 DAAKIR 24 CM2 CHASSAGNE (48)
Du 5 FEVRIER au 1er MARS 2024 8 séances Congés du 10/02 au 25/02	MOULIN FLEURI CM2 ENGEL	MOULIN FLEURI 18/8 CM1/CM2 COPREAU 28 CM2 DUCOS/LARBAOUI (54)
Du 4 MARS au 15 MARS 2024 8 séances	JULES FERRY 27 CM1 MARTINEZ 22 CM2 SOUSA (49)	JULES FERRY 22 CM2 DUFAY 24 CM2 MORAIS (46)
Du 18 MARS au 29 MARS 2024 8 séances	C.TOURNIER 9 CE2 RACHEDI + 9 CM1 MANGIN 26 CM1 DI MARTINO (44)	JULES FERRY 15/10 CE2/CM1 LAFORGE 27 CM1 KERANGUEVEN (52)
Du 2 AVRIL au 30 AVRIL 2023 9 séances Congés du 06/04 au 21/04	MOULIN FLEURI 26 CM1 PARAVISINI 25 CM1 MOLINARI (51)	PASTEUR 28 CM1 BUI 24 CM2 FRANCIUS (52)

Périodes	14h30 - 15h00	15h00 - 15h30	15h30 - 16h00
Du 2 MAI au 17 MAI 2024 8 séances	JULES FERRY 22 + 5 GS LEAL (27)	JULES FERRY 22 + 5 BOURCHADA (27)	JULES FERRY 22 + 3 GS LEVOIR (25)
Du 21 MAI au 31 MAI 2024	MOULIN FLEURI	C.TOURNIER	

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation et accueil des scolaires : N-1

LES SCOLAIRES

planning scolaire 2024 – venue 2 fois par semaine

Planning d'utilisation du centre aquatique L'Oréade - Année scolaire 2023/2024
Organisation des cycles : 2 fois / semaine, LUNDI / VENDREDI

Mis à jour le 15-10-2023

Périodes	14h00 - 14h40
Du 18 SEPTEMBRE au 20 OCTOBRE 2023 *10 séances*	*Varennes Jarcy* RONDE 10/12 CP/CE2 GARDES 24 CP PREDHOMME (46)
Du 6 NOVEMBRE au 8 DECEMBRE 2023 *10 séances*	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 25 CP DUPONT 23 CP TRAN (48)
Du 11 DECEMBRE au 26 JANVIER 2024 *10 séances* *Congés du 23/12 au 07/01/24*	Varennes Jarcy RONDE 27 CE1 MONTAILLIE 26 CE2 PINJON (53)
Du 29 JANVIER au 15 MARS 2024 *10 séances* *Congés du 10/02 au 25/02*	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 13/11 CE1/CE2 BRISOUHAL 26 CE2 GONCALVES (50)
Du 18 MARS 2024 au 17 MAI 2022 *12 séances* *Congés du 06/04 au 21/05 - L 01/04 férié*	Servon LA BUTTE AUX BERGERS ? CM2 RONET ? CM2 ORTEGA A PARTIR DU 3 MAI, fin des séances à 14h30
Du 24 MAI au 28 JUIN 2024 *11 séances*	

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation et accueil des scolaires :

LES SCOLAIRES

planning scolaire 2024 – venue 2 fois par semaine

Planning d'utilisation du centre aquatique L'Oréade - Année scolaire 2023/2024
Organisation des cycles : 2 fois / semaine, MARDI / JEUDI

Mis à jour le 15-10-2023

Périodes	9h00 - 9h40	9h40 - 10h20	10h20 - 11h00
Du 19 SEPTEMBRE au 19 OCTOBRE 2023 *10 séances*	PASTEUR 23 CE1 JACQUET 23 CE1 ROGER (46)	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 23 CE1 BRUNGARD 27 CE2 MORIN (50)	Chevry-Cossigny NORMANDIE NIEMEN 22 CP PERRITAZ 22 CP SAVINE (44)
Du 7 NOVEMBRE au 7 DECEMBRE 2023 *10 séances*	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 8/15 CP/CE1 ? 24 CE1 BRIARD SOZZI (47)	MOULIN FLEURI CE2 SAUVEE	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 8/12 CP/CE1 KRGOVIC 23 CE1 KICZYNSKI
Du 12 DECEMBRE au 25 JANVIER 2024 *10 séances* *Congés du 23/12 au 07/01/24*	SAINTE COLOMBE 28 CE2 LE GOFF 26 CM2 PENEZ (54)	*Soignolles en Brie* 8+24 CE2 MONTEIL/LUCAZEAU ou 1 créneau pour les 2 classes avec 1 enseignant supplémentaire	*Soignolles en Brie* 29 CM2 FOURNIER ou 1 créneau pour les 2 classes avec 1 enseignant supplémentaire
Du 30 JANVIER au 21 MARS 2024 *12 séances* *Congés du 10/02 au 25/02*	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 27 CM1 RODRIGUES 25 CM1/CM2 ? (52)	Servon LA BUTTE AUX BERGERS 25 CE2 DE JESUS 27 CM1 BOIGEAUD MEYER (52)	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 27 CE2 LE BIHAN 27 CM1 LAGOUTTE (54)
Du 26 MARS au 16 MAI 2024 *11 séances*	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 8/15 CM1/CM2 PERRIN 26 CM1 PILLOT (54)	*Chevry-Cossigny* NORMANDIE NIEMEN 26 CM2 DRUEL (26)	*Varennes Jarcy* RONDE 21 CM1 FERRARI 27 CM2 RAINALDY (48)
Du 21 MAI au 27 JUIN 2024 *12 séances*		*Grisy Suisnes* CHAMP FLEURI 8/15 CM1/2 RENAUD 9/14 CM1/2 PUECH (46)	*Grisy Suisnes* CHAMP FLEURI 20+6 CE2/CM1 LANGLER 24 CE2 NOVOSIAK (50)

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation et accueil des scolaires :

LES SCOLAIRES : 18 543 passages scolaires en 2024 pour 13854 en 2023

Fréquentation des créneaux utilisés

L'accueil des scolaires est une priorité du centre.

Nous avons suivi le cap défini par le projet pédagogique de 2024, ainsi que les réflexions menées au cours de l'année précédente (méthode d'évaluation continue, incorporation de parcours pédagogiques dans les cycles, même ceux d'apprentissage).

Nous rappelons que la politique départementale met en avant l'apprentissage de la pratique de la natation pour les classes du cycle 2 (CE1/CE2) et du cycle 3 (CM2).

Cependant, nous proposons également un accueil pour les classes de Cp et CM1.

Des bilans sont réalisés avec la CPC Mme Pereira afin de proposer le meilleur accueil pour les scolaires.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation des clubs et associations :

LES CLUBS 9977 en fréquentation clubs et associations pour 6916 en 2023

Dans la continuité des années passées, l'accueil des clubs au Centre Aquatique L'Oréade s'effectue dans des relations conviviales et constructives grâce à des échanges réguliers et courtois.

Nous accompagnons les clubs dans leurs événements.

3 événements Clubs de plongée ont été réalisés en 2024 en partenariat avec L'Oréade.

--- « SCB natation » 13h30 par semaine (période scolaire uniquement) soit de 7 440 passages – pour 198 adhérents

--- « Subaquatique Briard Plongée » 6h par semaine (période scolaire uniquement) soit de 896 passages - pour 85 adhérents

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation des clubs et associations:

Clubs Seniors

Nous accueillons également les seniors du club de Lésigny 1 fois par semaine pour une durée de 1 heure un total soit de **485** passages .

Clubs Seniors

Nous accueillons également les seniors du club Soignolles en Brie 1 fois par semaine pour une durée de 1 heure un total soit de **650** passages

Associations

Nous accueillons la caserne des pompiers de Brie Comte Robert 2 fois par semaine gratuitement pour un total de passages 238 passages.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fréquentation des clubs et associations:

Associations EMS

Nous accueillons également L'école multi sport de Brie Comte Robert 2 fois par semaine pour un total de **750 passages.**

ETABLISSEMENT	FREQUENTATION CLUB et ASSO
SCB NATATION	6 544
SCB PLONGEE	896
TOTAL	7 440

ETABLISSEMENT	ASSOCIATIONS
LESIGNY	485
SOIGNOLLES	650
POMPIERS	238
EMS BRIE COMTE ROBERT	750
DIVERS	414
	9 977

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le Chiffre d'affaires :

PRODUITS VENDU PAR CATEGORIE 2024 HT	2024	%
ABONNEMENTS	169 541,93	28,32
BOUTIQUE	4 658,00	0,77
PUBLIC	229 840,00	38,38
ACTIVITES	119 625,34	19,98
ANIMATIONS / Even	8 710,10	1,46
BIEN ETRE	25 881,50	4,32
GROUPES	40 460,13	6,77
TOTAL	598 717,00	100

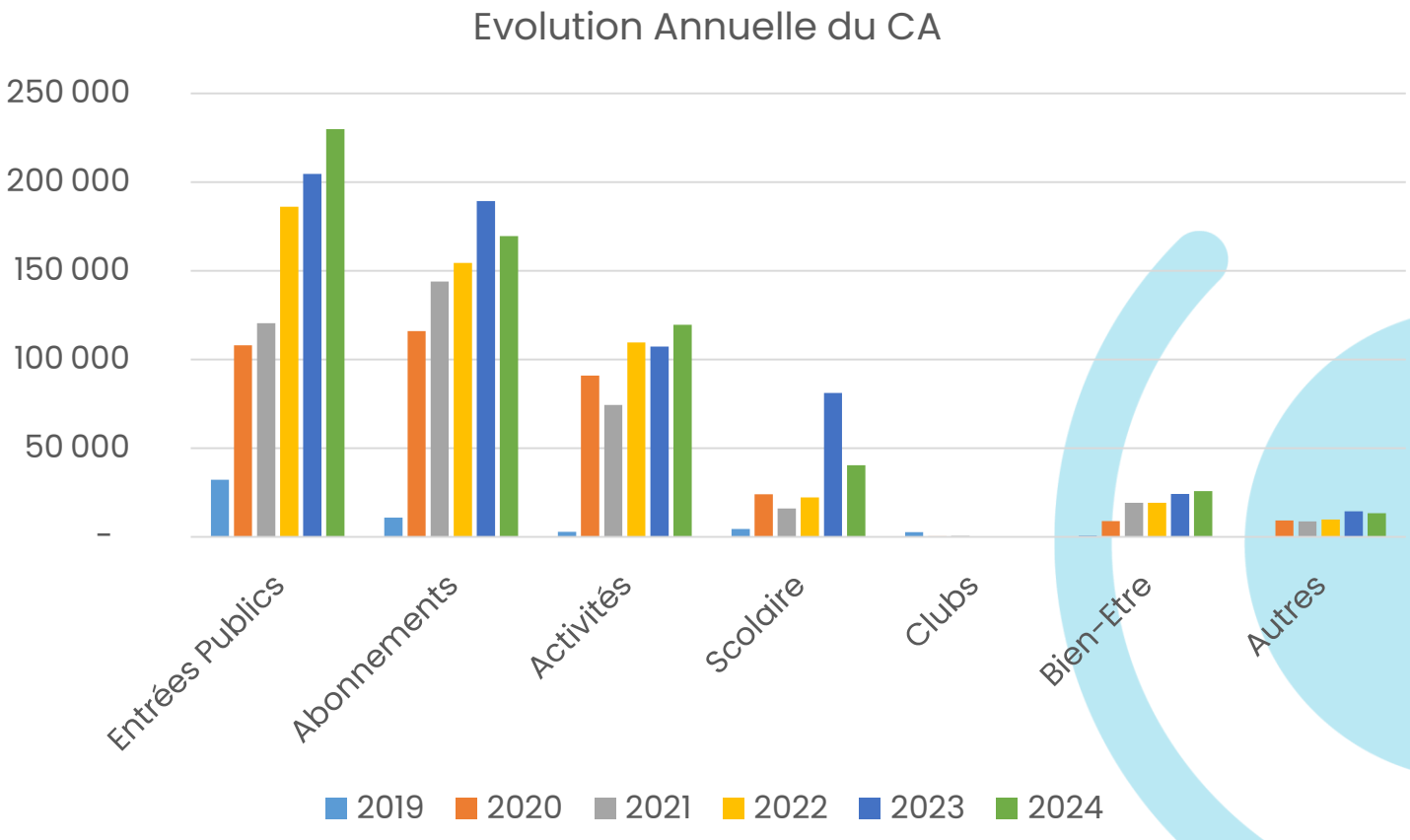
Les « entrées du grand public » contribuent pour **38,38%** de notre chiffre d'affaires global.

Les « activités » représentent **19,98%** et les ventes « d'abonnement » **28,32%** de notre CA.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le Chiffre d'affaires : Evolution annuelle

	Entrées Publics	Abonnements	Activités	Scolaires	Clubs	Bien-Etre	Autres	Total
2019	32 326	10 807	2 834	4 431	2 646	753	166	53 963
2020	108 102	116 112	90 950	24 081	363	8 888	9 270	357 766
2021	120 510	144 032	74 438	16 084	605	19 191	8 776	383 636
2022	186 113	154 476	109 699	22 254	-	19 311	9 829	501 682
2023	204 696	189 240	107 344	81 160	-	24 186	14 458	621 085
2024	229 840	169 542	119 625	40 460		25 882	13 368	598 717



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le Chiffre d'affaires : Evolution annuelle

Le montant total des recettes commerciales pour l'exercice 2024 s'élève ainsi à 598 717€ soit une baisse de -3,60 % par rapport à 2023.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les activités aquatiques et fitness

Nous proposons des cours **Activ'** et des cours de natation. Ces séances sont programmées toute l'année avec un aménagement particulier lors des vacances scolaires. Durant les vacances, les écoles de natation cessent, pour laisser la place à des **stages de natation** (débutant)

Nous proposons également des animations et évènements qui viennent dynamiser les différents espaces de L'Oréade.









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les activités aquatiques et fitness

La programmation des activités aquatiques propose **33 Cours** par semaine, 1 activité bébés nageurs par semaine, soir **34 cours.**

Suite à de fortes fréquentations dans les activités **Aqua douce** et **Aqua Gym** du matin, nous avons du faire plusieurs ajustements, notamment ajouter des créneaux dès 8h45 sur la période des petites vacances, et nous avons également planifié l'activité dans le bassin ludique pour une plus grande capacité d'accueil.

Cela démontre notre volonté de répondre positivement et concrètement aux demandes croissantes d'activités des clients.

Ces pratiques se réalisent tout au long de l'année, avec un planning adapté pendant les périodes de vacances scolaires.

Pendant les vacances scolaires, sont également proposés des stages de natation pour les enfants.



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les activités aquatiques et fitness

Planning activités Aquafitness vacances

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Planning activités
AQUAFITNESS

Du 24 Juillet au 01 Septembre 2024

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
09h00 aqua gym 45	09h00 aqua gym 45'	09h00 aqua gym 45'	09h00 aqua gym 45'	09h00 aqua gym 45'	09h00 aqua tonic 30'
09h45 aqua boxe 45'	09h45 aqua tonic 45'	09h45 aqua building 45'	09h45 aqua boxe 45'	09h45 aqua tonic 45'	09h à 10h Bébés nageurs
12h30 aqua training 45'	12h30 aqua bike 45'	12h30 aqua tonic 45'	12h30 aqua jump 30'	12h30 aqua training 45'	
19h00 aqua tonic 45'	18h45 aqua boxe 45'	18h45 aqua bike 45'	18h45 aqua building 45'	19h00 aqua tonic 45'	
19h45 aqua bike 45'	19h30 aqua training 45'	19h30 aqua jump 45'	19h30 aqua bike 45'	19h45 aqua bike 30'	
	20h15 aqua palmes 45'				

: chaussures aquatiques conseillées

: Premium

- Tous les cours durent 45 minutes à l'exception des blocs noirs qui sont des cours intensifs de 30 minutes

Réservation et annulation obligatoire

La direction se réserve le droit de modifier les horaires en fonction des impératifs de fonctionnement et de refuser l'accès aux cours dont la capacité est atteinte.

www.loreade.fr

Le Centre Aquatique l'Oréade

Ce planning est modulable en fonction des congés des animateurs, des animations et des événements.

L'Orée de la Brie Equalia

L'Orée de la Brie Equalia

Les activités aquatiques et fitness

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Pour le fitness, le centre propose 28 Cours encadrés par semaine et 6 en Vidéo RPM.

L'activité RPM ne rencontre pas le succès escompté, malgré l'embauche de coachs formés RPM, nous n'avons pas la clientèle cible.

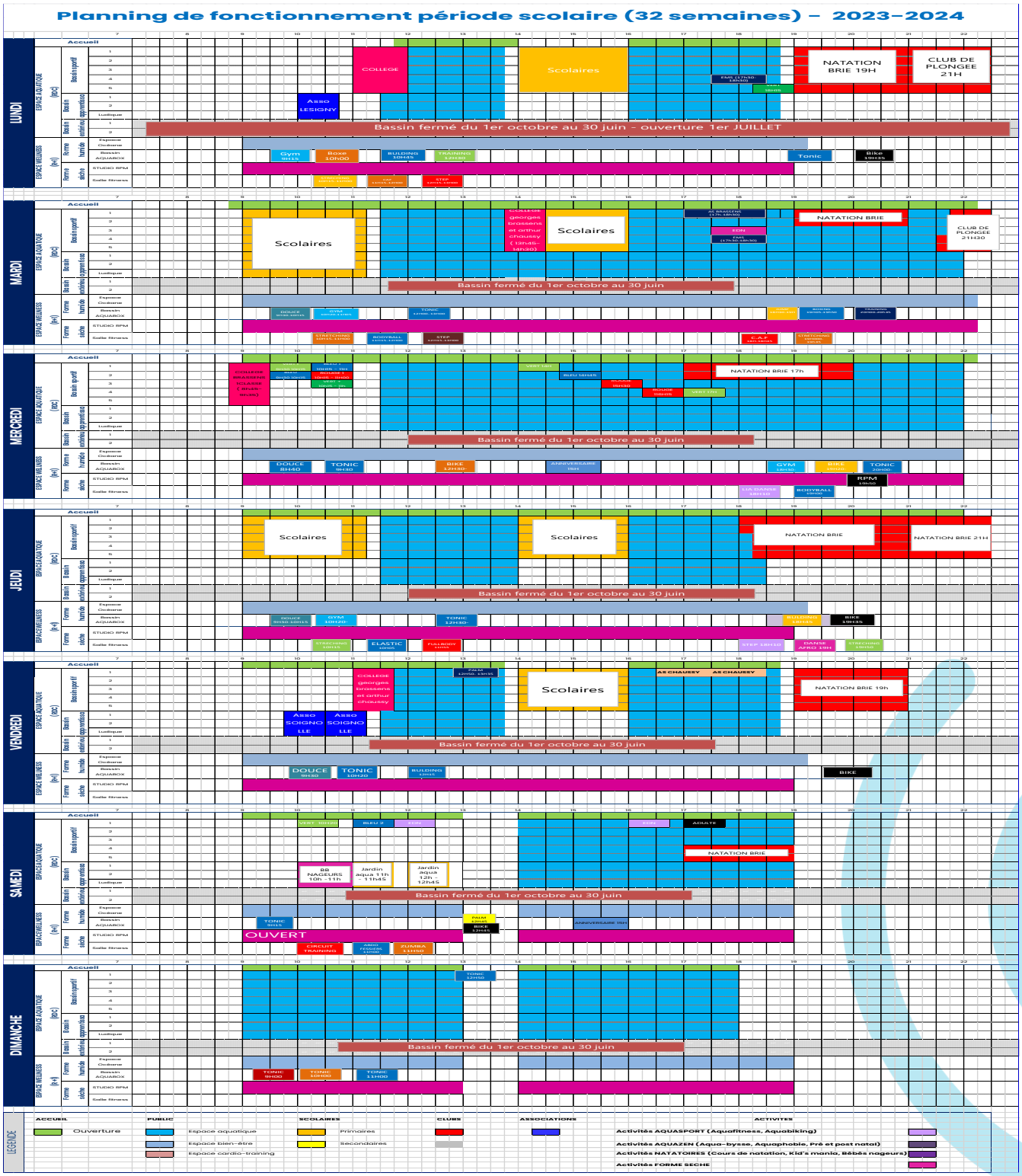
Des réajustements d'espace et de planning seront fait en 2024,



Planning d'occupation

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Annexe 1 – Planning d'occupation 2024



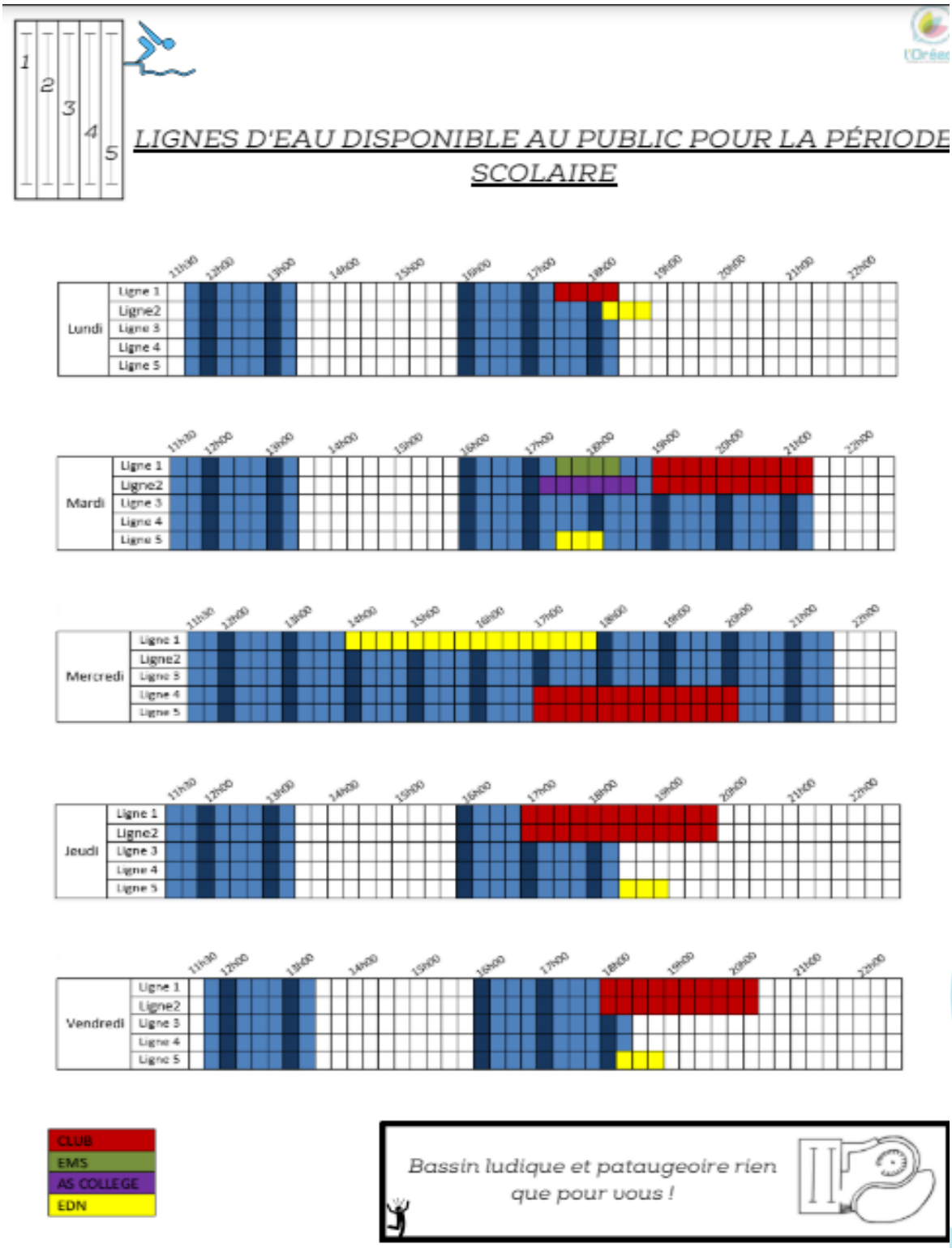
L'Orée de la Brie

Equalia

Planning d'occupation ligne d'eau

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Annexe 2 – Planning ligne d'eau disponible 2024



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Chapitre 4

Communication et Animations

L'Orée de la Brie

Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

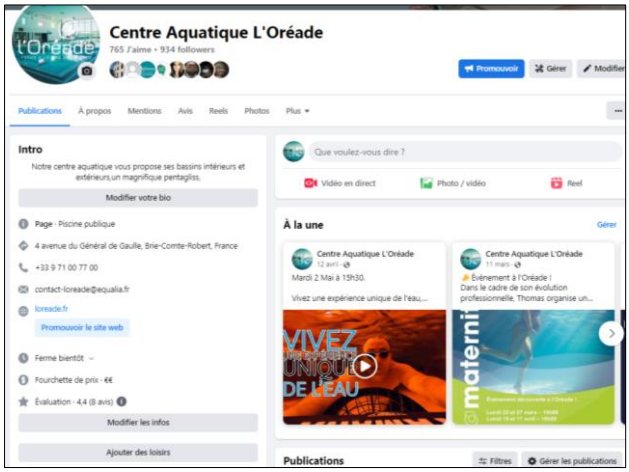
COMMUNICATION :

Au cours de l'année 2024, nous avons réalisé 22 animations et événements et proposé 18 offres commerciales afin de faire découvrir de nouvelles activités à notre public, en plus des plannings fixes habituels.

Les réseaux sociaux, notamment Facebook et Instagram sont un atout majeur de communication avec notre clientèle.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Internet												
Flyers												
Affiches												
TV												
Mailing												

Réseaux sociaux et site internet:





Partenaires:

AU BUREAU
PUB & BRASSERIE

EDEN

L'Orée de la Brie

Equalia

JANVIER :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



- Galettes des rois "Animation Galette des rois: Galette réalisé par les salariées de l'Oréade + 1 galette offerte pour un client







- Sauna thérapie = 20 participants fort réussite, des avis google 5* .







- Bonne résolutions offres commercial = frais de dossier offert.

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

FEVRIER :



Concours photo St valentin : installation d'un point photo à thème
Offre duo= 1+1 offert





Concours photo St valentin : installation d'un point photo à thème
Offre duo= 1+1 offert



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

FEVRIER :

Animations CARNAVAL : Les super héros de l'oréade avec après-midi ludiques.



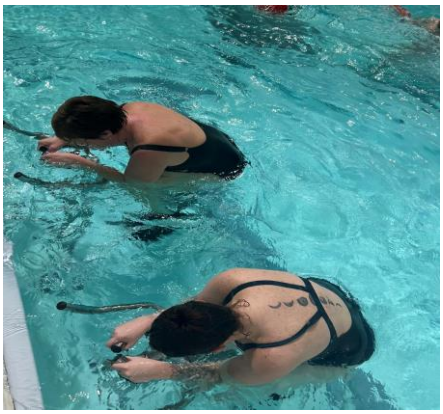








Animations : L'Aqua'fit Carnaval : 15 personnes





L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

MARS :

Différentes offres commerciales: fêtes des mères – Parrainage – Objectif 100 jours.









Aqua palmes:

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

MARS :

Semaine de l'eau : Animation et visite des locaux technique par une classe de Cm2.









L'Orée de la Brie Equalia

MARS :

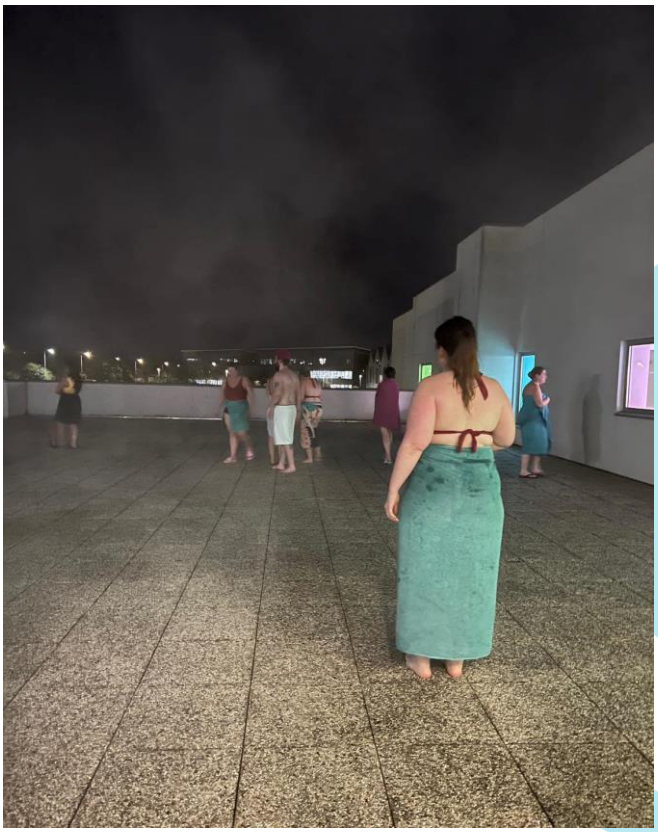
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Spa thérapie: 24 personnes présentes









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

AVRIL:



Nous avons accueilli **29 enfants** dans nos stages de natation







L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

AVRIL:





L'Orée de la Brie Equalia

AVRIL:

Spa thérapie: 20 personnes

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025







L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

AVRIL:



Nous étions présents au forum de l'emploie à servon

.



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

MAI:



Offres commerciales



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

MAI:

Spathérapie:
20 Personnes présente toujours un succès.





L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :

Animations commercial diverses
Les 10 ans de l'Oréade permettaient une offre chaque jour.





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :





Nous avons représenté l'Oréade à la fête des Roses. Un partage avec les abonnées bien sympathique.





L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :

Aqua'dance avec Thomas 20 participants.









L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :

Réinscription des EDN 2024 -2025



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :



Baptême de plongée avec le SCB Plongées de Brie Comte Robert

À vos marques, prêt supportez !

L'équipe L'Oréade partage sa force et son soutien à l'équipe de France !
A vos pronostics !



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :

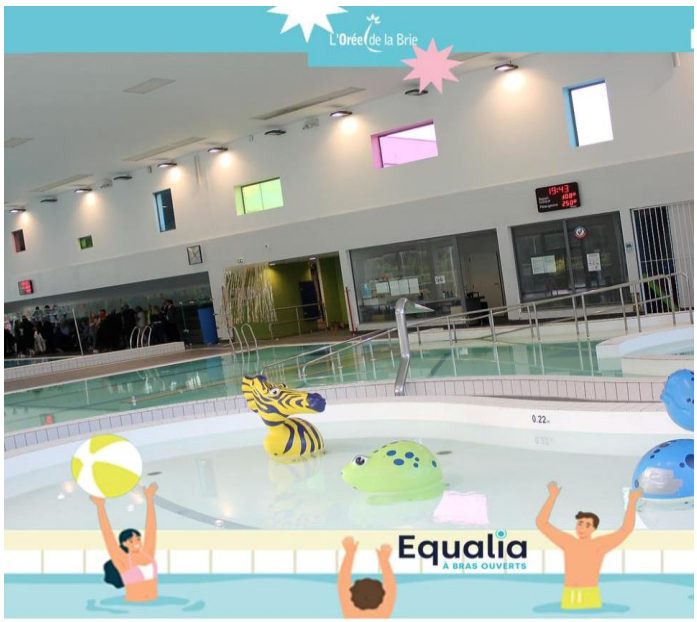
Les 10 ans de l'Oréade avec les élus de la C.C.O.B











Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :

Nous sommes ravis d'annoncer que notre centre a été évalué par un client mystère et nous avons obtenu un score incroyable de 94/100 !

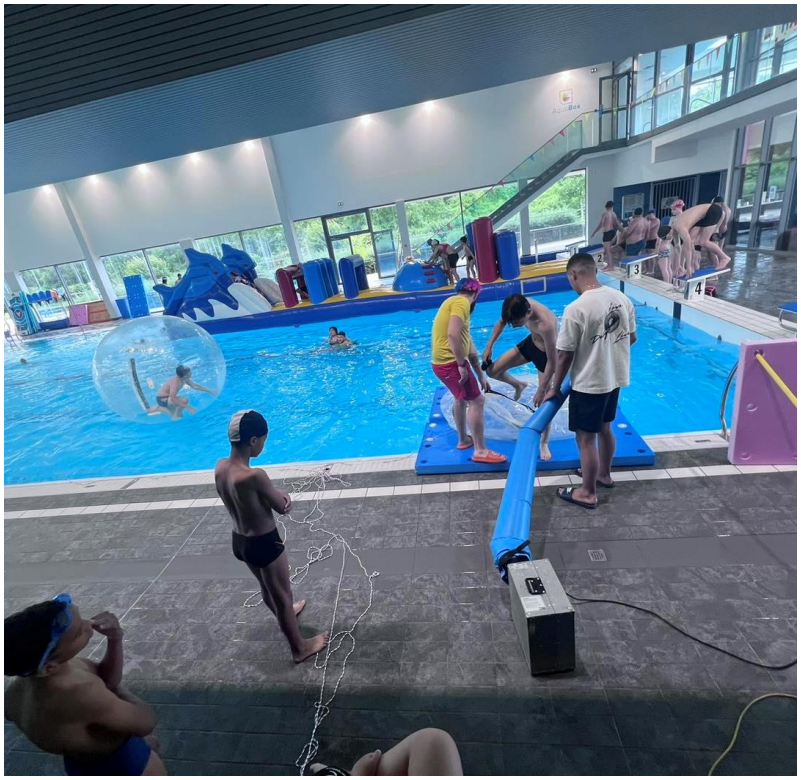


Ce résultat reflète l'engagement et le dévouement de toute notre équipe pour offrir un service de qualité exceptionnelle.

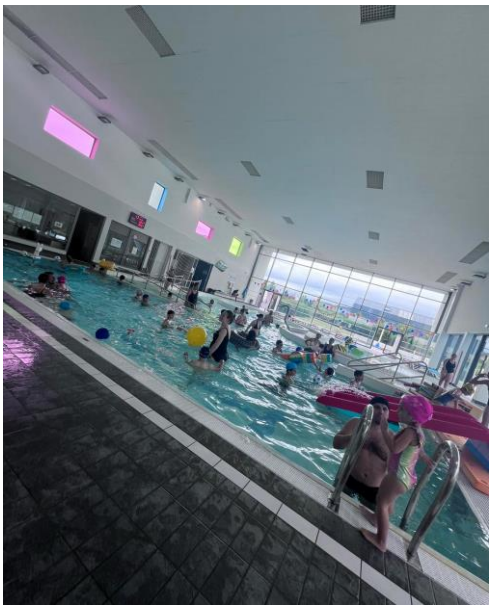
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUIN :

La fête des écoles de natation qui as enchanter nos bambin









Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUILLET ET AOUT :

Animations vacances : structure – pentagliss – jeux d'eau





L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

JUILLET ET AOUT :



L'Orée de la Brie Equalia

SEPTEMBRE:

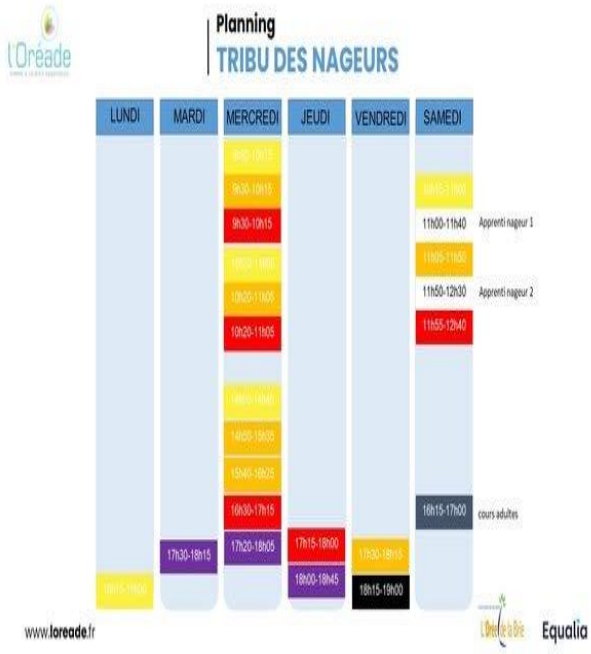
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fermeture technique à partir du 2 septembre



Ouverture des inscr4ptions aux écoles de natation saison 2023-2025

Un moment de partage avec les adhérants





L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

SEPTEMBRE:



Nous avons réalisé 129 ventes de cartes de 12 entrées

Offres commerciales

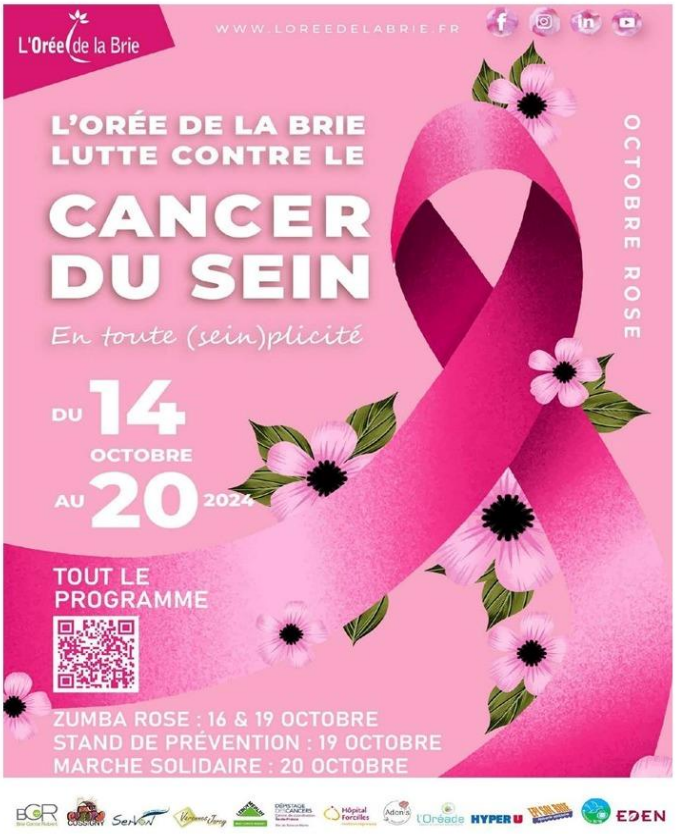


L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

OCTOBRE: Octobre Rose : Ensemble contre le cancer du sein











L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

OCTOBRE :

- L'Oréade à fêter Halloween





L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

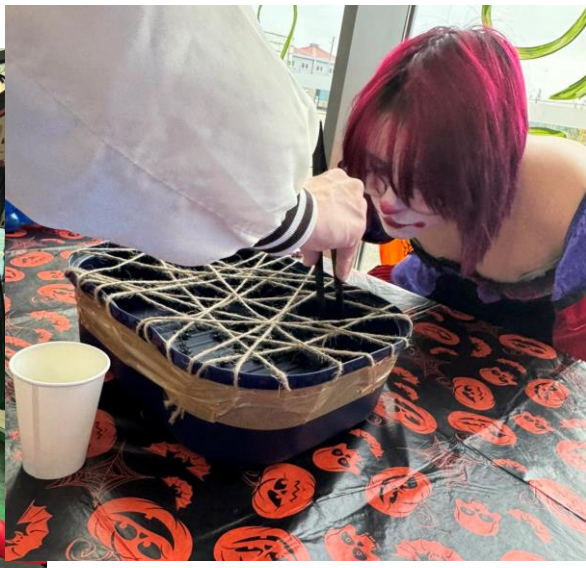
OCTOBRE : HALLOWEEN

Le mois d'octobre a été animé par 2 évènements forts: Halloween et Octobre Rose,

Halloween: nous avons proposé des animations et ateliers chaque jour durant les vacances scolaires – une soirée spéciale Halloween – jeux concours













Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

NOVEMBRE : LE MOIS DU BIEN ETRE



- Offre commerciale Parrainage

Baptême de plongée







L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

NOVEMBRE :

Spa thérapie : 22 personnes









L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

NOVEMBRE :







Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

DECEMBRE : NOEL



- Carte cadeau Noël



- Collecte de jouets en partenariat avec l'association EPI SOL

- Jeux concours Pull Moche de Noel





L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

DECEMBRE: SOIREE AQUANOEL

- Une soirée AQUAFIT avec 24 participantes









L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

DECEMBRE :

Joyeux noel de toute équipe l'Oréade

https://www.facebook.com/reel/238755286287167 97



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les Anniversaires :

- Nous organisons les anniversaires enfants tous les samedis



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Chapitre 5

Analyse de la satisfaction client

L'Orée de la Brie

Equalia

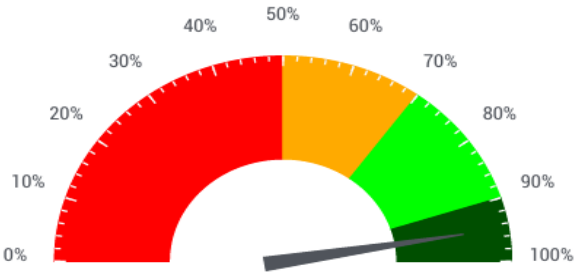
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Enquête client Mystère: une enquête client Mystère a été réalisée courant 2024: le rapport détaillé sera transmis en annexe.

PISCINE&PATINOIRE
equalia0004 - Centre aquatique l'Oréade, 4 Av. du Général de Gaulle, BRIE-C...
2024 - 05

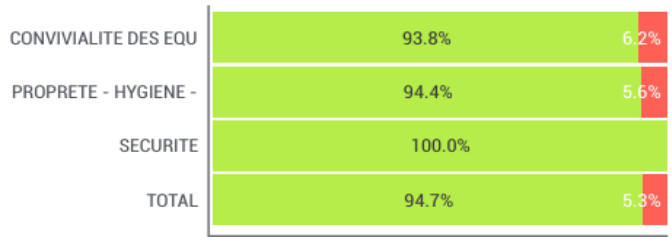
Equalia

SCORE DU QUESTIONNAIRE



94.7%

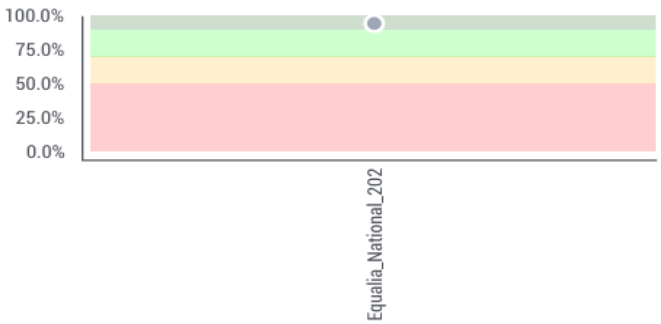
SCORE PAR THÈME



	ACTUEL	PRÉCÉDENT	DIFF.
CONVIVIALITE DES EQU	93.8%	-	-
PROPRETE - HYGIENE -	94.4%	-	-
SECURITE	100.0%	-	-
TOTAL	**94.7%**	-	-

ACTUEL: EQUALIA_NATIONAL_2024_04
PRÉCÉDENT: CAMPAGNE PRÉCÉDENTE (-)

EVOLUTION



VOTRE CLASSEMENT

	ACTUEL	PRÉCÉDENT	DIFF.
NATIONAL	15 (de 48)	-	

Votre rang pour la campagne en cours (Equalia_National_2024_04) est 15 sur 48.

ACTUEL: EQUALIA_NATIONAL_2024_04
PRÉCÉDENT

© COPYRIGHT 2024

RAPPORT GÉNÉRÉ: 2024-05-13 19:04

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Chapitre 6

Technique, maintenance et fluides

L'Orée de la Brie

Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Suivi des incidents et pannes: tableau ci-dessous à titre d'exemple.

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du sauna	Panne ou problème résolu
F2thermic	3/5/2024	panne sauna	Mathilde	15h45	le 04/05 à 12h	oui	oui

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Herve thermique	5/5/2024	température bassin et douche	Mathilde	10h40	11h45	oui pataugeoire	

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Sartana	10/05/24	temperature pataugeoire	Stephanie	10h30	10H30	oui	oui

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Hervé thermique	12/05/24	polution bassin ludique	Mathilde/Gunner	9h55	13h00	oui	

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Hervé thermique	12/05/24	panne chaudiere	Mathilde	9h55	13h00	non	oui

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
fermetiure du bassin ludique	13/05/24	Absence Antoine	Camillia	11h30-13h30			

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Annulation des cours	13/05/24	Absence Antoine	Camillia	08h30			Annulation de tous les cours du matin et du soir

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Annulation des scolaires	13/05/24	Absence Antoine	Camillia	08h30			Annulation d'une classe du premier créneau scolaire

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Annulation des cours	14/05/24	Absence Antoine	Stephanie	08h30			Annulation de tous les cours du matin et midi

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du sauna	Panne ou problème résolu
F2thermic	3/5/2024	panne sauna	Mathilde	15h45	le 04/05 à 12h	oui	oui

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Herve thermique	5/5/2024	température bassin et douche	Mathilde	10h40	11h45	oui pataugeoire	

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Sartana	10/05/24	temperature pataugeoire	Stephanie	10h30	10H30	oui	oui

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Hervé thermique	12/05/24	polution bassin ludique	Mathilde/Gunner	9h55	13h00	oui	

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Hervé thermique	12/05/24	panne chaudiere	Mathilde	9h55	13h00	non	oui

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
	13/05/24	Absence Antoine et Yann	Annulation des cours aqua de la journée				

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
	13/05/24	Absence Antoine et Yann	Annulation d'un crénau de scolaire la buttes aux bergers				

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
	14/05/24	Absence Renaud et Yann	Annulation des cours aqua de la journée				

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
	13/05/24	Absence Renaud et Yann	Annulation d'un crénau de scolaire				

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
	19/05/24	Absence Morad	Annulation des cours de la journée (que le matin le dimanche)				

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Hervé thermique	19/05/24	Analyse du ludique est mauvaise	Cam	09h00	12h00	non	

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Hervé thermique	25/05/24	Température ludique	Mathilde/Thomas	11h00		non	

Société	Date d'intervention	Sujet de l'appel	Auteur du déclenchement	Déclenché à	Arrivée du technicien	Fermeture du bassin	Panne ou problème résolu
Hervé thermique	25/05/24	Pollution bassin ludique	Mathilde/Lucas	15h00		oui	

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

La consommation des fluides 2024 :

Electricité 2023

ELEC	Kwh	Prix unitaire	COMMENTAIRES
janvier	73928	**0,11**	
février	68553	**0,11**	
mars	77941	**0,11**	
avril	92829	**0,11**	
mai	95293	**0,11**	
juin	180592	**0,11**	
juillet	133162	**0,11**	
août	109511	**0,11**	
septembre	98902	**0,11**	
octobre	118471	**0,11**	
novembre	96583	**0,11**	
décembre	99174	**0,11**	

2023 1 244 939

Electricité 2024

ELECTRICITE	Mwh	Prix unitaire	COMMENTAIRES
janvier	69483	**0,12€**	
février	82342	**0,12€**	
mars	85005	**0,12€**	
avril	73318	**0,12 €**	
mai	72071	**0,12 €**	
juin	60932	**0,12 €**	
juillet	66319	**0,12€**	
août	74798	**0,12€**	
septembre	69448	**0,12€**	
octobre	76515	**0,12€**	
novembre	73816	**0,12€**	
décembre	79376	**0,12€**	

2024 883 423

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

La consommation des fluides 2024 :

Gaz 2023

GAZ	Mwh	Prix unitaire	COMMENTAIRES
janvier	1277,721	**0,05 €**	
février	1238,427	**0,05 €**	
mars	1396,491	**0,05 €**	
avril	1292,928	**0,05 €**	
mai	826,839	**0,05 €**	
juin	561,105	**0,05 €**	
juillet	590,742	**0,05 €**	
août	431,79	**0,05 €**	
septembre	529,581	**0,05 €**	
octobre	1109,001	**0,05 €**	
novembre	772,56	**0,05 €**	
décembre	1461,648	**0,05 €**	

2023	11 489
2022	11 441

Gaz 2024

GAZ	Mwh	Prix unitaire	COMMENTAIRES
janvier	748,6075	**0,05 €**	
février	748,6075	**0,05 €**	
mars	748,6075	**0,05 €**	
avril	748,6075	**0,05 €**	
mai	748,6075	**0,05 €**	
juin	748,6075	**0,05 €**	
juillet	748,6075	**0,05 €**	
août	748,6075	**0,05 €**	
septembre	748,6075	**0,05 €**	
octobre	748,6075	**0,05 €**	
novembre	748,6075	**0,05 €**	
décembre	748,6075	**0,05 €**	

2024	8 983
2023	11 489

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

La consommation des fluides 2024 :

Eau 2024				
	EAU	M3	Prix unitaire	COMMENTAIRES
	janvier	1526,4	**3,70 €**	
	février	1526,4	**3,70 €**	
	mars	1526,4	**3,70 €**	
	avril	1526,4	**3,70 €**	
	mai	1526,4	**3,70 €**	
	juin	1526,4	**3,70 €**	
	juillet	1526,4	**3,70 €**	
	août	1526,4	**3,70 €**	
	septembre	1526,4	**3,70 €**	
	octobre	1526,4	**3,70 €**	
	novembre	1526,4	**3,70 €**	
	décembre	1526,4	**3,70 €**	
	2024	18 317		
	2023	14 647		

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

La consommation des fluides 2024 :

Eau 2023				
	EAU	M3	Prix unitaire	COMMENTAIRES
	janvier	636	**3,70 €**	
	février	1237	**3,70 €**	
	mars	794	**3,70 €**	
	avril	811	**3,70 €**	
	mai	2046	**3,70 €**	
	juin	1247	**3,70 €**	
	juillet	2091	**3,70 €**	
	août	1665	**3,70 €**	
	septembre	1879	**3,70 €**	
	octobre	903	**3,70 €**	
	novembre	639	**3,70 €**	
	décembre	699	**3,70 €**	
	2023	14 647		
	2022	13 863		

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

L'entretien du bâtiment :

La mise en place d'un protocole entretien permet d'optimiser la consommation des produits, d'améliorer l'utilisation de ceux-ci, en assurant la sécurité du personnel et la qualité de l'hygiène.
Dans le respect des conditions d'hygiène et de sécurité, notre équipe d'entretien utilise des produits spécifiques pour le traitement d'eau de la piscine, entièrement compatibles avec les eaux chlorées.
Les produits utilisés :

- ✓ Un détartrant puissant : nettoyant acide bactéricide pour les sanitaires, salle d'eau, vestiaires et plages.
- ✓ Un détergent décontaminant : nettoyant acide doux désinfectant bactéricide pour les sanitaires, salle d'eau, vestiaires et plages.
- ✓ Un désinfectant de surface : bactéricide et fongicide, n'altère pas la qualité de l'eau
- ✓ Les éponges magiques: pour le nettoyage des lignes air/eau, possédant une bonne adhésion aux parois.

Ces produits sont appliqués par nos agents en respectant les strictes conditions d'utilisation du protocole d'entretien.

Pour le nettoyage des sols et des surfaces, en partenariat avec notre fournisseur SOCODIF, nous utilisons des produits Eco Label ; celle-ci et leurs emballages sont bio dégradables à 100%.

Ils sont appliqués grâce à des process micro fibres destinés à diminuer substantiellement l'utilisation du papier.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les analyses d'eau :

2 relevés quotidiens sont effectués et répertoriés sur notre cahier sanitaire.

Le matin, ce relevé est effectué par le technicien de la société DALKIA. L'après-midi, il est effectué par l'un des membres de l'équipe maître-nageur présent.

Une fois par mois a lieu un contrôle de l'agence de réglementation sanitaire. Nos analyses bactériologiques sont conformes aux normes sanitaires.

Lors des différentes fermetures, notre prestataire technique continu à effectuer les analyses de tous les bassins trois fois par semaine.



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Suivi des contrôles règlementaires:

Domaine technique	Date d'intervention
Chaufferie	06 SEPTEMBRE 2024
Installations Gaz	06 SEPTEMBRE 2024
Moyens de secours incendie	05 SEPTEMBRE 2024
Vérification des extincteurs (ONE Incendie)	SEPTEMBRE 2024
Thermographie infrarouge	04 SEPTEMBRE 2024
Electricité annuelle et quadriennale	03 SEPTEMBRE 2024
Ascenseurs (visite annuelle)	05 SEPTEMBRE 2024
Points d'ancrages/lignes de vie	04 SEPTEMBRE 2024

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

- Fuite urinoir RDC



Mise en stand by du régulateur AVADY DUO-Démontage du capot-Démontage du tuyau péristaltique endommagé Graissage du tuyau, remontage du galet et mise en place du nouveau tuyau fourni par le client-Graissage du haut de l'axe du porte galet-Remontage du capot-Remise en service du régulateur-Contrôle étanchéité et de bon fonctionnement



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

1 sauna en panne– mauvaise utilisation des usagers changement des résistances et pierres prévus en février Nous avons tout de même un sauna en fonctionnement



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

Nous rencontrons des dysfonctionnements au hammam et sauna, malgré plusieurs relances nous sommes en attente de pièces et d'intervention de notre fournisseur Nordic France- Changement des ampoules vestiaires 6 et toilettes public homme à l'accueil



ACCEPTE
le 04/01/2024, 17h39

DEVIS

F2C Thermic

N° D2401-517

L'OREADE
4 Avenue du Général de Gaulle
77170 Brie-Comte-Robert
France

EVRY - COURCOURONES,
le 04/01/2024

l'attention de : Mme Salima MOUHOUBI
)bjet : Remise en service du hammam et diagnostique sauna

Description	Qté	Prix unitaire (HT)	Montant (HT)
Main d'oeuvre Hammam : Des résistances du générateur HS Sonde de remplissage non étanche Electrovanne à remplacer Une Sécurité thermique à remplacer Reste à verifie si les tubes ne contiennent du calcaire Sauna : Les résistances à remplacer Voir aussi les thermostats de sécurité	2.5	70,00 €	175,00 €
Déplacement	1	85,00 €	85,00 €
		Total HT	260,00 €
		Montant TVA (20%)	52,00 €
		Total TTC	**312,00 €**

scompte pour règlement anticipé de 0% - Pénalité en cas de retard de paiement: 10% du montant et 40 € d'indemnité forfaitaire
our frais de recouvrement (loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 en vigueur depuis le 1er janvier 2013).
èglement par virement : IBAN: **FR44 3000 2069 7000 0007 2426 T65** BIC: **CRLYFRPP**
èglement par chèque : à l'ordre de **F2C THERMIC**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

Fuite situé dans la plafond des vestiaires public femme au tuyau de l'adoucisseur de hammam– intervention le jour même de la société de plomberie



MBPC
Plomberie Chauffage Climatisation
Pompe à chaleur

13, Avenue de Grosbois
94470 BOISSY SAINT LEGER
EURL au capital de 5 000 Euros
06 25 86 06 75
01 45 99 32 07

L'OREADE
4, Avenue de Général de Gaulle
77170 BRIS COMTE ROBERT

FACTURE N° 1387 Du 22/03/2024
DEVIS N°
En votre aimable règlement par chèque à réception.

DESIGNATION	QUANTITE	P.U. HT	U.F	MONTANT HT
Recherche de fuite. Il s'avère que le bac de l'adoucisseur était percé. Inversion des flexibles sur adoucisseur, afin d'arreter la fuite.				
Main d'œuvre	1	80,00	pièce	80,00

Taux TVA	Montant HT	Montant TVA
20,00%	80,00	16,00

TOTAL HT	80,00
TOTAL TVA 20,00%	16,00
TOTAL TTC	96,00
NET A PAYER €	96,00

Pas d'escompte pour paiement anticipé, passé la date d'échéance, tout paiement différé entraine l'application d'une pénalité de1,5 fois le taux d'intérêt légal (loi n° 92-1442 du 31/12/92).
TVA acquittée sur les encaissements.
Assurance responsabilité décennale GROUPAMA 382 285 260 RCS Créteil - 161, rue PV Couturier 94258 Gentilly Cedex
Garantie accordée sur les chantiers exécutés en France et en principauté de Monaco.

MARCO BASTIEN PLOMBERIE CHAUFFAGE
mail : mbpc.cpc@gmail.com R.C.S. CRETEIL 524 559 929 APE 4322A
SIRET 524 559 929 00012 N° TVA intracommunautaire : FR08524559929

Réparation de 2 tapis de course espace fitness- et Réaménagement de l'espace

TRADER EQUIPEMENT

60 Rue Francois 1er
75008 Paris

Tél 01.64.04.94.80
commercial 06.24.78.17.72
@ contact@traderequipement.fr
TVA UE FR 75821202991
SIRET 82120299100013
APE-NAF 4752A
R.C.S Paris

Centre Aquatique l'Oreade

4 avenue du Général de Gaulle
77170 Brie Comte Robert

Echéance	Mode de paiement
27/02/2024	

Référence	Désignation	Qté	P.U. HT	% REM	REM HT	Montant HT	Tx TVA
SAVBELT	Bande de course sur mesure	2,000	250,00			500,00	20,00
INTTEC	Intervention + déplacement technicien pour remplacement des pièces	1,000	295,00			295,00	20,00

BNP PARISBAS CENTRE FINANCIER
BIC BNPAFRPPXXX - IBAN FR7630004027610001005399432

POUR VALIDATION :

DEVIS et CGV à nous retourner avec la mention "BON POUR ACCORD ET ACCEPTATION SANS RESERVE".

Total HT	795,00
Net HT	795,00
Total TVA	159,00
Total TTC	954,00
NET A PAYER en Euro	954,00

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

Achat de matériels fitness



Facture N°	Date	Client
FA240305	29/03/2024	564

TRADER EQUIPEMENT
60 Rue Francois 1er
75008 Paris
Tél 01.84.04.94.80
commercial: 06.24.78.17.72
@ contact@traderequipement.fr
TVA UE FR 75821202991
SIRET 82120299100013
APE-NAF 4752A
R.C.S Paris

Centre Aquatique L'Oreade " IXION"
4 Avenue du general de Gaulle
77170 Brie Comte Robert

Echéance	Mode de paiement
29/03/2024	Virement

Référence	Désignation	Qté	P.U. HT	% REM	REM HT	Montant HT	Tx TVA
PDSA.PRB	Sangle Standard pour Recline / Bike (paire)	2,000	15,00			30,00	20,00
PDSA.PRB	Sangle à Clips pour Recline / Bike (paire)	2,000	25,00			50,00	20,00
PWA.lim	Cable d'alimentation	1,000	14,90			14,90	20,00
	Produits livrée le 20/03/2024						

BNP PARISBAS CENTRE FINANCIER
BIC BNPAFRPPXXX - IBAN FR7630004027610001005399432

POUR VALIDATION :

DEVIS et CGV à nous retourner avec la mention "BON POUR ACCORD ET ACCEPTATION SANS RESERVE",

Total HT	94,90
Net HT	94,90
Total TVA	18,98
Total TTC	113,88
NET A PAYER en Euro	113,88

Intervention de la société A2A, pour remise en marche de l'ascenseur



A2A
L'alternative de l'ascenseur

A2A
10 rue Pierre Salmon
51430 BEZANNES
Tel. 03 26 85 50 70

FACTURE 01F2403003709

SARL IXION
Centre Aquatique l'Oréade
4 avenue du Général De Gaulle
77170 BRIE COMTE ROBERT

Date 27/03/2024
Code Client 0001/0368
Siret 84814151100624
Références/Engagement
Contrat 01F2401032800
Vos Références
TVA Intracom:
N° Marché
N° Service

Référence	Désignation	Qté	Prix Uni HT	Prix total HT	TVA
	Suite à votre demande, nous sommes intervenus pour dépanner votre appareil (prestation hors contrat). CE2597 - avenue du général de Gaulle 77170 BRIE COMTE ROBERT N° Ticket d'appel:2637310 20/03/2024 Bon d'intervention: 628963 coupure edf remise en service				
	Déplacement HC	1,00	50,00	50,00	20,00
	Main d'oeuvre HC	1,00	78,00	78,00	20,00

Base H.T.	% T.V.A.	Total T.V.A.
128,00	20,00%	25,60

Total H.T.	128,00 €
Total T.V.A.	25,60 €
Total TTC en Euros	153,60 €
Payé:	0,00 €
Reste à Payer:	153,60 €

Mode de règlement	Date d'échéance
Par virement à 30 jours après émission	27/04/24

Nom Banque : CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE
IBAN : FR7615135205000810424582513
BIC : CEPAFRPP513

DATE : 27/03/2024
CLIENT : 0001/0368
N° FACTURE : 01F2403003709
NET A PAYER : 153,60€

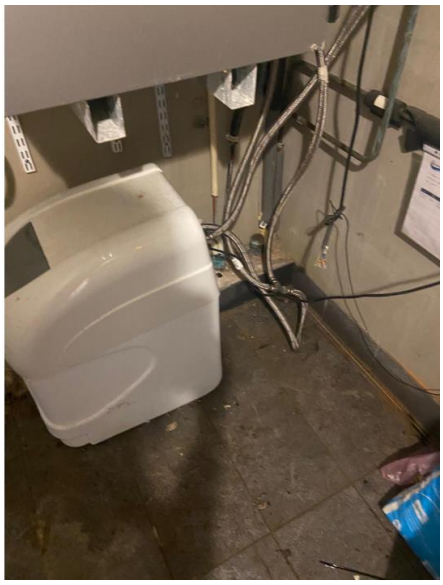
Escompte non pratiqué. Pénalités de retard en cas de dépassement du délai de paiement: 3 fois le taux d'intérêt légal ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (Décret 2012-1115 du 02-10-2012). Nous nous réservons la propriété des matériels et fournitures jusqu'au paiement complet du prix par l'acheteur. Notre réserve de propriété porte aussi bien sur les marchandises que sur leur prix si elles ont déjà été revendues (Loi N°

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

Remise en marche de l'adoucisseur du hammam par la société Herve Thermique



Intervention de la Société F2C Thermic sur le hammam et les saunas

FACTURE

F2C Thermic

N° F2403-024

L'OREADE
4 Avenue du Général de Gaulle
77170 Brie-Comte-Robert
France

EVRY - COURCOURONES,
le 07/03/2024

À l'attention de : Mme Salima MOUHOUBI
Objet : Remise en service du hammam, controle du sauna HS & eclairage vestiaires enfants [Devis N°D2403-562]

Description	Qté	Prix unitaire (HT)	Montant (HT)
Main d'oeuvre HAMMAM Isolation d'une resistance HS du hammam Remise en place du tuyau de la sonde du niveau d'eau Remise en service. SAUNA Controles des resistances (7 HS = il faut interdire l'utilisation de l'eau) ECLAIRAGE Mise en continu de l'eclairage vestiaires enfant en attendant le remplacement du detecteur de mouvement qui actionne l'eclairage.	3	65,00 €	195,00 €
Déplacement	2	85,00 €	170,00 €
		Total HT	365,00 €
		Montant TVA (20%)	73,00 €
		Total TTC	**438,00 €**
		Montant total à payer avant le **31/03/2024** :	**438,00 €**

Escompte pour règlement anticipé de 0% - Pénalité en cas de retard de paiement: 10% du montant et 40 € d'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 en vigueur depuis le 1er janvier 2013).
Règlement par virement : IBAN: **FR44 3000 2069 7000 0007 2426 T65** BIC: **CRLYFRPP**
Règlement par chèque : à l'ordre de **F2C THERMIC**

Bon le 28/02/2024

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

IXION - SUIVI BATIMENT			
Colonne1	**Colonne2**	**Colonne3**	**Colonne4**
MARS			
02/03/2024	Fermeture ludique	Ste Tepi	résolu
03/03/2024	Altercation client/entretien	L'Oréade	mets des huiles rappel que c'est interdit - Mécontentement du dysfonctionnement sauna, intervention de la police
04/03/2024	Relance intervention hammam	Nordique France/F2 thermic	résolu le 07 mars par sté F2C Thermic
09/03/2024	Hammam sauna HS	F2C THERMIC	attente de pieces
11/03/2024	Panne sauna	F2C THERMIC	inversion de la carte electronique sauna
12/03/2024	Détecteur lumière hs (wc homme, vestaire 6)	F2C THERMIC	résolu
	Douche gauche homme étage bouchée	Sté MBCP	résolu
	Douche femme bouchée	Sté MBCP	resolu
16/03/2024	Bassin ludique fermé 16h30 pollution	TEPI	résolu
	Panne sauna non résolue	F2C THERMIC	non résolu
18/03/2024	Fuite plafonnier vestiaire homme du bas et douche bien être	Plombier MBPC	résolu
	Fuite local hammam niveau adoucisseur	Plombier MBPC	résolu
20/03/2024	Micro coupure de courant		résolue après 2 minutes
	Lumière couloir vestiaire de l'étage ne s'allume pas		résolu
	Douche femme coté lavabo bouchée		Résolu
	Ascenceur HS	A2A	Remis en service par technicien suite à la micro coupure élécrtique
	Pas de débordement box et sportif/ baisse température	TEPI	Résolu
22/03/2024	Température basse box et ludique	Sté JADO	Résolu
	Lumière wc MNS HS		
23/03/2024	Fermeture jacuzzi analyse non conforme	Sté Tepi	Résolu
26/03/2024	Douche femme bouchée bien être		Résolu
27/03/2024	Hammam fermé 2h	NORDIC France	intervention prévu
28/03/2024	Sauna remis en fonction	F2C THERMIC	1 sauna sur 2 qui fonctionne
	Plus de debordement	Sté TEPI	
	Baisse température	Sté JADO	
29/03/2024	Pas de débordement box et sportif/ baisse température	Sté TEPI/JADO	Résolu

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

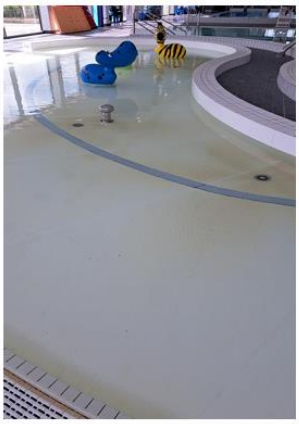
Entretien technique :

Le sauna 2 a été réparé: changement des résistances par Nordic France.

Chaudière 1 en dysfonctionnement: nous activé le remplacement de celle-ci.

Changement des lampes UV









IXION - SUIVI BATIMENT

Colonne1	Colonne2	Colonne3	Colonne4
AVRIL			
03/04/2024	PANNE SAUNA FUITE ADOUCISSEUR	HERVE THERMIQUE	résolu SUR SAUNA 1 - SAUNA 2 HS
	APPARITION DE VERDURE AUX BORDS DES BASSINS	L'Oréade	NETTOYAGE ET TRAITEMENT ANTI ALGUES
04/04/2024	TEMPERATUR PATAU 26	HERVE THERMIQUE	CHAFFERIE DYSFONCTIONNE - PARAMETRAGE
06/04/2024	PANNE HAMMAM - FUIE ADOUCISSEUR	HERVE THERMIQUE	RESOLU
	PANNE SAUNA 1 ET 2	HERVE THERMIQUE	résolu SUR SAUNA 1 - SAUNA 2 HS
07/04/2024	PH BAS BASSIN LUDIQUE	HERVE THERMIQUE	RESOLU
09/04/2024	JACUZZI TROP CHAUD	HERVE THERMIQUE	RESOLU
	PAS DE DEBORDEMENT	TECHNICIEN	RESOLU
10/04/2024	PERTE DE 50 CM EAU BASSIN SPORTIF	HERVE THERMIQUE	RESOLU
11/04/2024	CASSE DU PLANCHE JACUZZI	MENUISIER	RESOLU
	PAS DE CHLORE PATAUGEOIRE	HERVE THERMIQUE / TECHNICIEN	RESOLU
13/04/2024	PAS DE CHLORE PATAUGEOIRE	HERVE THERMIQUE / TECHNICIEN	RESOLU
14/04/2024	PAS DE CHLORE PATAUGEOIRE	HERVE THERMIQUE / TECHNICIEN	RESOLU
19/04/2024	PAS DE CHLORE PATAUGEOIRE ET LUDIQUE	HERVE THERMIQUE / TECHNICIEN	RESOLU
28/04/2024	TEMPERATURE BASSIN LUDIQUE ET DOUCHES	HERVE THERMIQUE / TECHNICIEN	RESOLU

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

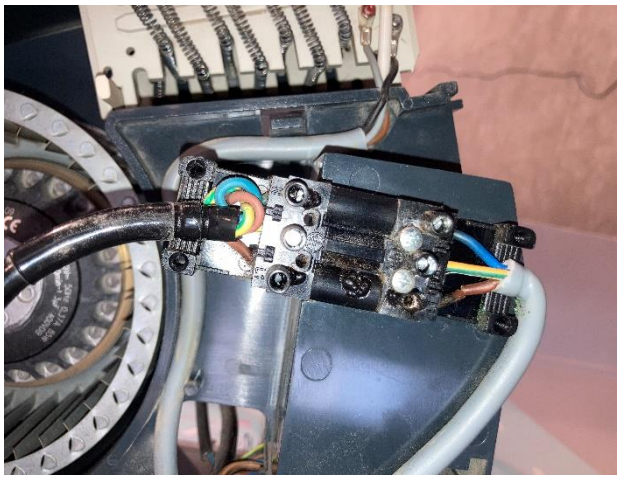
Entretien technique :

Installation la vanne motorisée





Nettoyage des sèche-cheveux



Vidange du jakusi



L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

IXION - SUIVI BATIMENT			
DATE	DYSFONCTIONNEMENT	INTERVENANT	COMMENTAIRE
MAI			
03/05/2024	panne sauna	F2thermic	résolu
05/05/2024	température en baisse pataugeoire, eau froide douc	Herve thermique	résolu pour les douches
10/05/2024	température en baisse pataugeoire, eau froide douc	Sartana	résolu
12/05/2024	polution bassin ludique	Hervé thermic	résolu
12/05/2024	panne chaudière	Hervé thermic	résolu
19/05/2024	analyse du ludique mauvaise	Hervé thermic	
25/05/2024	température ludique	Hervé thermic	
25/05/2024	pollution bassin ludique	Hervé thermic	

- Remplacement des membranes de sondes chlore et des électrodes PH+



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien technique :

- 3 baies vitrées fissurées aux bords des bassins





Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entretien eau :

- Chaque jour, la société ACTEMOTEL et L'Oréade effectuent 2 analyses.

		Sportif BASSIN 1 Ludique			BASSIN 2		
Prélèvement N°		1	2	3	1	2	3
Point de prélèvement		MB		MB		MB	
Heure de prélèvement		6H50		6H55		7H	
Transparence		B		B		B	
Température de l'eau		24,3		30,6		31,1	
Température de l'air		25		25		25	
pH (phenol red)		7,26		7,50		7,68	
Chlore ou Brome (mg/l)	Libre ou disponible (DPD 1)	1,31		1,99		1,18	
	Libre actif (abaque)	0,74		0,87		0,42	
	Total (DPD 1 + DPD 3) ou DPD4	1,53		2,14		1,30	
	Combiné (Total - DPD 1)	0,22		0,15		0,12	
	Stabilisant (acide cyanurique)						
Débimètre désinfectant							
Autre:							

		Bca BASSIN 3 Spa			BASSIN 4		
Prélèvement N°		1	2	3	1	2	3
Point de prélèvement		MB		MB			
Heure de prélèvement		7H05		7H10			
Transparence		B		B			
Température de l'eau		28		33,2			
Température de l'air		25		25			
pH (phenol red)		7,54		7,46			
Chlore ou Brome (mg/l)	Libre ou disponible (DPD 1)	1,73		2,06			
	Libre actif (abaque)	0,77		0,96			
	Total (DPD 1 + DPD 3) ou DPD4	2,02		2,45			
	Combiné (Total - DPD 1)	0,29		0,39			
	Stabilisant (acide cyanurique)						
Débimètre désinfectant							
Autre:							

Mesure chlore libre ou disponible pour pédiluves ou rampes d'aspersion pour pieds (DPD 1)	Pédiluve N°1	Pédiluve N°2	Pédiluve N°3	Pédiluve N°4

Relevés journaliers des compteurs (appoints et recyclages d'eau)	Eau neuve	Bassin N°1	Bassin N°2	Bassin N°3	Bassin N°4
Heure					
Report de la veille (m³)					
Relevé de la journée (m³)					
Total de la journée (m³)					

Autres analyses	Bassin N°1	Bassin N°2	Bassin N°3	Bassin N°4
TAC				
TH				
Autre:				
				TOTAL

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

GER / compte P3:

SUIVI DE GESTION DE LA PROVISION P3

2024

2024	
Montant prévisionnel suivant la DSP HT	19 500,00
P3 consommé	63 853,77
Solde consommation du P3	**-44 353,77**

N°Facture	Lieu	Nature de la prestation	Nature de pièce	Facture	Date	Fournisseur	Montant du P3	Tarif HT total
Charge d'exploitation								
FACTURE 241200240		Remise en état plomberie Chaufferie		FACTURE 241200240	10/06/2024	ACTEMOTEL		2 207,52 €
Devis signé 3316899-3		Remplacement GTC Traitement d'eau		241200243	30/08/1900	ACTEMOTEL		17 095,00 €
Devis		Remise en état des installations plomberies		240900067	12/09/2024	ACTEMOTEL		2 447,52 €
Devis signé 3362529-1		Remplacement poele électrique sauna 1		240900070	09/07/2024	ACTEMOTEL		3 352,15 €
Devis signé 1-000933		Remplacement pompe pentagliss Calpeda		1-005 599	02/08/2024	ABB		4 740,00 €
FACTURE 241200239		Remplacement 6 pompes de relevage (condensats climatisation)		FACTURE 241200239	29/08/2024	ACTEMOTEL		734,33 €
		Remise en état portes extérieures bassins		240900108	13/09/2024	ACTEMOTEL		3 000,00 €
Devis 3362808-2		Remplacement 2 pompes de filtration + clapet anti-retour bassins ludique et pataugeoire		240900069	08/07/2024	ACTEMOTEL		7 383,00 €
Devis signé D241014-0437		Remplacement analyseur bassin sportif / ludique		F24117-0238	14/10/2024	LGEAU		2 580,00 €
		Remplacement porte Hamam		241000102	16/10/2024	ACTEMOTEL		3 143,66 €
Devis signé D24107-0460		Remplacement compresseur + sécheur et remise en état réseau d'air comprimé		F241226-0272	17/10/2024	LGEAU		8 058,00 €
Devis signé D241018-0462		Remplacement de 40 distributeurs Electrovanne Asco		F25016-0003	18/10/2024	LGEAU		4 080,00 €
Devis signé 3450060-1		Moteurs turbines et boitiers HEE pour 3 cassettes climatisation			29/10/2024	ACTEMOTEL		4 022,52 €
0001RDBLDH1		AVOIR DALKIA AANULATION FACTURE 2023 0001RAGRX2 de 2023 Partie P3		0001RDBLDH1	09/04/2024	DALKIA		-5 291,31 €
0001RXTP988		Remplacement pompe filtration Jaccuzi fact du 12/10/23		0001RXTP988	01/12/2024	DALKIA		974,84 €
0001RDBLEU1		Part garantie Totale P3 Fact du 09/04/23		0001RDBLEU1	01/12/2024	DALKIA		2 588,14 €
Facture 0001rxtp984		Rermplacement Bac tampon en 2023		Facture 0001rxtp984	01/12/2024	DALKIA		2 738,40 €
Sous Total Entretien réparation P3							**0,00 €**	**63 853,77**
Total 2024								**63 853,77 €**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Chapitre 7

Bilan Financier

L'Orée de la Brie

Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le chiffre d'affaires:

Compte de résultat analytique prévisionnel en € HT	2024	Réalisé 2024	Variation Réalisé 2023 vs CEP
Recettes entrées			
Total des recettes entrées	687 076	598 717	-88 359
Recettes liées à l'activité accessoire proposée par le délégataire			
Boutique	15 609	2 249	-13 360
Distributeurs	10 406	2 409	-7 997
Compensation financière pour contraintes de service public (article 37.2 du contrat)			
Compensation financière pour contraintes de service public (article 37.2 du contrat)	526 671	791 714	265 043
Compensation financière pour contraintes institutionelles de service public (article 37.3 du contrat)			
Scolaires	75 917	0	-75 917
Autres produits	10 406	6 420	-3 986
TOTAL PRODUITS en € HT	**1 326 085**	**1 401 510**	**75 425**

Les recettes des entrées s'élèvent à 598 717€ vs 687 076€ prévu au CEP soit un écart de -88 359€.

L'ensemble des compensations financières et les scolaires sur 2024 s'élevant à 791 714€, compte tenu de l'indexation contractuelle.

Dans la rubrique « Autres produits » nous retrouvons les extournes de FAE 2023 et les FAE de 2024 dont 60k€ pour la « non hausse des tarifs » .

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les charges directes et indirectes :

Compte de résultat analytique prévisionnel en € HT	2024	Réalisé 2024	Variation Réalisé 2023 vs CEP
Frais de personnel (F1-2)	**631 898**	**378 912**	**-252 986**
Salaires bruts	**463 091**	305 013	**-158 078**
Avantage Cheque déjeuner	**7 764**	0	**-7 764**
Vêtements de travail	**2 100**	2 107	**7**
Cout Mutuelle	**4 473**	1 783	**-2 690**
Location vehicule direction	**5 500**	3 959	**-1 541**
Charges sociales	**148 970**	66 050	**-82 920**
Personnel en cas de sous traitance	**0**	**219 769**	**219 769**
Frais administratifs	**41 000**	**53 913**	**12 913**
Frais postaux et télécommunications	**8 000**	16 603	**8 603**
Frais bancaires	**4 000**	8 507	**4 507**
Frais de déplacements	**5 000**	11 206	**6 206**
Fournitures de bureaux	**1 000**	5 081	**4 081**
Monétique /Cartes Bracelets	**3 000**	2 001	**-999**
Communication et marketing	**20 000**	10 516	**-9 484**
Assurance	**5 000**	**5 258**	**258**
Honoraires	**4 500**	**10 635**	**6 135**
Matières et fournitures non stockées (détail à fournir FI-5b)	**309 036**	**465 094**	**156 058**
Eau P1	**100 781**	83 974	**-16 807**
Electricité P1	**116 432**	155 588	**39 156**
TICGN Gaz	**25 843**	0	**-25 843**
Gaz P1	**65 979**	225 532	**159 553**
Autres fournitures	**34 500**	**62 736**	**28 236**
Fournitures de piscine (boutique + cafétéria)	**7 000**	4 853	**-2 147**
Animation	**10 000**	3 446	**-6 554**
Licences LESMILLS	**8 500**	5 301	**-3 199**
Autres fournitures et consommables (produits et petits materiels d'entretien)	**9 000**	49 137	**40 137**
Entretien et maintenance	**130 142**	**151 808**	**21 666**
Contrats de maintenance P2	**92 792**	57 676	**-35 116**
Contrats d'entretien P2	**30 350**	13 271	**-17 079**
Maintenance exceptionnelle P2		75 003	**75 003**
Contrats de sécurité (gardiennage)	**7 000**	5 858	**-1 142**
Impôts et taxes	**13 732**	**13 102**	**-630**
C3S	**1 141**	0	**-1 141**
Taxes sur Salaires	**9 000**	10 925	**1 925**
TEOM	**1 441**	0	**-1 441**
CVAE	**350**	1 736	**1 386**
SACEM/SPRE	**1 800**	441	**-1 359**
Redevances (Art 36 du contrat)	**1 000**	**1 000**	**0**
Redevance d'occupation (part fixe)	**1 000**	1 000	**0**
Redevance d'occupation (part variable)	**0**	0	**0**
TOTAL CHARGES DIRECTES	**1 170 807**	**1 362 227**	**191 420**
Résultat sur charges directes	**144 872**	**39 283**	**-105 589**

Charges indirectes	**41 800**	**47 214**	**5 414**
Frais de siège (cf F1-3)	**41 800**	47 214	**5 414**
TOTAL CHARGES INDIRECTES	**41 800**	**47 214**	**5 414**

L'Orée de la Brie Equalia

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les charges directes et indirectes :

Concernant les frais de personnel il faut intégrer les auto-entrepreneurs, en grand nombre sur le site (au bassin , fitness et cours aqua) : l'ensemble de la masse salariale représentant pour 2024 : 599 681€ pour un CEP à 631 898€ soit près de 32k€ d'économie

L'ensemble des postes de charges directes ont connu une hausse sur 2024 (+191K€) par rapport au CEP et les charges indirectes une hausse de 5,4K€.

Les matières et fournitures non stockées représentant les coûts des fluides et énergies ont augmentées du fait de la hausse du prix de l'énergie (+156K€ par rapport au prévisionnel) principalement sur le gaz (+159,5K€)et sur l'électricité pour +39k€ par rapport au CEP.

Concernant le Gaz il est à noter que nous dépendons encore d'un contrat nous liant à Delkia et sur lequel nous n'avons pas la main.

Concernant l'eau une économie a été réalisée de près de 17k€ par rapport au prévisionnel.

Les autres fournitures dépassant le CEP de 28k€.

L'entretien et maintenance dépassant le CEP de 22k€ , liés aux nombreuses interventions techniques principalement en fin d'année.

Les impôts et taxes étant en ligne par rapport au prévisionnel.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les frais financiers et amortissements :

Compte de résultat analytique prévisionnel en € HT	2024	Réalisé 2024	Variation Réalisé 2023 vs CEP
Charges calculées	**48 103**	**153 344**	**105 240**
Dotations aux amortissements	**28 603**	89 490	**60 887**
P3 Dotation du compte GER (FI.4))	**19 500**	63 854	**44 354**
Charges financières	**5 874**	54 207	**48 333**
Charges exceptionnelles	**0**	562	**562**
TOTAL CHARGES CALCULEES ET EXCEPTIONNELLES	**53 977**	**208 113**	**154 136**
RESULTAT SUR CHARGES CALCULEES ET EXCEPT.	**49 095**	**-216 044**	**-265 139**
TOTAL CHARGES	**1 266 584**	**1 617 554**	**350 970**

Les dotations aux amortissements pour l'année 2024 sont de 89 490€ soit une hausse de 61K€ vs le CEP.

Le P3 est à 63 854€ soit une hausse de 44,3K€ vs le CEP. *Dont vous trouverez le détail en page*

Les charges financières sont supérieures au CEP de 48,3K€.

Le total des charges indirectes dépassant le CEP de 105,2k€

Compte de résultat analytique prévisionnel en € HT	2024	Réalisé 2024	Variation Réalisé 2023 vs CEP
RESULTAT SUR CHARGES CALCULEES ET EXCEPT.	**49 095**	**-216 044**	**-265 139**
TOTAL CHARGES	**1 266 584**	**1 617 554**	**350 970**
RESULTAT EXPLOITATION (avant IS)	**49 095**	**-216 044**	**-265 139**

Le montant total des charges sur l'année 2024 s'élève à 1 617 554€ soit dépassement de 350 970€ vs le CEP.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le résultat d'exploitation :

Compte de résultat analytique prévisionnel en € HT	2024	Réalisé 2024	Variation Réalisé 2023 vs CEP
TOTAL CHARGES	1 266 584	1 617 554	350 970
RESULTAT EXPLOITATION (avant IS)	49 095	-216 044	-265 139

Le résultat 2024 est de -216 044€ contre +49 095€ prévu au CEP soit un delta de 265k€ largement impacté par les charges indirectes.

NB: Le tableau complet est fourni en annexe

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-41-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

L'Orée de la Brie

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Equalia
À BRAS OUVERTS

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 42-2025
Objet : Règlement intérieur du personnel de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

Vu le Codé Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Fonction Publique,

Vu le Code du Travail,

Vu la saisine du Comité Social Territorial,

Vu la note explicative de synthèse,

Vu le projet de règlement intérieur annexé à la présente délibération,

Considérant que le règlement intérieur est un document s'appliquant à l'ensemble des agents de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et qui a pour but de les informer au mieux de leurs droits, notamment en matière de congés, de télétravail, de formation mais aussi de leurs obligations, leurs responsabilités et les consignes de sécurité,

Considérant que le règlement intérieur organise la vie et les conditions de travail au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Considérant que ce règlement devra être connu de l'ensemble des agents et transmis aux nouveaux arrivants,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve le règlement intérieur du personnel de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie à compter du 1er octobre 2025.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. D. L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

Règlement intérieur du personnel de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Sommaire

Préambule....4
I. L'organisation du travail....5
A. Le temps de travail au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie....5
1. Définition du temps de travail effectif....5
2. Durée annuelle du temps de travail effectif....5
3. Les garanties minimales....6
4. La pause légale et la pause méridienne....6
5. Cycle(s) de travail....7
6. Heures supplémentaires et heures complémentaires....8
7. Astreinte et permanence....9
8. Journée de solidarité....10
9. Le temp partiel....11
10. Le télétravail....12
B. Les temps d'absences au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie....15
1. Les congés annuels....15
2. Les jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (jours d'ARTT) le cas échéant....15
3. Les repos compensateurs....16
4. Les autorisations spéciales d'absence....16
5. Le compte épargne temps (CET)....16
6. Retard, absence et départ anticipé....17
II. Utilisation des locaux, du matériel, des équipements et des véhicules....19
A. Modalités d'accès et d'utilisation des locaux....19
B. Utilisation du matériel et des équipements....19
C. Utilisation des moyens de communication....20
1. Messagerie....20
2. Internet....20
3. Téléphone....20
4. Utilisation des véhicules de service....21
5. Utilisation du véhicule personnel....21
III. Les droits, les obligations et déontologie des agents publics....22
A. Les droits des agents publics....22
1. La liberté d'opinion et le principe de non-discrimination....22
2. Le droit à rémunération....22
3. Le droit syndical....23
4. Le droit de grève....23
5. Le droit à participation....23
6. Le droit à la protection juridique (protection fonctionnelle)....24
7. Le droit à la protection contre le harcèlement dans les relations de travail....25
8. Le harcèlement sexuel....25
9. Le harcèlement moral....25
10. Le droit à la formation....25
11. Le droit d'accès à son dossier individuel....26
12. Le droit à la santé....26
B. Les obligations des agents publics....27
1. Les principes déontologiques....27
2. La prévention des conflits d'intérêts....27
3. L'obligation de service....28
4. L'obligation d'obéissance hiérarchique....28

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

5. L'obligation de secret professionnel....28
6. L'obligation de discrétion professionnelle....29
7. L'obligation de réserve....29
8. L'obligation de désintéressement....29
9. L'obligation d'information....29
10. Un comportement respectueux de l'environnement....29
11. La tenue de travail....30
C. La discipline....30
1. Les sanctions disciplinaires des fonctionnaires titulaires....30
2. Les sanctions disciplinaires des fonctionnaires stagiaires....31
3. Les sanctions disciplinaires des agents contractuels de droit public....31
A. Lutte et protection contre les incendies....32
1. La consigne de sécurité incendie – Plan d'évacuation....32
2. La diffusion de la consigne auprès du personnel....32
B. Règles relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail....32
1. Les acteurs de la prévention....32
2. Les consignes de sécurité....32
3. Le signalement des anomalies....33
4. La sécurité des personnes....33
5. Droit de retrait....33
6. Les règles relatives à l'utilisation des véhicules et engins....33
7. Les règles relatives à l'utilisation du matériel....34
8. Les règles relatives à l'hygiène des locaux....34
b. Armoires individuelles....34
9. Les équipements de travail et moyens de protection....35
10. Alcool et stupéfiants....35
11. Tabac, cigarette électronique et vapotage....35
12 ; Les visites médicales....36
12. Les accidents de services et maladies professionnelles....36
V. Entrée en vigueur et modification du présent règlement intérieur....37
A. Entrée en vigueur du présent règlement intérieur....37
B. Modification du présent règlement intérieur....37

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Préambule

Le présent règlement a pour vocation d'organiser la vie et les conditions d'exécution du travail au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie conformément aux dispositions du statut de la Fonction Publique, et à une partie de la réglementation issue du Code du Travail applicables aux agents territoriaux.

Ainsi, il a pour finalité :
- De fixer les règles de fonctionnement interne de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,
- D'énoncer les règles en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,
- De rappeler les droits et les obligations des agents.

L'ensemble des agents de l'EPCI quelles que soient leur situation administrative (titulaire, stagiaire, contractuel), leur affectation et la durée de leur recrutement (agents saisonniers, occasionnels ou vacataires) est soumis au présent règlement intérieur. Les personnes extérieures à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie intervenant dans ses locaux doivent se conformer aux règles relatives à l'hygiène et la sécurité détaillées dans le présent règlement, quelle que soit la nature de leurs interventions.
Il concerne l'ensemble des locaux et des lieux de travail de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

L'autorité territoriale ou toute personne ayant autorité (hiérarchie, encadrement, responsable de service ou toute personne désignée comme telle) est chargée de veiller à son application.

Ce règlement intérieur étant destiné à organiser la vie dans la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dans l'intérêt de toutes et tous, et à assurer un bon fonctionnement des services, chaque agent doit contribuer au respect des règles détaillées dans ce règlement.

Outre le respect de ce règlement, chaque agent, quelle que soit sa position hiérarchique, veillera à adopter les règles de comportement et de civilité permettant de garantir des relations de travail respectueuses de tous.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

I. L'organisation du travail

A. Le temps de travail au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

1. Définition du temps de travail effectif

Le temps de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de l'employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.
Est inclus notamment dans le temps de travail effectif :

- Le temps de la pause légale de 20 minutes dès lors que l'agent reste à la disposition de l'employeur et se conforme à ses directives sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles ;
- Le temps d'habillage, de déshabillage et de douche si ces opérations sont effectuées alors que les agents ont pris leur service et non pas à la prise ou à la fin du service (CAA Toulouse, 3 avril 2023, n° 23TL00586) ;
- Le temps de trajet entre deux lieux de travail si l'agent consacre à son déplacement la totalité du temps qui lui est accordé ;
- Le temps de réunion ;
- Le temps passé en mission (l'agent est en mission lorsqu'il est en service et qu'il se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour l'exécution du service) ;
- Le temps de trajet entre le domicile et le lieu de mission à condition que le lieu de mission soit inhabituellement éloigné du lieu de travail habituel et que l'agent se tient à la disposition de l'employeur sans pouvoir vaquer à ses occupations personnelles ;
- Le temps de l'intervention durant une astreinte ainsi que le temps de trajet entre le domicile et le lieu de l'intervention.

Sont exclus notamment dans le temps de travail effectif :

- La pause méridienne dans la mesure où les agents peuvent vaquer à leurs occupations personnelles durant cette pause ;
- Le temps de trajet entre le domicile et le lieu du travail.
- Le temps d'habillage, de déshabillage et de douche si ces opérations sont effectuées à la prise ou à la fin du service (CE, 4 février 2015, n°366269 - CAA Toulouse, 3 avril 2023, n°23TL00586).

2. Durée annuelle du temps de travail effectif

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires).
La durée annuelle légale de travail (soit 1 607 heures) est calculée de la manière suivante :

- Nombre de jours de l'année : 365 jours ;
- Nombre de jours non travaillés : 137 jours (soit 104 jours de repos hebdomadaire, 25 jours de congés annuels, 8 jours fériés) ;
- Nombre de jours travaillées : 228 jours (soit 365 jours - 137 jours = 228 jours) ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- Durée annuelle : 1 600 heures (soit 228 jours x 7 heures = 1 596 heures ou 228 jours x 7 jours x 35 heures = 1 596 heures, les 1 596 heures issues de ces méthodes de calcul ont été arrondies à 1 600 heures) ;
- A ces 1 600 heures, il faut ajouter la journée de solidarité soit 7 heures.

3. Les garanties minimales

L'autorité territoriale et les agents doivent respecter les garanties minimales énoncées à l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000.
Ces garanties minimales sont les suivantes :

- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

4. La pause légale et la pause méridienne

a. La pause légale

La pause légale de 30 minutes accordée pour toute période de 6 heures de travail est de 15 minutes maximum le matin et l'après-midi.
Cette pause légale est considérée comme du temps de travail effectif car les agents doivent la prendre sur leur lieu de travail afin de rester à la disposition de leur supérieur hiérarchique et de se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

b. La pause méridienne

La pause méridienne accordée aux agents pour prendre leur repas est de **1 heure (de 12h30 à 13h30)**.
La pause méridienne n'est pas considérée comme du temps de travail effectif dans la mesure où les agents ont la possibilité de s'absenter de leur lieu de travail, notamment pour déjeuner. Durant cette pause, ils ne sont pas à la disposition de leur supérieur hiérarchique et ils peuvent vaquer librement à des occupations personnelles. Elle n'est donc pas rémunérée.

Référence : Délibération N° 12-2022 en date du 16 février 2022 adoptant la Charte du temps de travail.

Pour rappel, la pause méridienne n'est pas définie dans les décrets relatifs à l'aménagement et à la réduction du temps de travail. L'assemblée délibérante est compétente pour déterminer l'ampleur de la pause méridienne des services, notamment à l'occasion de la définition des cycles et horaires de travail. La circulaire n° 2001-57 du 25 juillet 2001 relative à l'aménagement et réduction du temps de travail dans les services préconise une pause minimale de 45 minutes).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

5. Cycle(s) de travail

a. Cycle(s) de travail

Le cycle **hebdomadaire** de travail de l'ensemble des agents de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie**)** est fixé à 37 heures 30 ou 39 heures en fonction du service réparties sur **5 jours (du lundi au vendredi)** pour un agent à temps complet.

Référence : Délibération N° 12-2022 en date du 16 février 2022 adoptant la Charte du temps de travail.

b. Nombre de jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT)

L'application de ce(s) cycle(s) de travail est compensée par des jours d'ARTT.

Les agents à temps non complet bénéficient d'un nombre de jours d'ARTT proratisé à hauteur de leur quotité de travail.

Référence : Délibération N° 12-2022 en date du 16 février 2022 adoptant la Charte du temps de travail

Direction / Service	Cycle de travail	Durée hebdomadaire	Droit RTT	Horaires de travail	Horaires d'ouverture
Direction Générale	Hebdomadaire	39h00	23 jours	09h00 -12h30 13h30-17h30	09h00-12h30 13h30-17h30
Communication	Hebdomadaire	37h30	15 jours		
Ressources Humaines	Hebdomadaire	37h30	15 jours		
Finances	Hebdomadaire	37h30	15 jours		
Urbanisme	Hebdomadaire	37h30	15 jours		
Systèmes d'informations	Hebdomadaire	37h30	15 jours		
Administration générale (accueil, tourisme, Micro-Folie, CLS, ….)	Hebdomadaire	37h30	15 jours	09h00-12h30 13h30-17h30	09h00-12h30 13h30-17h30
SERVICES TECHNIQUES					
Bâtiment / Voirie	Hebdomadaire	37h30	15 jours	08h30-12h30 13h30-17h00	08h30-12h30 13h30-17h00
BRIGADE INTERCOMMUNALE DE L'ENVIRONNEMENT					
BIE	Hebdomadaire	37h30	15 jours	Horaires variables	

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les jours ARTT sont acquis par les agents à temps complet et à temps partiel, chaque trimestre de l'année N, c'est-à-dire les :

Date	Droit acquis 37h30	Droit acquis 39h00
1er avril	4 jours	6 jours
1er juillet	4 jours	6 jours
1er septembre	4 jours	6 jours
31 décembre	3 jours	5 jours
TOTAL	**15 jours**	**23 jours**

En fonction de la durée annuelle et hebdomadaire de travail, le droit aux ARTT est calculé comme suit :

Pour les agents à 1 607 heures par an :

Durée hebdomadaire de travail	37h30	39h00
Nb de jours d'ARTT pour un agent à temps complet	15 jours *	23 jours *
Agent à temps partiel à 90 %	13,5 jours *	21 jours *
Agent à temps partiel à 80 %	12 jours *	18,5 jours *
Agent à temps partiel à 70 %	10,5 jours *	16,5 jours *
Agent à temps partiel à 60 %	9 jours *	14 jours *
Agent à temps partiel à 50 %	7,5 jours *	11,5 jours *

***** *Dont 2 jours réservés en fonction des fermetures de l'éducation nationale*

Référence : Délibération n° 12-2022 en date du 16 février 2022 adoptant la Charte du temps de travail.

6. Heures supplémentaires et heures complémentaires

Les agents à temps complet peuvent être amenés à titre exceptionnel et à la demande **de leur supérieur hiérarchique ou de leur autorité territoriale** à effectuer des heures supplémentaires.

Les heures supplémentaires sont les heures réalisées par un agent à temps complet au-delà de la durée de travail définie dans le cycle de travail (**à compter de la 38ème heure pour un cycle de travail à 37 heures 30).**

Le nombre d'heures supplémentaires pour un agent à temps complet ne peut pas excéder 25 heures par mois. Pour les agents à temps partiel, ce contingent mensuel de 25 heures est proratisé en fonction de la quotité de travail effectuée par ces derniers.

Les agents à temps non complet peuvent être amenés à titre exceptionnel et à la demande **de leur supérieur hiérarchique ou de leur autorité territoriale** à effectuer des heures complémentaires jusqu'à la 38ème heure et des heures supplémentaires au-delà.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

La liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation d'heures supplémentaires ou complémentaires est la suivante :

FILIERES	CADRES D'EMPLOIS	EMPLOIS
Administrative	Rédacteurs territoriaux Adjoints administratifs	En raison des missions exercées et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, tous les emplois sont concernés.
Technique	Techniciens territoriaux Agents de maîtrise territoriaux Adjoints techniques	

Les heures supplémentaires réalisées par des agents à temps complet ou à temps non complet (à l'exception des agents relevant de la catégorie A) sont compensées par l'attribution d'un repos compensateur ou *indemnisées dans les conditions suivantes :*

- *25 % pour les 14 premières heures supplémentaires,*
- *27 % pour les heures suivantes (de la 15ème à la 25ème),*
- *66 % en cas de travail les dimanches et jours fériés,*
- *100 % en cas de travail de nuit entre 21h00 et 06h00.*

Les heures complémentaires réalisées par les agents à temps non complet ne peuvent être que rémunérées, elles ne peuvent pas faire l'objet d'un repos compensateur.

Les responsables de service ou l'autorité territoriale assurent le décompte des heures complémentaires et/ou supplémentaires effectuées par les agents **de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** placés sous **leur ou sa responsabilité.**

Référence : Délibération N° 64-2012 en date du 24 novembre 2021 relative à l'instauration d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires.

7. Astreinte et permanence

a. Définition de l'astreinte

Il s'agit d'une période au cours de laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin de pouvoir intervenir pour effectuer un travail pour le compte ***de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.***

La durée de l'intervention ainsi que le déplacement aller et retour pour se rendre sur le lieu de l'intervention sont considérés comme du temps de travail effectif.

b. Définition de la permanence

Il s'agit de l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par son supérieur hiérarchique ou par son autorité territoriale pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

c. Modalités de réalisation des astreintes et permanences

L'instauration d'astreinte et de permanence est décidée par l'organe délibérant de la Communauté de communes de l'Orée de la Bire.

L'organe délibérant détermine les modalités d'organisation des astreintes et des permanences ainsi que la liste des emplois concernés par ces astreintes et permanences.

L'organe délibérant décide, lorsque le choix est prévu par la réglementation en vigueur, d'indemniser ou de compenser les temps d'astreinte et de permanence.

Dans le cadre des astreintes, le temps de travail effectif accompli lors d'une intervention est indemnisé ou compensé en plus de l'indemnité d'astreinte. Pour les agents pouvant bénéficier d'heures supplémentaires (c'est-à-dire tous les agents ne relevant pas de la catégorie A), les heures sont indemnisées ou compensées dans les mêmes conditions que les heures supplémentaires.

Références :

Délibération N° 64-2012 en date du 24 novembre 2021 relative à l'instauration d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires

Délibération N° 43-2025 en date du 17 septembre 2025 relative à la mise en place des astreintes et permanences ;

8. Journée de solidarité

La journée de solidarité finance des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées. Elle est applicable aux fonctionnaires et aux agents contractuels.

Elle correspond à un travail de 7 heures non rémunéré pour un agent à temps complet. Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, le nombre d'heures non rémunérées à réaliser au titre de la journée de solidarité est calculé au prorata de leur temps de travail.

Pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, le lundi de Pentecôte demeure un jour chômé. Ainsi, pour les agents soumis à un régime d'ARTT, la journée de solidarité n'étant pas incluse dans la durée annuelle, 1 jour de ARTT est automatiquement posé à cette date.

Pour les agents à temps non complet, un jour non travaillé sera automatiquement posé.

Cas particuliers d'un agent travaillant 4 jours par semaine (temps partiel 80 %) dont le lundi est habituellement non travaillé :

- 1 jour de RTT est automatiquement posé,
- La journée non travaillée n'est pas récupérable.

Cas particulier d'un agent travaillant 4,5 jours par semaine (temps partiel 90 %) dont le lundi matin ou le lundi après-midi est habituellement non travaillé :

- 1 jour de RTT est automatiquement posé.
- La demi-journée non travaillée n'est pas récupérable.

La journée de solidarité ne pourra pas être effectuée par la réalisation d'heures supplémentaires ou complémentaires.

Référence : Délibération N° 12-2022 en date du 16 février 2022 adoptant la Charte du temps de travail.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

9. Le temp partiel

a. Définition du temps partiel

Le temps partiel est la possibilité accordée à un agent d'exercer, pendant une période déterminée, ses fonctions pour une durée inférieure à celle prévue pour l'emploi qu'il occupe. La quotité de travail d'un agent à temps partiel s'exprime en pourcentage de l'emploi occupé (par exemple 80 % d'un temps complet).

Il existe deux types de temps partiel : le temps partiel de droit (si les conditions pour en bénéficier sont remplies, il est accordé de plein droit par l'autorité territoriale à l'agent qui en a fait la demande) et le temps partiel sur autorisation (il est accordé sous réserve des nécessités de service par l'autorité territoriale à l'agent qui en a fait la demande).

b. Les modalités d'organisation du temps partiel

Les quotités de travail pouvant être accordées au titre d'un temps partiel de droit sont les suivantes : 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % de la durée hebdomadaire du service exercé par les agents du même grade à temps complet.

Les quotités de travail pouvant être accordées au titre d'un temps partiel sur autorisation sont les suivantes : **50 % à 90 % de la durée hebdomadaire du service exercé par les agents du même grade à temps complet.**

Le temps de travail des agents à temps partiel peut être organisé de la manière suivante :

- *Dans un **cadre quotidien** : le service est réduit chaque jour,*
- *Dans un **cadre hebdomadaire** : le nombre de jours travaillés dans la semaine est réduit.*

c. La demande d'exercice des fonctions à temps partiel

La demande d'exercice des fonctions à temps partiel devra être ***remise en main propre contre récépissé et/ou adressée par lettre recommandée avec accusé de réception*** à la Direction Générale ***de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie*** dans un délai de deux mois avant la date souhaitée de prise d'effet du temps partiel.

La demande devra contenir les éléments suivants :

- La durée pendant laquelle l'agent souhaite exercer ses fonctions à temps partiel,
- La quotité de travail souhaitée,
- Le mode d'organisation souhaité (quotidien, hebdomadaire, …) ainsi que la répartition souhaitée des heures ou des jours d'absence en fonction du mode d'organisation envisagé,
- Le cas échéant, les pièces justificatives relatives au motif du temps partiel demandé.

d. La durée et le renouvellement du temps partiel

L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel est accordée pour une durée d'un an.

Cette autorisation peut être renouvelée, pour la même durée et dans les mêmes conditions, par tacite reconduction dans la limite de trois ans.

Au terme de ce délai de trois ans ou en cas de changement des modalités d'organisation du temps partiel octroyé à l'agent dans ce délai de trois ans, l'agent devra présenter une nouvelle demande comprenant les mêmes éléments que ceux détaillés ci-dessus et selon la même procédure que celle détaillée ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

e. La réintégration anticipée et la suspension du temps partiel

L'agent peut, deux mois avant la date souhaitée, demander une réintégration anticipée c'est-à-dire une réintégration avant le terme de la période en cours (article 18 du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale). Cependant, en cas de motif grave (notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale), la réintégration anticipée peut intervenir sans délai (article 18 du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 précité).

L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel est suspendue pendant la durée du congé de maternité, d'adoption ou de paternité pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires (article 9 du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 précité)

L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel est suspendue pendant la durée du congé de maternité, d'adoption ou de paternité ainsi que pendant la durée d'une formation incompatible avec un temps partiel pour les agents contractuels de droit public (article 16 du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 précité).

Durant la suspension, l'agent est rétabli dans les droits d'un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Au terme du congé de maternité, d'adoption ou de paternité ou le cas échéant d'une formation, un agent qui n'a pas achevé la période d'autorisation de travail à temps partiel reprend ses fonctions à temps partiel pour la période restant à courir.

L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel n'est pas suspendue durant les congés de maladie (articles 9 et 15 du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 précité).

Au terme de la période d'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel, l'agent qui demeure en congé de maladie, recouvre les droits des agents exerçant leurs fonctions à temps complet (article 9 du décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 précité).

10. Le télétravail

Le télétravail est une modalité d'organisation du travail à la demande de l'agent.

En effet, les fonctions d'un agent qui pourraient être exercées dans les locaux ***de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie*** sont réalisées dans un autre lieu (au domicile de l'agent ou dans un local professionnel autre que le lieu d'affectation habituel), de manière ponctuelle ou régulière, en recourant aux technologies de l'information et de la communication.

Les modalités d'application du télétravail sont précisées dans le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature.

Les conditions d'application du télétravail **au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie sont les suivantes.**

Les postes éligibles au télétravail au sein de la collectivité sont les suivants (liste non exhaustive) :

- Directeur Général des Services,
- Responsable Finances-RH,
- Agent Comptable et Administratif
- Responsable Communication, Commerce, Tourisme, Animation,
- Agent sur des postes d'administration générale.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Ne sont pas éligibles au télétravail les tâches ou activités suivantes :

- Accueil physique des usagers,
- Les travaux de maintenance ou d'entretien des locaux,
- Toute activité professionnelle supposant qu'un agent exerce hors des locaux de la collectivité notamment pour les activités nécessitant une présence sur des lieux particuliers par nécessité de service.

Cette détermination des activités sera faite par fonction et par service au regard des nécessités de service, le télétravail ne devant pas constituer un frein au bon fonctionnement des services.

Toutefois, l'inéligibilité de certaines activités ne s'oppose pas à la possibilité pour un agent d'accéder au télétravail dès lors qu'un volume suffisant d'activités télétravaillables peuvent être identifiées et regroupées.

Demande de l'agent

L'autorisation est subordonnée à une demande expresse formulée par l'agent. Celle-ci précise les modalités d'organisation souhaitées, notamment les jours de la semaine travaillés sous cette forme ainsi que le ou les lieux d'exercice.

Lorsque le télétravail est organisé au domicile de l'agent, l'agent devra fournir à l'appui de sa demande écrite :

- Une attestation de conformité des installations aux spécifications techniques,
- Une attestation de l'assurance auprès de laquelle il a souscrit son contrat d'assurance multirisques habitation précisant qu'elle couvre l'exercice du télétravail.

Réponse à la demande

L'autorité territoriale apprécie la compatibilité de la demande avec la nature des activités exercées, l'intérêt du service et, lorsque le télétravail est organisé au domicile de l'agent, la conformité des installations aux spécifications techniques.

Une réponse écrite est donnée à la demande de télétravail dans un délai d'un mois à compter de sa date de réception.

L'acte autorisant l'exercice des fonctions en télétravail mentionne :

- Les fonctions de l'agent exercées en télétravail,
- Le ou les lieux d'exercice en télétravail,
- Les modalités de mise en œuvre du télétravail et s'il y a lieu sa durée, ainsi que les plages horaires durant lesquelles l'agent exerçant en télétravail est à la disposition de son employeur et peut être joint, par référence au cycle de travail de l'agent ou aux amplitudes de travail habituelles,
- La date de prise d'effet de l'exercice des fonctions en télétravail,
- Le cas échéant, la période d'adaptation et sa durée.

Le refus opposé à une demande d'autorisation de télétravail ainsi que l'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration doivent être motivés et précédés d'un entretien.

En dehors de la période d'adaptation, il peut être mis fin au télétravail, à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'autorité territoriale ou de l'agent moyennant un délai de prévenance de deux mois.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025-DeI-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'autorité territoriale, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité de service dûment motivée.

Pendant la période d'adaptation, ce délai est ramené à un mois.

Durée et quotité de l'autorisation

Au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, le télétravail s'effectuera de manière régulière par l'attribution de jours fixes ou flottants.

A ce titre, l'autorisation pourra être délivrée pour un recours régulier au télétravail.

En cas de jours fixes, l'autorisation attribuera 2 jours maximum de télétravail fixes au cours de chaque semaine de travail.

Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à 3 jours par semaine.

Toutefois, les journées de télétravail sont réversibles si la présence de l'agent s'avère nécessaire.

En cas de jours flottants, l'autorisation attribuera un volume de jours flottants de télétravail dans la limité de 2 jours flottants par semaine.

Dans le cadre de cette autorisation, l'agent fournira un planning prévisionnel ou préviendra 2 jours à l'avance afin de faire valider en amont les jours de télétravail flottants souhaités.

Dans tous les cas, l'autorité ou le chef de service pourra refuser, dans l'intérêt du service, la validation d'un jour flottant si la présence de l'agent s'avère nécessaire sur site.

La durée de l'autorisation est d'un an maximum. L'autorisation peut être renouvelée par décision expresse, après entretien avec l'autorité ou le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier.

En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé devra présenter une nouvelle demande.

L'autorisation pourra prévoir une période d'adaptation de 3 mois maximum.

A titre exceptionnel, l'autorisation pourra être délivrée pour un recours ponctuel au télétravail notamment pour réaliser une tâche déterminée et ponctuelle.

Les règles relatives à la durée et à la quotité de l'autorisation ne sont pas applicables pour les agents dont l'état de santé, le handicap ou l'état de grossesse le justifient, sur demande des intéressés et après avis du médecin de prévention ou du médecin du travail.

Référence : Délibération N° 51-2020 en date du 21 octobre 2020 relative à la mise en place du télétravail.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

B. Les temps d'absences au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

1. Les congés annuels

Chaque agent public bénéficie d'une durée de congés annuels égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service pour une année civile. Par exemple, un agent qui travaille cinq jours par semaine aura droit à 25 jours de congés annuels (soit 5 x 5 jours = 25 jours).

Lorsqu'en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre, l'agent pose cinq, six ou sept jours de congés annuels, il lui est accordé un jour supplémentaire. L'agent aura droit à deux jours supplémentaires s'il pose au moins huit jours de congés annuels en dehors de la période précitée. Ces jours sont appelés jours de fractionnement.

Le calendrier des congés annuels est fixé par l'autorité territoriale en fonction des nécessités de service et après avoir recueilli les demandes de congés annuels des agents. Pour établir le calendrier des congés annuels, l'autorité territoriale ne peut écarter le choix des agents que pour tenir compte de la priorité accordée aux agents chargés de famille ou des motifs relevant de l'intérêt du service.

Le cas échéant, dans un souci de bon fonctionnement des services sauf autorisation exceptionnelle de l'autorité territoriale pour des périodes de très faible activité, il est exigé la présence de 50 % des effectifs dans chaque service.

L'absence de service ne peut excéder 31 jours sauf cas particulier du congé bonifié. Les congés annuels des agents sont posés par journée ou demi-journée.

Sauf urgence ou circonstances exceptionnelles, l'agent doit adresser ses demandes de congés annuels **à son autorité territoriale ou à son supérieur hiérarchique** dans un délai minimum de **1 mois** avant la date souhaitée.

L'autorité territoriale ou le supérieur hiérarchique informe l'agent dans un délai de **1 mois** à compter de la réception de sa demande de congés annuels de l'acceptation ou du refus de cette demande.

Les congés annuels dus au titre d'une année civile ne peuvent pas être reportés sur l'année suivante sauf en cas d'autorisation exceptionnelle accordée par l'autorité territoriale. De plus, un agent bénéficie d'un report automatique des congés annuels qu'il n'a pas pu prendre en raison d'un congé pour raison de santé dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

Hormis pour les agents contractuels et en cas de départ à la retraite à la suite d'un congé pour raison de santé, les congés annuels non pris ne donnent lieu à aucune indemnité compensatrice.

2. Les jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (jours d'ARTT) le cas échéant

Les dates de bénéfice des jours ARTT sont soumises à l'accord exprès du supérieur hiérarchique, compte tenu des nécessités de service.

L'année de référence est l'année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Sauf circonstances exceptionnelles laissées à la libre appréciation de l'autorité du supérieur hiérarchique, ils doivent être posés au minimum 5 jours avant.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les jours ARTT peuvent être posés :

- Par journée ou demi-journée,
- Accolés ou non à des jours de congés.

Référence : Délibération n° 12-2022 en date du 16 février 2022 adoptant la Charte du temps de travail

3. Les repos compensateurs

Les repos compensateurs sont les heures de récupération acquises par les agents à la suite de la réalisation d'heures complémentaires et d'heures supplémentaires. Seuls les agents de catégorie B et C peuvent en bénéficier.

Les modalités d'acquisition des heures de récupération sont les suivantes :

Du lundi au samedi, 1H supplémentaire ou complémentaire équivaut à 1H de récupération ;

Le dimanche et les jours fériés, 1H supplémentaire ou complémentaire équivaut à 1H40 de récupération ;

La nuit (soit de 22H à 7H), 1H supplémentaire ou complémentaire équivaut à 2H de récupération.

Pour des raisons d'organisation et de bon fonctionnement des services, les heures de récupération doivent être soldées au cours de l'année civile au titre de laquelle elles ont été acquises à l'exception de celles acquises au mois de décembre qui pourront être soldées au mois de janvier de l'année N+1.

Au motif des nécessités de service et sauf urgence ou circonstances exceptionnelles, l'agent doit adresser ses demandes d'heures de récupération **à son autorité territoriale ou à son supérieur hiérarchique** dans un délai minimum de **5 jours** avant la date souhaitée.

L'agent peut poser ses heures de récupération par **heures, demi-journées ou journées.**

4. Les autorisations spéciales d'absence

Les autorisations spéciales d'absence sont distinctes des congés annuels et ne sont donc pas décomptées de ces derniers.

Il existe deux types d'autorisations spéciales d'absence :

- Les autorisations spéciales d'absence de droit ;
- Les autorisations spéciales d'absence octroyées par l'autorité territoriale.

La liste des autorisations spéciales d'absence de droit est jointe en annexe du présent règlement intérieur.

Les autorisations spéciales d'absences octroyées **par l'autorité territoriale** sont accordées sous réserve des nécessités de service.

5. Le compte épargne temps (C.E.T)

Chaque agent public, employé de manière continue et ayant accompli au moins une année de service, peut demander l'ouverture d'un compte épargne temps. L'autorité territoriale a l'obligation de faire droit à la demande d'ouverture d'un compte épargne temps formulée par un agent.

Le nombre de jours épargnés ne peut excéder 60 jours.

L'alimentation du compte épargne temps s'effectue chaque année avant le 31 décembre.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le compte épargne temps peut être alimenté de la manière suivante :

- Par des jours de congés annuels sans que le nombre de jours pris dans l'année civile par un agent à temps complet soit inférieur à 20 jours (ce nombre de jours est proratisé en fonction de leur temps de travail pour les agents à temps non complet et à temps partiel) ;
- Par des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (jours d'ARTT) ;

Les modalités d'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne temps sont les suivantes :
L'agent peut utiliser tout ou une partie de son C.E.T dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service.
Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés lorsque le compte arrive à échéance, à la cessation définitive de fonctions ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, adoption, paternité ou solidarité familiale.
Le C.E.T peut être utilisé sans limitation de durée.
Le service gestionnaire du C.E.T informera l'agent chaque année des jours épargnés et des jours utilisés,

Au-delà de 20 jours épargnés sur le C.E.T, il est possible d'avoir une compensation en argent ou en épargne retraite. Les jours épargnés peuvent être indemnisés forfaitairement ou versés au titre de la RAFP (pour les fonctionnaires relevant des régimes spéciaux). Le choix de ces options doit intervenir au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. Le versement intervient nécessairement dans l'année au cours de laquelle l'agent a exprimé son souhait.

En cas d'arrivée ou de départ d'un agent en possession d'un C.E.T, l'autorité territoriale est autorisée à fixer, par convention signée entre les deux employeurs, les modalités financières de transfert des droits accumulés par un agent dans la limite de 20 jours.

Référence : Délibération N° 5-2018 en date du 12 février 2018 mettant en place le Compte Epargne Temps

6. Retard, absence et départ anticipé

a. Retard

Sauf circonstance exceptionnelle ou cas de force majeure, chaque agent doit prévenir **son supérieur hiérarchique ou un de ses collègues** en cas de retard. Si l'agent informe un de ses collègues de son retard, ce dernier devra le **signaler au supérieur hiérarchique de l'agent en retard.**
Un agent pourrait encourir une sanction disciplinaire en raison de retards répétés et non justifiés.

b. Absence

Chaque agent doit informer de son absence et justifier son absence auprès **de son supérieur hiérarchique**

En cas de congé pour raison de santé, pour un agent relevant du régime spécial de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), l'arrêt de travail initial ou de prolongation doit être transmis à l'autorité territoriale au plus tard dans les 48 heures qui suivent l'arrêt de travail. Les volets n° 2 et 3 de l'arrêt de travail initial ou de prolongation doivent être transmis à l'autorité territoriale. Le volet n° 1 de l'arrêt de travail initial ou de prolongation n'a pas à être transmis par l'agent à l'autorité territoriale.

Si l'envoi de l'arrêt de travail est effectué au-delà du délai de 48 heures suivant son établissement, l'autorité territoriale informe le fonctionnaire, par courrier, du retard et de la réduction de la rémunération à laquelle il s'expose en cas de nouvel envoi tardif dans les 24 mois suivants l'établissement du premier arrêt de travail.

Dans l'hypothèse d'un nouvel arrêt de travail transmis tardivement dans les 24 mois suivants l'établissement du premier arrêt de travail tardif, le montant de la rémunération afférente à la période

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025-DeDE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

écoulée entre la date de l'établissement de l'arrêt de travail et la date d'envoi de l'arrêt de travail à la **Communauté de communes de l'Orée de la Brie** est réduite de moitié.

Toutefois, cette réduction de rémunération ne s'applique pas dans les deux cas suivants :

- Le fonctionnaire est hospitalisé ;
- Le fonctionnaire peut, dans un délai de 8 jours suivant l'établissement de l'arrêt de travail, justifier de son impossibilité d'envoyer cet arrêt dans le délai de 48 heures.

En cas de congé pour raison de santé, pour un agent relevant du régime général de la sécurité sociale (agent relevant de l'IRCANTEC), les volets n° 1 et 2 de l'arrêt de travail initial ou de prolongation doivent être transmis à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) et le volet n° 3 à l'autorité territoriale au plus tard dans les 48 heures qui suivent l'arrêt de travail.

Si l'agent ne respecte pas le délai de 48 heures, la CPAM informera l'agent du retard et de la conséquence sur le versement des indemnités journalières en cas de nouvel envoi tardif d'un arrêt de travail dans les 24 mois suivants la prescription de ce premier arrêt de travail tardif.

En cas d'absences non justifiées, l'agent aura une retenue sur sa rémunération pour absence de service fait. De plus, un agent pourrait encourir une sanction disciplinaire en raison d'absences non justifiées répétées.

c. <u>Départ anticipé</u>

Chaque agent doit prévenir **son supérieur hiérarchique** en cas de départ anticipé.

Toute sortie anticipée sans autorisation **du supérieur hiérarchique** pourra justifier le prononcé d'une sanction disciplinaire à l'encontre de l'agent.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

II. Utilisation des locaux, du matériel, des équipements et des véhicules

A. Modalités d'accès et d'utilisation des locaux

Les agents ont accès aux locaux **de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** pour l'exécution de leurs fonctions. Ils n'ont pas le droit d'être présents dans les locaux en dehors des horaires de travail sauf en cas d'autorisation **de leur supérieur hiérarchique ou de l'autorité territoriale** ou pour un motif tenant à l'intérêt du service.

Les locaux sont exclusivement réservés aux activités professionnelles des agents. A ce titre, sauf autorisation expresse donnée par l'autorité territoriale, il est interdit dans les locaux :

- D'accomplir des travaux personnels ;
- D'introduire des personnes extérieures au service ;
- De vendre, d'échanger et de distribuer des marchandises.

Chaque agent reçoit **une télécommande et une clé** pour accéder aux locaux.

Cette télécommande et cette clé devront être restituées par l'agent en cas d'indisponibilité momentanée prolongée (disponibilité, congé de longue durée, congé de longue maladie, congé parental, détachement notamment) ou de cessation définitive des fonctions au sein **de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.**

B. Utilisation du matériel et des équipements

Tout agent est tenu de conserver en bon état l'ensemble du matériel et des équipements qui lui est confié pour l'exécution de ses fonctions.

Le matériel ou les équipements **de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** à la disposition de l'agent peut seulement être utilisé à des fins professionnelles. Toute utilisation à titre personnel du matériel ou des équipements appartenant **à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie**, sans autorisation expresse de l'autorité territoriale, est interdite.

Sauf autorisation expresse de l'autorité territoriale, il est interdit d'emporter du matériel appartenant **à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie**.

Seul le matériel fourni **par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** peut être utilisé par l'agent.

Chaque agent est tenu d'informer **le service ou la personne responsable de l'entretien et de la maintenance des matériels (responsable des Services Techniques ou service informatique)** de toute anomalie ou défaillance constatée lors de l'utilisation du matériel ou des équipements **de l'établissement public**.

En cas d'indisponibilité momentanée prolongée (disponibilité, congé de longue durée, congé de longue maladie, congé parental, détachement notamment) ou de cessation définitive des fonctions au sein **de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie**, l'agent doit restituer tout matériel et document en sa possession appartenant **à l'établissement public.**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

C. Utilisation des moyens de communication

1. Messagerie

L'utilisation de la messagerie est réservée à des fins professionnelles. En cas d'autorisation de rester dans les locaux, accordée par l'autorité territoriale durant la pause méridienne et durant la pause légale, il est toléré un usage modéré de celle-ci pour des besoins personnels et ponctuels.

Tout courriel électronique est réputé professionnel et pourra donc être ouvert par l'autorité territoriale ou le référent informatique. Les courriels à caractère personnel doivent porter la mention *« personnel »* dans l'objet. Ces courriels pourront seulement être ouverts par l'autorité territoriale ou le référent informatique en présence de l'agent ou à défaut, après l'avoir averti (contact téléphonique avec l'agent par exemple) en cas de risque ou d'événement particulier (notamment pour des raisons exceptionnelles de sécurité ou de risque de manquement à la loi ou à des droits des tiers).

Chaque agent veillera à ne pas ouvrir les courriels dont l'objet paraîtrait suspect et en informera l'autorité territoriale ou le référent informatique.

2. Internet

L'utilisation d'internet est réservée à des fins professionnelles. En cas d'autorisation de rester dans les locaux, accordée par l'autorité territoriale durant la pause méridienne et durant la pause légale, il est toléré un usage modéré d'Internet pour des besoins personnels et ponctuels à condition que cela n'entrave pas l'activité professionnelle.

Chaque agent s'engage à ne pas consulter des sites Internet portant atteinte à la dignité humaine.

L'autorité territoriale peut procéder au contrôle des connexions et des sites Internet les plus visités. Elle peut bloquer l'accès à des sites Internet non nécessaires à l'exercice de leurs fonctions par les agents.

En cas d'autorisation de rester dans les locaux, accordée par l'autorité territoriale durant la pause méridienne et durant la pause légale, l'utilisation des réseaux sociaux à des fins personnelles est tolérée pour des besoins personnels et ponctuels.

3. Téléphone

L'utilisation des téléphones fixes et portables professionnels est réservée à des fins professionnelles. Un usage ponctuel du téléphone pour des communications personnelles locales est toléré à condition que cela n'entrave pas l'activité professionnelle.

L'utilisation des téléphones portables personnels durant les horaires de travail doit être occasionnelle et discrète.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

4. Utilisation des véhicules de service

Il est interdit d'utiliser tout véhicule appartenant **à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** à des fins personnelles.

Toute utilisation d'un véhicule de service nécessite un ordre de mission dont l'agent devra être muni lors de ses déplacements. L'agent, à chaque utilisation d'un véhicule de service, complétera un carnet de bord. Dans ce dernier, il est mentionné la date, la destination, le kilométrage parcouru, le motif du déplacement et le nom du conducteur (au regard des informations contenues dans ce carnet de bord, ce dernier fera l'objet d'une déclaration à la CNIL conformément à la réglementation en vigueur).

Il est interdit de dévier, pour des besoins personnels, des itinéraires fixés dans le cadre de la mission.

5. Utilisation du véhicule personnel

En l'absence ou en cas d'indisponibilité d'un véhicule de service, l'autorité territoriale peut autoriser par arrêté l'agent à utiliser son véhicule personnel.

L'agent doit souscrire une assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages pouvant découler de l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

L'autorité territoriale ne peut pas obliger un agent à utiliser son véhicule personnel. En cas de refus de l'agent d'utiliser son véhicule personnel, ce dernier ne peut encourir aucune sanction disciplinaire.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

III. Les droits, les obligations et déontologie des agents publics

A. Les droits des agents publics

Les droits prévus pour les fonctionnaires et détaillés ci-dessous sont également applicables aux agents contractuels de droit public.

1. La liberté d'opinion et le principe de non-discrimination

L'article L 111-1 du Code Général de la Fonction Publique dispose que :
« La liberté d'opinion est garantie aux agents publics ».

Par ailleurs, l'article L. 131-1 du Code Général de la Fonction Publique précise que :

« Aucune distinction, directe ou indirecte, ne peut être faite entre les agents publics en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur origine, de leur orientation sexuelle ou identité de genre, de leur âge, de leur patronyme, de leur situation de famille ou de grossesse, de leur état de santé, de leur apparence physique, de leur handicap, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race, sous réserve des dispositions des articles L. 131-5, L. 131-6 et L. 131-7 » dudit code.

Enfin, les articles L. 131-2 et L. 131-3 du Code général de la Fonction Publique disposent respectivement que :
« Aucune distinction ne peut être faite entre les agents publics en raison de leur sexe »
et
« Aucun agent public ne doit subir d'agissement sexiste, défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant ».

2. Le droit à rémunération

Conformément à l'article L. 711-1 du Code Général de la Fonction Publique, les agents ont droit à une rémunération après service fait.

L'article L. 711-2 dudit code précise que :
« Il n'y a pas service fait :
1° Lorsque l'agent public s'abstient d'effectuer tout ou partie de ses heures de service ;
2° Lorsque l'agent, bien qu'effectuant ses heures de service, n'exécute pas tout ou partie de ses obligations de service ».
Ainsi, une absence injustifiée fonde une retenue sur la rémunération.

Un régime indemnitaire a été institué par l'organe délibérant **de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.** Il a défini les conditions d'attribution de ce régime indemnitaire.

Référence : Délibération N° 13-2017 en date du 1er février 2017 et délibération N° 63-2017 en date du 20 décembre 2017 relatives au RIFSEEP

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

3. Le droit syndical

Conformément à l'article L. 113-1 du Code Général de la Fonction Publique, le droit syndical est garanti aux agents publics, qui peuvent librement créer des organisations syndicales, y adhérer et y exercer des mandats.

Ils peuvent bénéficier, à cet effet, de congés spécifiques, d'autorisations d'absence ou encore de décharges d'activités.

4. Le droit de grève

Chaque agent bénéficie du droit de grève.
Le droit de grève permet uniquement la défense d'intérêts professionnels.

Conformément à l'article L. 114-9 du Code Général de la Fonction Publique, dans le cas où un préavis de grève a été déposé, les agents des services publics concernés informent la direction générale de leur intention de participer à la grève, en vue de l'organisation du service public et de l'information des usagers.

Cette information doit être transmise au plus tard 48 heures avant de participer à la grève, comprenant au moins un jour ouvré.

Les informations issues de ces déclarations individuelles ne peuvent être utilisées que pour l'organisation du service durant la grève et sont couvertes par le secret professionnel. Leur utilisation à d'autres fins ou leur communication à toute personne autre que celles désignées par l'autorité territoriale comme étant chargées de l'organisation du service est passible des peines prévues à l'article 226-13 du Code Pénal.

L'agent territorial ayant déclaré son intention de participer à la grève mais qui renonce à y prendre part en informe l'autorité territoriale au plus tard vingt-quatre heures avant l'heure prévue de sa participation afin que l'autorité puisse procéder à son affectation.

L'agent territorial participant à la grève qui décide de reprendre son service en informe l'autorité territoriale au plus tard vingt-quatre heures avant l'heure de sa reprise afin que l'autorité puisse procéder à son affectation.

L'obligation d'information mentionnée aux deux alinéas qui précèdent n'est pas requise lorsque la grève n'a pas lieu ou lorsque la reprise de service est consécutive à la fin de la grève.

Lorsque l'exercice du droit de grève en cours de service pourrait entraîner un risque de désordre manifeste dans l'exécution du service, l'autorité territoriale peut imposer aux agents territoriaux ayant déclaré leur intention de participer à la grève d'exercer leur droit dès leur prise de service et jusqu'à son terme.

L'absence de service fait dans le cadre de l'exercice du droit de grève donnera lieu à une retenue sur rémunération proportionnelle à la durée de la grève.

5. Le droit à participation

Conformément à l'article L. 112-1 du Code Général de la Fonction Publique, *« les agents publics participent, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans des organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires régissant les fonctionnaires et des règles relatives aux conditions d'emploi des agents contractuels, à la définition des orientations en matière de politique de ressources humaines et à l'examen de certaines décisions individuelles ».*

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_DeL_DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Par ailleurs, en application de l'article L. 731-2 du code précité, *« les agents publics participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent ».*

6. Le droit à la protection juridique (protection fonctionnelle)

L'article L. 134-1 du Code Général de la Fonction Publique dispose que *« l'agent public ou, le cas échéant, l'ancien agent public bénéficie, à raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire […] ».*

L'article L. 134-2 précise que *« sauf en cas de faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions, la responsabilité civile de l'agent public ne peut être engagée par un tiers devant les juridictions judiciaires pour une faute commise dans l'exercice de ses fonctions ».*

L'article L. 134-3 indique que *« lorsque l'agent public a été poursuivi par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé, la collectivité publique doit, dans la mesure où une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions n'est pas imputable à l'agent public, le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui ».*

L'article L. 134-4 souligne que *« lorsque l'agent public fait l'objet de poursuites pénales à raison de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions, la collectivité publique doit lui accorder sa protection.*

L'agent public entendu en qualité de témoin assisté pour de tels faits bénéficie de cette protection.

La collectivité publique est également tenue de protéger l'agent public qui, à raison de tels faits, est placé en garde à vue ou se voit proposer une mesure de composition pénale ».

L'article L. 134-5 dispose que *« la collectivité publique est tenue de protéger l'agent public contre les atteintes volontaires à l'intégrité de sa personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée.*

Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté ».

L'article L. 134-6 mentionne que *« lorsqu'elle est informée, par quelque moyen que ce soit, de l'existence d'un risque manifeste d'atteinte grave à l'intégrité physique de l'agent public, la collectivité publique prend, sans délai et à titre conservatoire, les mesures d'urgence de nature à faire cesser ce risque et à prévenir la réalisation ou l'aggravation des dommages directement causés par ces faits.*

Ces mesures sont mises en œuvre pendant la durée strictement nécessaire à la cessation du risque ».

Enfin, l'article L. 134-7 rappelle que *« la protection de la collectivité publique peut être accordée, sur leur demande, au conjoint, au concubin, au partenaire lié par un pacte civil de solidarité à l'agent public, à ses enfants et à ses ascendants directs pour les instances civiles ou pénales qu'ils engagent contre les auteurs d'atteintes volontaires à l'intégrité de la personne dont ils sont eux-mêmes victimes du fait des fonctions exercées par l'agent public.*

La protection de la collectivité publique peut être également accordée, sur leur demande, au conjoint, au concubin ou au partenaire lié par un pacte civil de solidarité, qui engage une instance civile ou pénale contre les auteurs d'atteintes volontaires à la vie de l'agent public du fait des fonctions exercées par celui-ci. En l'absence d'action engagée par le conjoint, le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité, la protection de la collectivité publique peut être accordée aux enfants ou, à défaut, aux ascendants directs de l'agent public qui engagent une telle action ».

Accusé de réception en préfecture
077-247700641-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

7. Le droit à la protection contre le harcèlement dans les relations de travail

Chaque agent est tenu d'informer, directement ou le cas échéant, par l'intermédiaire de son supérieur hiérarchique, l'autorité territoriale des agissements constitutifs d'harcèlement sexuel ou d'harcèlement moral définis ci-dessous dont il serait témoin ou dont il aurait connaissance.

Dans un souci d'information et de prévention, les articles 222-33 et 222-33-2 du Code Pénal relatifs au harcèlement sexuel ou moral sont affichés ***dans la salle de repos des agents.***

8. Le harcèlement sexuel

L'article L. 133-1du Code Général de la Fonction Publique dispose que :

« Aucun agent public ne doit subir les faits :

1° De harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ;

2° Ou assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers ».

Par ailleurs, l'article L. 133-3 dudit code précise que :

« Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la rémunération, la formation, l'appréciation de la valeur professionnelle, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un agent public en raison du fait que celui-ci :

1° A subi ou refusé de subir les faits de harcèlement sexuel mentionnés à l'article L. 133-1, y compris, dans le cas mentionné au 1° de cet article, si les propos ou comportements n'ont pas été répétés, ou les agissements de harcèlement moral mentionnés à l'article L. 133-2 ;

2° A formulé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces faits ou agissements ;

3° Ou bien parce qu'il a témoigné de tels faits ou agissements ou qu'il les a relatés.

Est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder à ces faits ou agissements ».

9. Le harcèlement moral

L'article L. 133-2 du Code Général de la Fonction Publique dispose que :
« Aucun agent public ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel ».

10. Le droit à la formation

Un droit à la formation professionnelle est reconnu à chaque agent de droit public occupant un emploi permanent.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

11. Le droit d'accès à son dossier individuel

Chaque agent public dispose d'un dossier individuel constitué et tenu à jour par l'autorité territoriale.

Chaque agent peut demander, à tout moment, la communication de son dossier individuel.

L'autorité territoriale a l'obligation de communiquer son dossier individuel à l'agent avant toute mesure prise en considération de la personne (sanction disciplinaire, licenciement pour inaptitude physique par exemple).

12. Le droit à la santé

Ce droit découle des articles L. 136-1 du Code Général de la Fonction Publique et 2-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale. Ce dernier article dispose que *« les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité »*.

En conséquence, ce droit se décline par différents garanties ou prérogatives pour les agents, dont notamment :

- Les droits à congé de maladie prévus par l'article L. 822-1 du Code Général de la Fonction Publique ;
- Le droit au reclassement en cas d'inaptitude de l'agent à occuper ses fonctions ;
- Le droit au retrait lorsque l'agent « a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé ou s'il constate une défectuosité dans les systèmes de protection » (article 5-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 précité) ;
- Le droit d'obtenir l'indemnisation de l'intégralité des préjudices subis par un agent victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Dans un souci de protection de la santé des agents, il est recommandé à ces derniers de ne pas se connecter aux outils numériques et de ne pas être contactés par **l'autorité territoriale ou leur supérieur hiérarchique de l'agent** en dehors de leur temps de travail (congés annuels, jours d'ARTT, week-end et *soirées),* sauf en cas d'urgence ou de circonstances très exceptionnelles de nature à compromettre le bon fonctionnement du service.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

B. Les obligations des agents publics

Les obligations prévues pour les fonctionnaires et détaillées ci-dessous sont également applicables aux agents contractuels de droit public.

1. Les principes déontologiques

Chaque agent public doit exercer ses fonctions avec dignité, impartialité, intégrité et probité.

Il est tenu à l'obligation de neutralité.

Il doit respecter le principe de laïcité notamment en s'abstenant de manifester ses opinions religieuses dans l'exercice de ses fonctions.

2. La prévention des conflits d'intérêts

a. Définition du conflit d'intérêts

Il s'agit de *« toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions de l'agent public »* (article L. 121-5 du Code Général de la Fonction Publique).

b. Obligations générales des agents publics

Chaque agent public *« veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement les situations de conflit d'intérêts […] dans lesquelles il se trouve ou pourrait se trouver »* (article L. 121-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Ainsi, conformément à l'article L. 122-1 du Code Général de la Fonction Publique, indépendamment de la catégorie hiérarchique, du grade ou encore des fonctions, l'agent public *« qui estime se trouver dans une telle situation :*
1° Lorsqu'il est placé dans une position hiérarchique, saisit son supérieur hiérarchique ; ce dernier, à la suite de la saisine ou de sa propre initiative, confie, le cas échéant, le traitement du dossier ou l'élaboration de la décision à une autre personne ;
2° Lorsqu'il a reçu une délégation de signature, s'abstient d'en user ;
3° Lorsqu'il appartient à une instance collégiale, s'abstient d'y siéger ou, le cas échéant, de délibérer ;
4° Lorsqu'il exerce des fonctions juridictionnelles, est suppléé selon les règles propres à sa juridiction ;
5° Lorsqu' il exerce des compétences qui lui ont été dévolues en propre, est suppléé par tout délégataire, auquel il s'abstient d'adresser des instructions ».

c. Obligations spécifiques des agents publics

Pour certains agents occupant des emplois particuliers (niveau de responsabilité ou nature des fonctions) précisément identifiés par décret, des mesures spécifiques de déclaration doivent être effectuées : déclarations d'intérêts et/ou de situation patrimoniale.

Le service **des Ressources Humaines de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** informera le ou les agents concerné(s) de son ou leur obligation de déclaration, et des modalités prévues à cet effet.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

3. L'obligation de service

Chaque agent doit consacrer l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées (article L. 121-3 du Code Général de la Fonction Publique).

En principe, un agent ne peut pas exercer, à titre professionnel, une activité privée lucrative (article L. 123-1 du Code Général de la Fonction Publique).

Ce principe connaît des exceptions, qui sont strictement prévues le Code Général de la Fonction Publique précité.

Ainsi, il appartient à chaque agent, avant d'envisager une activité privée lucrative, d'informer obligatoirement **l'autorité territoriale ou la personne en charge des ressources humaines** afin de vérifier les conditions d'exercice du cumul, et de demander, le cas échéant, l'autorisation à l'autorité territoriale.

4. L'obligation d'obéissance hiérarchique

L'article L. 121-9 du Code de la Fonction Publique dispose que :
« L'agent public, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées.
Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés ».

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 121-10 dudit code :

« L'agent public doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public ».

5. L'obligation de secret professionnel

Aux termes de l'article L. 121-6 du Code Général de la Fonction Publique, un agent public est tenu au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du Code Pénal.

En effet, dans l'exercice de ses fonctions, un agent public peut, quel que soit son grade, avoir connaissance de faits intéressant les administrés. La violation du secret professionnel est constituée par la divulgation intentionnelle de toutes informations qui relèvent du secret de la vie privée ou de toutes informations protégées par la loi.

Il existe cependant des dérogations :

- Un agent qui a connaissance dans l'exercice de ses fonctions d'un crime ou d'un délit, doit en informer le Procureur de la République (article 40 du Code de Procédure Pénale) ;
- Le juge pénal peut dans certains cas (secret médical, défense nationale) exiger le témoignage d'un fonctionnaire sur des faits couverts par le secret professionnel.

6. L'obligation de discrétion professionnelle

L'article L. 121-7 du Code Général de la Fonction Publique dispose que :
« L'agent public doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

En dehors des cas expressément prévus par les dispositions en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, il ne peut être délié de cette obligation que par décision expresse de l'autorité dont il dépend ».

7. L'obligation de réserve

Cette obligation est issue de la jurisprudence.

Chaque agent doit veiller, dans l'exercice de ses fonctions mais également en dehors du service, à exprimer ses opinions personnelles avec modération afin que ses propos ou son comportement n'entravent pas le bon fonctionnement du service ou ne nuisent pas à l'image **de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.**

Ses opinions ne doivent pas être exprimées de manière outrancière ou injurieuse.

Cette obligation constitue le corollaire de la liberté d'opinion reconnue à tout agent. Il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier les manquements à l'obligation de réserve au regard de liberté d'opinion et d'expression garanties à l'agent.

8. L'obligation de désintéressement

L'article L. 123-1.4° du Code Général de la Fonction Publique dispose qu'un agent public ne peut pas *« prendre ou de détenir, directement ou par personnes interposées, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il appartient ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre son indépendance ».*

9. L'obligation d'information

L'article L. 121-8 du Code Général de la Fonction Publique dispose que *« l'agent public a le devoir de satisfaire aux demandes d'information du public »*, sous réserve des dispositions relatives au secret professionnel et à la discrétion professionnelle.

Cette obligation découle du principe de libre accès aux documents administratifs.

10. Un comportement respectueux de l'environnement

Chaque agent doit contribuer dans la mesure du possible au respect de l'environnement (éteindre les lumières par exemple).

11. La tenue de travail

Chaque agent doit avoir une tenue convenable et adaptée à l'emploi qu'il occupe.

Si la Communauté de communes de l'Orée de la Brie fournit une tenue de travail à l'agent, elle doit être portée par ce dernier.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

C. La discipline

Le manquement aux obligations détaillées ci-dessus, toute faute commise par un agent public dans l'exercice de ses fonctions ou certains faits commis en dehors du service peuvent engendrer le prononcé d'une sanction disciplinaire à l'encontre de cet agent public, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par le Code Pénal.

Tout agent, à l'encontre duquel une procédure disciplinaire est engagée, a droit au respect des droits de la défense. Ainsi, il a droit à la communication de l'intégralité de son dossier, à l'assistance du ou des défenseur(s) de son choix et a le droit de se taire tout au long de la procédure disciplinaire.

1. Les sanctions disciplinaires des fonctionnaires titulaires

Les sanctions, applicables aux fonctionnaires titulaires, sont réparties en quatre groupes et aucune autre sanction ne peut être prise.

Les sanctions du premier groupe sont les suivantes :
- Avertissement ;
- Blâme ;
- Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours.

Les sanctions du deuxième groupe sont les suivantes :
- La radiation du tableau d'avancement ;
- L'abaissement d'échelon à l'échelon immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent ;
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours ;

Les sanctions du troisième groupe sont les suivantes :
- La rétrogradation au grade immédiatement inférieur et à un échelon correspondant à un indice égal ou immédiatement inférieur à celui détenu par l'agent ;
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours à deux ans.

Les sanctions du quatrième groupe sont les suivantes :
- La mise à la retraite d'office ;
- La révocation.

Les sanctions du premier groupe ne nécessitent pas la réunion du conseil de discipline contrairement aux sanctions des deuxième, troisième et quatrième groupes.

La radiation du tableau d'avancement peut également être prononcée à titre de sanction complémentaire d'une des sanctions des deuxième et troisième groupes.

2. Les sanctions disciplinaires des fonctionnaires stagiaires

Les sanctions applicables aux fonctionnaires stagiaires sont les suivantes :
- L'avertissement ;
- Le blâme ;
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximum de trois jours (cette sanction a pour effet de reculer d'autant la date de titularisation) ;
- L'exclusion temporaire de fonction pour une durée de quatre à quinze jours (cette sanction a pour effet de reculer d'autant la date de titularisation) ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- L'exclusion définitive du service.

Les trois premières sanctions peuvent être prononcées par l'autorité territoriale.

Les deux autres sanctions ne peuvent être prononcées qu'après avis du conseil de discipline.

3. Les sanctions disciplinaires des agents contractuels de droit public

Les sanctions disciplinaires applicables aux agents contractuels de droit public sont les suivantes :

- L'avertissement ;
- Le blâme ;
- L'exclusion temporaire de fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale de 3 jours ;
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre jours à six mois pour les agents recrutés pour une durée déterminée et de quatre jours à un an pour les agents recrutés pour une durée indéterminée ;
- Le licenciement sans préavis ni indemnité de licenciement.

Les trois premières sanctions peuvent être prononcées par l'autorité territoriale.

Les deux autres sanctions ne pourront être prononcées qu'après avis de la commission consultative paritaire.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

A. Lutte et protection contre les incendies

1. La consigne de sécurité incendie – Plan d'évacuation

L'établissement public doit être doté d'une consigne de sécurité incendie indiquant le rôle de chacun et les gestes essentiels à accomplir en cas de survenue d'un incendie.

Les issues de secours et postes d'incendie doivent rester libres d'accès en permanence. Il est interdit de les encombrer par du matériel ou des marchandises. Il est interdit de manipuler les matériels de secours (extincteurs…) en dehors des exercices ou de leur utilisation normale et de neutraliser tout dispositif de sécurité.

Un plan d'évacuation sera affiché à chaque étage de l'établissement.

2. La diffusion de la consigne auprès du personnel

Tous les agents sont informés par tous moyens (oralement, affichage, notes de service, réunions, …) de la consigne en vigueur. Cette dernière **consultable sur le réseau de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.**

B. Règles relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail

L'établissement public a procédé à l'évaluation des risques professionnels.

1. Les acteurs de la prévention

Un Chargé d'Inspection en Santé et Sécurité au Travail (CISST) est mis à disposition par le Centre de Gestion de Seine-et-Marne.

2. Les consignes de sécurité

Chaque agent doit respecter et faire respecter, en fonction de ses responsabilités hiérarchiques, les consignes générales et particulières de sécurité en vigueur sur les lieux de travail, pour l'application des prescriptions prévues par la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

Chaque agent a pris connaissance des consignes affichées et des règles d'hygiène et de sécurité du présent règlement. Ces règles pourront être complétées par des notes de service.

Le refus d'un agent de se soumettre à ces prescriptions pourra entraîner des sanctions disciplinaires.

3. Le signalement des anomalies

Toute anomalie constatée relative à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, devra être signalée auprès de l'autorité territoriale par l'intermédiaire du supérieur hiérarchique.

Chaque agent a la possibilité d'inscrire sur le registre de santé et de sécurité au travail toutes les

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de transmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

observations et les suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail.

Ce registre est tenu par **le service des ressources humaines.**

4. La sécurité des personnes

Chaque agent doit veiller à sa santé et sa sécurité personnelle, à celle de ses collègues et de toute personne présente dans les locaux de l'établissement.

L'autorité territoriale ou le supérieur hiérarchique se réserve en outre le droit de retirer de son poste, tout agent présentant un comportement inhabituel, incompatible avec l'exercice en sécurité de ses missions.

5. Droit de retrait

Tout agent peut se retirer d'une situation lorsqu'il estime raisonnablement qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, ou s'il constate une défectuosité des systèmes de protection. Il en avise immédiatement son supérieur hiérarchique

Il ne pourra être demandé à l'agent ayant exercé son droit de retrait de reprendre son activité si une situation de danger grave et imminent persiste. Aucune sanction ne pourra être prise, ni aucune retenue de rémunération effectuée à l'encontre de l'agent ayant exercé son droit de retrait.

Ce droit de retrait individuel ne peut s'exercer que s'il ne crée pas une nouvelle situation de danger grave et imminent pour autrui.

Après enquête administrative de l'autorité territoriale et le cas échéant après réunion de la formation spécialisée en matière de santé sécurité et conditions de travail, si un agent quitte sa situation de travail, en invoquant un droit de retrait dû à une situation ne présentant pas manifestement un caractère de danger grave et imminent, cela pourrait être considéré comme une absence de service fait voire un abandon de poste fautif qui pourrait être sanctionné.

6. Les règles relatives à l'utilisation des véhicules et engins

Seuls sont admis à utiliser les véhicules ou engins collectifs appartenant en propre à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie ou mis à sa disposition à quelque titre que ce soit, les agents en possession de l'autorisation nominative de conduite établie et délivrée par l'autorité territoriale.

Tout agent qui, dans le cadre de son travail, est amené à conduire un véhicule ou un engin spécialisé, doit être titulaire d'un permis de conduire valide correspondant à la catégorie du véhicule ou de l'engin qu'il conduit.

Lorsqu'un agent fait l'objet d'une rétention, suspension ou annulation de son permis de conduire, il doit en informer dans les plus brefs délais son responsable hiérarchique.

Tout accident, même mineur, ou élément défaillant, devra être porté à la connaissance du responsable hiérarchique.

Il est interdit de transporter dans un véhicule de la collectivité ou de l'établissement, même à titre gracieux, toutes personnes ou marchandises, en dehors de ceux ou celles prévues dans le cadre de la mission.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

7. Les règles relatives à l'utilisation du matériel

Chaque agent devra être formé pour l'utilisation du matériel mis à sa disposition. Il devra se conformer aux notices et procédures élaborées à cette fin.

Il est interdit-:

- D'utiliser, sans y être autorisé, des installations, machines, engins, véhicules, équipements de protection, dispositifs de sécurité, dont l'agent n'a pas la charge ;
- D'utiliser dans un but détourné de leur usage normal des installations, machines, engins, véhicules, équipements de protection, dispositifs de sécurité ;
- D'apporter des modifications, ou même d'effectuer directement toute réparation, sans l'avis des services compétents, sur les installations, machines, engins, véhicules, équipements de protection, dispositifs de sécurité en raison des dangers qui peuvent en résulter ;

8. Les règles relatives à l'hygiène des locaux

Le personnel participe au maintien de la propreté des locaux qui lui sont confiés.

a. Salle de repas

Il est interdit de prendre ses repas dans les locaux affectés au travail. Le repas doit être pris dans un local réservé à cet effet.

Néanmoins, par dérogation, cet emplacement peut être aménagé dans les locaux affectés au travail, dès lors que l'activité de ces locaux ne comporte pas l'emploi de substances ou de préparations dangereuses, après avoir adressé une déclaration à l'inspecteur du travail ainsi qu'au médecin de prévention.

b. Armoires individuelles

Des armoires individuelles verrouillées sont mises à disposition du personnel équipé d'une tenue de travail et d'équipements de protection individuelle pour y déposer vêtements et effets personnels.

Elles ne doivent être utilisées que pour cet usage. Il est interdit d'y déposer des substances et préparations dangereuses. Elles doivent être maintenues propres par leurs détenteurs.

L'autorité territoriale se réserve le droit de contrôler leur contenu et leur état uniquement dans un but d'hygiène et de sécurité et dans la mesure où le contrôle est justifié et proportionné au but recherché. Ce contrôle sera réalisé après en avoir informé l'agent et en présence d'un témoin.

Si les circonstances le justifient, notamment en cas d'extrême urgence, il pourra être procédé à l'ouverture du casier en l'absence de l'agent.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

9. Les équipements de travail et moyens de protection

Les agents sont équipés, par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, de tous vêtements et moyens de protection collectifs et/ ou individuels utiles et adaptés destinés à garantir de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions (blouses, chaussures de travail, gants adaptés aux fonctions, vêtements de visibilité, pantalons, …).

Seul le médecin de prévention peut prononcer une restriction au port des équipements de protection individuelle (EPI). Dans ce cas, une recherche d'un équipement spécifique doit être engagée ou un aménagement de poste envisagé.

Le renouvellement et l'entretien de ces équipements sont assurés par l'établissement public en fonction de l'usage. Tout agent qui constate une défectuosité des équipements doit en avertir immédiatement son supérieur hiérarchique.

Chaque équipement de travail et moyen de protection doit être utilisé conformément à son objet.

Sous réserve du respect par l'autorité territoriale de ses obligations en matière d'EPI (EPI fournis gratuitement et en nombre suffisant, adaptés à la tâche et aux risques, entretenus, remplacés si nécessaire, agents sensibilisés et formés au port des EPI), tout agent refusant de se soumettre au port des équipements, pourrait encourir une sanction disciplinaire et voir sa responsabilité engagée.

10. Alcool et stupéfiants

Il est formellement interdit d'accéder ou de séjourner en état d'ébriété sur le lieu de travail et d'introduire ou de distribuer des boissons alcoolisées ou autres produits stupéfiants, dont l'usage est interdit par la loi.

Seule la détention de vin, de bière, de cidre et de poiré est tolérée par le Code du Travail et uniquement en prévision d'une consommation au moment des repas ou de circonstances exceptionnelles, avec l'accord de l'autorité territoriale.

Les apéritifs et autres moments festifs, ne devront être qu'exceptionnels et autorisés par l'autorité territoriale. Une demande d'autorisation doit systématiquement être formulée. La quantité d'alcool devra être limitée et il devra obligatoirement être proposé des boissons sans alcool autre que l'eau et en quantité suffisante.

Un contrôle d'alcoolémie ou un test salivaire pourront être réalisés par l'autorité territoriale ou son représentant nommément désigné, pendant le temps de service.

Si l'agent refuse le contrôle, il y aura présomption d'état d'ébriété et il pourrait s'exposer à une sanction pour refus de dépistage.

Si le résultat du contrôle ou du test s'avère négatif, l'autorité évaluera les capacités de l'agent à pouvoir occuper son poste en sécurité.

Si le résultat est positif, l'agent pourra demander une contre-expertise.

11. Tabac, cigarette électronique et vapotage

Il est interdit de fumer dans l'ensemble des lieux publics, notamment :

- Les locaux recevant du public,
- Les locaux communs (vestiaires, bureaux, accueil, salles de réunions, etc.),
- Les locaux contenant des substances et préparations dangereuses (carburants, peintures, colles, solvants, produits phytosanitaires, produits d'entretien, etc.).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Il est par ailleurs interdit de vapoter dans les lieux de travail fermés et couverts à usage collectif.

Les véhicules utilisés dans le cadre du travail sont concernés par ces interdictions.

12. Les visites médicales

Les membres du personnel sont tenus de se présenter aux visites médicales d'embauche (auprès du médecin du travail pour les agents de droit privé et auprès d'un médecin agrée pour les fonctionnaires) ainsi qu'à un examen médical périodique au minimum tous les deux ans auprès du médecin de prévention.

Le médecin de prévention exerce une surveillance médicale renforcée à l'égard de certaines personnes.

En raison du caractère obligatoire des visites, les agents qui ne s'y présenteraient pas, sauf motif légitime, pourraient être exposés à une sanction disciplinaire.

13. Les accidents de services et maladies professionnelles

Tout agent victime d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle, doit en avertir dans les meilleurs délais son supérieur hiérarchique ou l'autorité territoriale.

Il est reconnu une présomption d'imputabilité au service d'un accident survenu dans le temps et le lieu du service, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions ou d'une activité qui en constitue le prolongement normal.

Il est également reconnu une présomption d'imputabilité au service *de « toute maladie désignée par les tableaux de maladies professionnelles mentionnées aux articles L. 461-1 et suivants du code de la sécurité sociale et contractée dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice par le fonctionnaire de ses fonctions dans les conditions mentionnées à ce tableau »*.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-42-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Entrée en vigueur et modification du présent règlement intérieur

A. Entrée en vigueur du présent règlement intérieur

Après saisine du comité social territorial en date, le présent règlement intérieur a été adopté par délibération du Conseil communautaire en date du **17 septembre 2025.**

Ce règlement intérieur entre en vigueur le **1er octobre 2025.**

Un exemplaire du présent règlement intérieur a été remis à chaque agent, il a été affiché sur le panneau d'affichage de la salle de repos des agents de la Communauté de communes de l'Orée de la Bire et il est disponible dans chaque service. Un exemplaire sera remis à chaque nouvel agent.

B. Modification du présent règlement intérieur

Toute modification du présent règlement intérieur sera soumise à l'avis préalable du comité social territorial.

Toute modification sera portée à la connaissance des agents.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 43-2025
Objet : **Mise en place d'un cadre réglementaire pour les astreintes et les permanences**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

Vu la saisine du Comité Social Territorial,

Vu la note explicative de synthèse,

Vu le projet de règlement des astreintes et des permanences des agents de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie annexé à la présente délibération

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Considérant qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail,

Considérant que la permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié.

Considérant que les agents des collectivités territoriales bénéficient d'une indemnité ou, à défaut, d'un repos compensateur lorsqu'ils sont appelés à participer à une période d'astreinte, avec ou sans intervention, et/ou de permanence.

Considérant les besoins de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, il y a lieu d'instaurer le régime des astreintes et des permanences, ainsi que les indemnités qui s'y rattachent,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Instaure le régime des astreintes et des permanences tel que présenté dans le règlement annexé pour les agents de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.

Article 2 : Accepte que les périodes pourront être effectuées par des agents titulaires ou non titulaires.

Article 3 : Dit que les primes et indemnités feront l'objet d'un ajustement automatique dès lors que les montants ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 4 : Charge Monsieur le Président de rémunérer ou compenser le cas échéant et à défaut les périodes définies conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Dit que les crédits nécessaires correspondants sont inscrits au budget de l'exercice en cours et le seront pour les suivants.

Article 6 : Autorise Monsieur le Président à prendre et à signer tout acte y afférent.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

Règlement des astreintes et des permanences des agents de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

Textes de référence

- Code Général de la Fonction Publique,
- Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,
- Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,
- Décret n° 2003-545 du 18 juin 2003 relatif à l'indemnité de permanence attribuée à certains agents du ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer,
- Décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,
- Décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du Développement Durable et du Logement,
- Arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du Développement durable et du Logement,
- Arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du Développement Durable et du Logement,
- Arrêté du 14 avril 2015 fixant les taux de l'indemnité de permanence aux ministères chargés du Développement Durable et du Logement,
- Arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

I. Définitions

1. L'astreinte

L'astreinte s'entend, conformément à l'article 2 du Décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale, « comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration […] ».

Remarques préliminaires sur la définition de l'astreinte :

- En période d'astreinte, dans l'attente d'une demande d'intervention éventuelle, l'agent peut donc vaquer librement à des occupations personnelles. Par ailleurs, cette période ne constitue pas du télétravail au sens du décret du 11 février 2016 régissant cette forme d'organisation du travail dans la fonction publique (article 2 du décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature) ;

- Pour qu'il y ait astreinte, celle-ci ne doit pas être réalisée sur le lieu de travail, elle doit se dérouler dans l'environnement de la vie privée des agents concernés afin qu'ils puissent, pendant ce temps, vaquer à leurs occupations personnelles ;

- Durant la période d'astreinte, parce que l'agent n'est pas à la disposition permanente et immédiate de l'employeur et qu'il peut vaquer librement à ses occupations personnelles, le temps d'astreinte n'est pas du temps de travail effectif mais l'intervention pendant une période d'astreinte est considérée comme un temps de travail effectif (y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour).

2. La permanence

La permanence correspond, conformément à l'article 2 du décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 précité, « à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié ».

Remarques préliminaires sur la définition de la permanence **:**

- En période de permanence, l'agent ne peut pas vaquer librement à des occupations personnelles ;
- Pour qu'il y ait permanence, celle-ci doit être réalisée sur le lieu de travail ou sur un lieu précis, et ne peut se dérouler dans l'environnement de la vie privée des agents concernés ;
- Durant la permanence, parce que l'agent ne peut vaquer librement à des occupations personnelles, et qu'il est à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, le temps de travail est considéré comme du temps de travail effectif.

Les astreintes, tout comme les permanences, doivent dès lors se concilier avec les règles relatives au temps de travail, et en particulier avec les règles relatives aux garanties minimales du temps de travail prévues par l'article 3 du Décret du 25 août 2000.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

II. L'astreinte

L'article 2 du décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 précité définit l'astreinte comme « une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration ».
Ce même article précise que la durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

L'article 2 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature (et applicable à la fonction publique territoriale) précise que « la durée du travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles ».

1. Les agents concernés

Tous les agents publics sont concernés par le dispositif de l'astreinte, quels que soient leur filière, leur statut :
- Fonctionnaires titulaires,
- Fonctionnaires stagiaires,
- Agents contractuels de droit public.

Les agents placés en congés de maladie ou en ASA ne peuvent pas effectuer d'astreintes**.**

2. Les différentes catégories d'astreintes de la filière technique

a. L'astreinte d'exploitation

Cette astreinte concerne la situation des agents tenus, pour des raisons de nécessités de service, de demeurer à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir dans le cadre d'activités particulières.
Les agents doivent être en mesure d'intervenir pour mener des actions préventives ou curatives sur les infrastructures (surveillance par exemple).

Cette astreinte concerne tous les agents de la filière technique.

b. L'astreinte de sécurité

Cette astreinte concerne les agents amenés à intervenir lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent.

Cette astreinte concerne tous les agents de la filière technique.

c. L'astreinte de décision

Cette astreinte concerne la situation du personnel d'encadrement pouvant être joint directement par l'autorité territoriale aux fins de s'assurer le concours des services en cas d'évènements imprévus se produisant en dehors des heures normales d'activité du service.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

3. Les modalités d'indemnisation ou de compensation des astreintes

Il convient de distinguer la filière technique des autres filières.

a. La filière technique

Il convient de distinguer entre :
- L'indemnité d'astreinte qui rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé ;
- La rémunération de l'intervention pendant la période d'astreinte.

Les montants de l'indemnité d'astreinte d'exploitation et de l'indemnité d'astreinte de sécurité sont majorés de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de quinze jours francs avant le début de cette période.

➢ L'intervention durant une astreinte de la filière technique

L'intervention correspond à un travail effectif, y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail, accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

RAPPEL : l'indemnité d'astreinte rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé mais ne concerne pas l'éventuelle intervention pendant la période d'astreinte.
Ainsi, la rémunération de l'intervention peut prendre deux formes :
- Une indemnisation ;
- Un repos compensateur.

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

Il convient de distinguer :
- Les agents qui sont éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ;
- Les agents qui ne sont pas éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Pour les agents éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), les interventions peuvent donner lieu au versement :
- d'IHTS,
- ou être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures d'intervention éventuellement majorées sur décision de l'organe délibérant selon les taux applicables aux IHTS.

S'agissant des agents non éligibles aux IHTS, le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 et un arrêté du même jour fixent les modalités de rémunération des interventions effectuées sous astreinte, et créent une indemnité d'intervention pendant les périodes d'astreinte. Ce décret fixe également les modalités de repos compensateur qui est égal au temps de travail effectif majoré.

b. Les autres filières

Il importe de distinguer entre :
- L'indemnité d'astreinte qui rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé ;
- La rémunération de l'intervention pendant la période d'astreinte.

Les montants de l'indemnité d'astreinte des autres filières
Concernant toutes les filières (à l'exception de la filière technique), les astreintes peuvent donner lieu :
- À indemnisation ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- Ou à l'attribution d'un repos compensateur.

La rémunération et la compensation en temps sont exclusives l'une de l'autre.

Les montants de l'indemnité sont augmentés de 50 % si l'agent est prévenu moins de 15 jours avant la date de réalisation de l'astreinte.

III. Les permanences

1. La définition de la permanence

L'article 2 du décret n° 2005-542 définit la permanence comme « l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié ».
Le temps de travail de la permanence est considéré comme du temps de travail effectif.
Elle donne lieu soit au versement d'une indemnité de permanence, soit à défaut au bénéfice d'un repos compensateur.

2. Les agents concernés

Tous les agents publics sont concernés par le dispositif de la permanence, quels que soient la filière, leur statut :
- Fonctionnaires titulaires ;
- Fonctionnaires stagiaires ;
- Contractuels de droit public.
-

Les agents contractuels de droit privé font l'objet d'une réglementation spécifique.
Les agents placés en congés de maladie ou en ASA ne peuvent pas effectuer de permanences.

L'indemnité de permanence ne peut pas être cumulée avec les IHTS (article 9 alinéa 3 du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002).

3. Les modalités de compensation ou d'indemnisation de la permanence

Il convient de distinguer :
- L'indemnité de la filière technique ;
- L'indemnité des autres filières, y compris la filière police municipale et les sapeurs-pompiers professionnels.

IV. Application pour les agents de la CCOB

1. Les astreintes

Les astreintes **des agents de la filière technique** sont mises en place notamment pour assurer une éventuelle intervention pour :
- Le suivi et la maintenance des équipements publics,
- Les manifestations de la Communauté de communes.

Les emplois concernés sont :
- **Tous les cadres d'emplois de la filière technique**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les agents de toutes filières, hors filière technique, pourront bénéficier d'astreinte pour :
- L'assistance aux élus pour la prise de décision,
- L'assistance aux services techniques pour les prises de décision,
- Les manifestions de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,
- La modération et l'actualisation des réseaux sociaux de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et le site internet, notamment,
- L'assistance aux utilisateurs en matière d'informatique.

Les services et agents concernés sont :
- La direction générale,
- Le service communication,
- Le service informatique.

Dans le cadre des astreintes, la Communauté de communes de l'Orée de la Brie versera aux agents concernés l'indemnité fixée par les textes réglementaires pour la durée considérée ou un repos compensateur au choix de l'agent.

➢ **La mise en place des interventions**

Une intervention correspond à un travail effectif accompli par un agent pendant une période d'astreinte. La durée du déplacement aller-retour sur le lieu de travail est comprise dans la notion de travail effectif.
Ce temps de travail effectif accompli lors d'une intervention est rémunéré en sus de l'indemnité d'astreinte.

Une même heure d'intervention effectuée sous astreinte ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et au versement de l'indemnité d'intervention.

- **Agents de la filière technique**

Pour la filière technique, le Décret n° 2015-415 admet à la fois l'indemnisation des astreintes et la compensation ou la rémunération des interventions pour les agents non éligibles aux IHTS.
Au sein de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, cela ne concerne aucun agent à la date de rédaction du présent règlement mais pourrait s'appliquer dans l'avenir pour des cadres A de la filière technique en cas de recrutement. Il convient donc de le prévoir dès à présent.

Le montant de l'intervention est fixé par les arrêtés visés en première page du document. Les montants suivront les revalorisations des indemnités fixées lesdits arrêtés.

- **Agents des autres filières**

Pour toutes les filières (hors filière technique), les périodes d'intervention sont rémunérées ou font l'objet d'un repos compensateur, au choix de l'agent, par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures de travail effectif majoré.

2. Mise en place des périodes de permanence pour les agents de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

Dans le cadre d'une obligation de permanence, la Communauté de communes de l'Orée de la Brie verse à l'agent une indemnité ou à défaut un repos compensateur (au choix de l'agent).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

L'indemnité de permanence ne peut être cumulée avec l'indemnité d'astreinte et d'intervention.

Pour la filière technique, le montant des indemnités est majoré de 50 % quand l'agent est prévenu de sa permanence moins de 15 jours francs avant le début de cette période.

Pour les autres filières, si l'agent ne souhaite pas être indemnisé mais préfère bénéficier d'un repos compensateur, alors la période de permanence sera compensée par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%.

Les permanences sont mises en place pour :
- Assistance aux élus,
- Manifestations de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,
- Couverture médiatique.

Les emplois concernés sont :
- Directrice Générale des Services,
- Responsable des services techniques,
- Responsable du service communication.

3. La rémunération et la compensation

Les obligations d'astreinte et de permanence des agents sont déterminées par référence aux modalités et taux applicables aux services de l'Etat, suivant les règles et dans les conditions fixées par les textes

A. Filière technique

a. Astreinte

	Astreinte d'exploitation Arrêté du 14/04/2015	**Astreinte de sécurité** Arrêté du 14/04/2015	**Astreinte de décision** Arrêté du 14/04/2015
Semaine complète	159,20 €	149,48 €	121,00 €
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	116,20 €	109,28 €	76,00 €
Nuit entre le lundi et le samedi, inférieure à 10 heures	8,60 €	8,08 €	10,00 €
Nuit entre le lundi et le samedi, supérieure à 10 heures	10,75 €	10,05 €	10,00 €
Samedi ou journée de récupération	37,40 €	34,85 €	25,00 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €	43,38 €	34,85 €

La réglementation concernant la filière technique ne prévoit pas les conditions dans lesquelles les périodes d'astreinte qui ne sont pas indemnisées peuvent donner lieu à une compensation en temps.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les interventions effectuées à l'occasion d'une période d'astreinte peuvent donner lieu au versement d'une indemnité ou à un repos compensateur.

Période d'intervention	Indemnité horaire (arrêté du 14/04/2015)	Repos compensateur en % du temps d'intervention (arrêté du 14/04/2015)
Nuit	22 €	150 %
Samedi	22 €	125 %
Dimanche et jour férié	22 €	200 %
Jour de semaine	16 €	

Une même heure d'intervention effectuée sous astreinte ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et au versement de l'indemnité d'intervention.

Les agents éligibles aux IHTS ne peuvent bénéficier ni de l'indemnité d'intervention, ni du repos compensateur spécifique institué par l'arrêté du 14 avril 2015.

b. Permanence

Période d'intervention	Indemnité de permanence
Semaine complète	477,60 €
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	348,60 €
Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10 heures	25,80 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	32,25 €
Samedi ou sur journée de récupération	112,20 €
Dimanche ou jour férié	139,65 €

Ces montants peuvent être majorés de 50 %, lorsque l'agent est prévenu de sa permanence pour une période donnée, moins de 15 jours avant le début de cette période.

La permanence n'a lieu que les samedis, dimanches et jours fériés.

B. Autres filières

a. Astreinte

	Indemnité astreinte Arrêté du 03/11/2015	Ou repos compensateur d'astreinte Arrêté du 03/11/2015
1 semaine complète	149,48 €	1 journée et demie
Du vendredi soir au lundi matin	109,28 €	1 journée
Du lundi matin au vendredi soir	45 €	½ journée
Un samedi	34,85 €	½ journée
Un dimanche ou un jour férié	43,38 €	½ journée
1 nuit de semaine	10,05 €	2 heures

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les montants sont augmentés de 50 % si l'agent est prévenu moins de quinze jours avant la date de réalisation de l'astreinte.

Le repos compensateur est majoré par l'application d'un coefficient de 1,5 si l'agent est prévenu moins de quinze jours avant la date de réalisation de l'astreinte.

Indemnité d'intervention (arrêté du 03/11/2015)		**Ou repos compensateur d'intervention (arrêté 3/11/2015)**	
Entre 18 heures et 22 heures	16 € / heure	**Nombre d'heures de travail effectuées**	Majoration de 10 %
Entre 7 heures et 22 heures le samedi	20 € / heure	**Nombre d'heures de travail effectuées**	Majoration de 10 %
Entre 22 heures et 7 heures	24 € / heure	**Nombre d'heures de travail effectuées**	Majoration de 25 %
Dimanche et jour férié	32 € / heure	**Nombre d'heures de travail effectuées**	Majoration de 25 %

Le repos compensateur d'astreinte et le repos compensateur d'intervention sont cumulables.

b. Permanence

Permanence	**Autre personnel toutes filières**	
	Journée	**Demi-journée**
Samedi	45 €	22,5 €
Dimanche et jour férié	76 €	38 €

La compensation en temps d'une indemnité de permanence est équivalente au nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-43-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Tableau des astreintes

SERVICES CONCERNES	MISSIONS	PERIODE	POSTES CONCERNES	TYPES ASTREINTE	MODE DE COMPENSATION
Services techniques	Problèmes de voirie et/ou de bâtiment	Toute l'année, en dehors des horaires d'ouverture des services techniques, en fonction des besoins	1 ou 2 agents de la filière technique	Décision Exploitation Sécurité	Rémunération (sauf logement pour nécessité absolue de service) ou récupération
	Surveillance du domaine public	Toute l'année en dehors des horaires d'ouverture des services techniques, en fonction des besoins		Décision Exploitation Sécurité	Rémunération ou récupération
	Manifestations	Lors des manifestations	1 ou 2 agents de la filière technique	Décision Exploitation Sécurité	Rémunération ou récupération
Tous services	Manifestations Aide à la décision L'assistance aux services techniques pour les prises de décision	En dehors des horaires d'ouverture des services, durant la période du plan Grand Froid (décembre à février)	1 DGS	Décision Sécurité Continuité Exploitation	Rémunération ou récupération
Direction des Systèmes informatiques	Assistance aux utilisateurs	Toute l'année, le samedi	1 agent du service	Exploitation Continuité	Rémunération ou récupération
Service Communication	Modération et actualisation des réseaux sociaux de la ville, du site internet	Toute l'année, le weekend	1 agent du service	Exploitation Continuité	Rémunération ou récupération

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-44-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 44-2025
Objet : Répartition du prélèvement pour le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et ses communes membres

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2336-3 et L 2336-5,

Vu la loi de finances pour l'année 2012 n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 et notamment son article 144,

Vu la note de synthèse explicative,

Considérant que le territoire de l'Orée de la Brie doit alimenter l'enveloppe nationale du FPIC,

Considérant que les services préfectoraux ont transmis, le 17 juillet 2025, la répartition du FPIC pour l'année 2025, entre la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et ses communes membres qui s'opère de la manière suivante :

- Part Communauté de communes de l'Orée de la Brie 514 685 €
- Part communes membres : 966 377 €

Dont :

- BRIE-COMTE-ROBERT : 662 322 €
- CHEVRY-COSSIGNY : 120 240 €
- SERVON : 119 255 €
- VARENNES-JARCY : 64 560 €

Soit un prélèvement total au titre du FPIC de 1 481 062 €.

Considérant l'existence de dispositifs dérogatoires permettant de s'exonérer des dispositions de droit commun,

Considérant que dès lors que le mode de répartition entre l'EPCI et ses communes membres est issu du dispositif dérogatoire libre, il doit être fixé dans les deux mois suivant la notification du prélèvement,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-44-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Suite de la délibération N° 44-2025

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Décide la mise en œuvre de Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales, au niveau de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et de ses quatre communes membres, en utilisant le dispositif de répartition « dérogatoire libre ».

Article 2 : Décide la prise en charge par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie de la contribution au FPIC de l'ensemble intercommunal au titre de l'année 2025 de la manière suivante :

CCOB	514 685 €
Brie-Comte-Robert	154 295 €
Chevry-Cossigny	27 782 €
Servon	32 219 €
Varennes-Jarcy	22 368 €
TOTAL	**751 349 €**

Article 3 : Dit que les communes membres prendront en charge la contribution au FPIC à hauteur des sommes résultant de la différence entre le montant pris en charge par la Communauté de communes et les montants de prélèvement notifiés, soit :

Brie-Comte-Robert	508 027 €
Chevry-Cossigny	92 458 €
Servon	87 036 €
Varennes-Jarcy	42 192 €

Article 4 : Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025.

Article 5 : Autorise Monsieur le Président à signer ledit acte ainsi que tout document s'y rapportant.

Article 6 : Dit que la présente délibération sera notifiée aux communes membres.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-44-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Fiche d'information FPIC 2025 (Métropole + DOM) : données nécessaires au calcul de la répartition de droit commun et au calcul des répartitions dérogatoires du FPIC

Exercice	2025

Département	77

Ensemble Intercommunal :	247700644	CC OREE DE LA BRIE

Données de référence

PFIA/hab moyen	749,40	PFIA/hab moyen DOM	528,55
Rev/hab moyen France	17 766,40	EFA moyen France	1,102351
Rev/hab moyen Métropole	17 918,77	Rang du dernier éligible Métropole	745
Rev/hab moyen DOM	12 488,09	Rang du dernier éligible DOM	10

Données relatives à l'ensemble intercommunal (EI)

Population INSEE	29 221
Population DGF	29 492
Population DGF pondérée	39 107
PFIA	41 412 340
PFIA par habitant de l'EI	1 058,95
Potentiel fiscal/hab moyen des communes de l'EI	1 383,42
Potentiel financier/hab moyen des communes de l'EI	1 414,94
Revenu/hab moyen de l'EI	19 583,60
Effort fiscal agrégé (EFA)	1,002792
Indice synthétique de prélèvement de l'EI	0,453123
Indice synthétique de reversement de l'EI	0,872467
Rang de l'EI	1 147
CIF	0,298494

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-44-2025_DeI-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fiche d'information FPIC 2025 (Métropole + DOM) : données nécessaires au calcul de la répartition de droit commun et au calcul des répartitions dérogatoires du FPIC

Exercice	2025			Département	77
Ensemble intercommunal :		247700644	CC OREE DE LA BRIE		

Données relatives aux communes membres de l'EPCI

			Données pour répartion alternative du FPIC							
Code INSEE	Nom communes	Population DGF	Potentiel financier par habitant	Potentiel fiscal par habitant	Revenu par habitant de la commune	Prélèvement FSRIF 2024	Rang DSU 2024	Rang DSR 2024	Montant dérogatoire maximal du prélèvement à la majorité des 2/3 (limite +30%)	Montant dérogatoire minimal du reversement à la majorité des 2/3 (limite -30%)
77053	BRIE-COMTE-ROBERT	19 473	1 366,07	1 321,02	17 031,42		651	33 084	-861 019	0
77114	CHEVRY-COSSIGNY	4 077	1 184,53	1 171,82	23 098,37			26 881	-156 312	0
77450	SERVON	3 489	1 774,82	1 774,66	23 498,09	34 921		32 880	-155 032	0
91631	VARENNES-JARCY	2 453	1 673,95	1 673,95	28 364,99	37 676		32 950	-83 928	0
TOTAL		**29 492**				**72 597**				

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-44-2025_DeI-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Fiche d'information FPIC 2025 (Métropole + DOM) : répartition de droit commun du FPIC au sein de l'ensemble intercommunal (entre l'EPCI et ses communes membres)

Exercice	2025

Département	77

Ensemble intercommunal:	247700644	CC OREE DE LA BRIE

Jean CALICETTE, Président

C. DE C. DE L'ORÉE DE LA BRIE 77170

Répartition FPIC au niveau de l'ensemble intercommunal (EI)

Montant prélevé Ensemble intercommunal	-1 481 062
Montant reversé Ensemble intercommunal	0
Solde FPIC Ensemble intercommunal	-1 481 062

Cet Ensemble intercommunal est : contributeur net

Répartition du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres

	Prélèvement				Reversement				Solde FPIC	
	Montant de droit commun	Montant maximal de prélèvement part epci (+30%) (au 2/3)	Montant minimal de prélèvement part epci (-30%) (au 2/3)	Montant définitif	Montant de droit commun	Montant maximal de reversement part epci (+30%) (au 2/3)	Montant minimal de reversement part epci (-30%) (au 2/3)	Montant définitif	Montant de droit commun	Montant définitif
Part EPCI	-514 685	-669 091	-360 280	751349	0	0	0		-514 685	751349
Part communes membres	-966 377	-811 972	-1 120 783	729713	0	0	0		-966 377	729713
TOTAL	-1 481 062	-1 481 062	-1 481 062	1481062	0	0	0		-1 481 062	1481062

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-44-2025_DeI-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Répartition du FPIC entre communes membres

		Répartition du FPIC entre Communes membres						
Code INSEE	Nom communes	Montant prélevé de droit commun	Montant prélevé définitif		Montant reversé de droit commun	Montant reversé définitif	Solde de droit commun	Solde définitif
77053	BRIE-COMTE-ROBERT	-662 322	508077		0		-662 322	
77114	CHEVRY-COSSIGNY	-120 240	92 158		0		-120 240	
77450	SERVON	-119 255	87 036		0		-119 255	
91631	VARENNES-JARCY	-64 560	42 198		0		-64 560	
TOTAL		**-966 377**	729 713		**0**		**-966 377**	

C. DE C. DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Jean LAMOLETTE,
Président.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-44-2025_DEI-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 45-2025
Objet : Protocole transactionnel relatif à l'indemnisation liée à la hausse des coûts fluides 2023 dans le cadre de l'exploitation du centre aquatique L'Oréade

Vu les articles 2044 et suivants du Code Civil,

Vu l'article L.423-1 du Code des Relations entre le Public et l'Administration,

Vu l'Avis du Conseil d'Etat n° 405540 du 15 septembre 2022 relatif aux possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et aux conditions d'application de la théorie de l'imprévision,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et la compétence afférente à l'objet,

Vu l'intérêt communautaire relatif à la gestion et l'exploitation du centre aquatique L'Oréade,

Vu la délibération N° 23-2019 du 24 avril 2019 autorisant la signature du contrat de délégation de service public pour une durée de sept (7) ans à compter du 28 juin 2019,

Vu le contrat de délégation de service public précitée signé le 21 mai 2019,

Vu le projet de protocole transactionnel annexé,

Considérant que dans le cadre de l'exécution du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'Oréade, le délégataire, la société IXION, a dû faire face aux conséquences de la crise énergétique,

Considérant que des discussions ont été engagées depuis mai 2024 au niveau juridique et financier entre le délégataire et la Communauté de communes de l'Orée de la Brie qui a retraité l'ensemble des données produites par le délégataire et fait prévaloir le principe de l'exploitation aux risques et périls à l'égard de la part de risque restant à la charge du délégataire en cas de situation imprévisible,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Considérant que les négociations transactionnelles ont permis de contenir les conséquences pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie de l'augmentation des coûts de l'énergie sur l'année 2023 et de parvenir un accord,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve les termes du protocole d'accord transactionnel ayant pour objet l'indemnisation définitive du délégataire, la société IXION, au titre des surcoûts énergétiques pour l'année 2023.

Article 2 : Autorise Monsieur le Président à signer ledit protocole d'accord transactionnel.

Article 3 : Autorise l'inscription au budget du montant de l'indemnité transactionnelle fixée définitivement à la somme de soixante mille huit cent quatre euros hors taxe (60 804 € HT).

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. DE C. DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Protocole transactionnel relatif à l'indemnisation de la hausse des coûts des fluides pour l'année 2023 dans le cadre de l'exploitation du centre aquatique L'Oréade à Brie-Comte-Robert

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La communauté de communes L'Orée de la Brie, dont le siège est sis 1 rue Léonard de Vinci 77170 Brie-Comte-Robert, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean LAVIOLETTE, dûment habilité par délibération n° [●] du [●],

ci-après désignée « **la CCOB** »

ET

La société IXION, société à responsabilité limitée au capital de 1 500 euros, dont le siège est 4, avenue du Général DE GAULLE 77170 Brie-Comte-Robert, enregistrée au RCS de Melun sous le numéro 848 141 511, représentée par Madame Valérie DE ROCHECHOUART en sa qualité de gérante,

ci-après désignée « la **société IXION** »

la CCOB et la société IXION étant ci-après dénommées, individuellement une « **Partie** », et collectivement les « **Parties** ».

PROJET VERSION CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

EXPOSE PREALABLE

Les Parties ont conclu une convention de délégation de service public en date du 21 mai 2019 ayant pour objet l'exploitation du centre aquatique L'Oréade situé à Brie-Comte-Robert.

Ladite convention est conclue pour une durée de sept ans à compter de la mise à disposition de l'équipement, intervenue le 28 juin 2019 pour une durée de sept (7) ans.

Par courrier en date du 29 mai 2024, la société IXION, dédiée à l'exploitation du centre aquatique L'Oréade, a attiré l'attention de la CCOB sur la probabilité d'un écart conséquent entre ses résultats financiers et les prévisions figurant au contrat, en raison de l'inflation des coûts des énergies (électricité et gaz) résultant, d'une part, de la hausse des cours de celles-ci et, d'autre part, de l'augmentation des taxes et, d'autre part, de la hausse des taxes applicables.

Par courrier en date du 18 septembre 2024, la société IXION a fait état d'un impact de 218 000 € du coût des fluides pour l'année 2023, soit 142 450 € pour l'électricité et 75 817 € pour le gaz et a sollicité de la CCOB un accompagnement de 149 000 €, sur le fondement de la théorie de l'imprévision.

La société IXION fait notamment valoir :
- qu'un droit à indemnisation au titre de l'imprévision a été reconnu par la circulaire du Premier ministre n° 6338-SG du 30 mars 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières
- que, par l'avis n° 405540 du 15 septembre 2022 relatif aux possibilités de modification du prix ou des tarifs des contrats de la commande publique et aux conditions d'application de la théorie de l'imprévision, le Conseil d'État a rappelé notamment que le délégataire a droit, afin de lui permettre d'assurer la poursuite de l'exécution du contrat et la continuité du service public, à une indemnité d'imprévision visant à compenser les charges extracontractuelles qu'il a subies et afférentes à la période d'imprévision
- que la circulaire de la Première ministre n° 6374-SG du 29 septembre 2022 a également mentionné le droit du cocontractant à être indemnisé sur le fondement de la théorie de l'imprévision.

Par courrier en date du 15 octobre 2024, la CCOB a indiqué écarter, en l'état, la prise en charge du montant demandé, pour des motifs tirés notamment des consommations d'électricité et d'eau et de l'inapplicabilité de la théorie de l'imprévision.

Par courrier en date du 3 décembre 2024, la société IXION a répondu à ces arguments et maintenu sa demande.

Par courrier en date du 5 février 2025, la CCOB a évalué les surcoûts énergétiques 2023 (eau, électricité et gaz) à 98 286 € et a proposé de prendre en charge la moitié de cette somme, soit 49 143 €.

Par courrier en date du 16 avril 2025, la société IXION s'est dite favorable à cet accompagnement à hauteur de 50 % des charges en excluant toutefois l'eau de l'assiette de calcul, soit une demande d'accompagnement revue à hauteur de 60 804 €, soit (132 219 € pour l'électricité et – 10 610 € pour le gaz)/2.

Par mail en date du 26 mai 2025, la CCOB a fait connaître à la société IXION sa décision d'accéder à la dernière demande de celle-ci et de valider le principe d'une indemnisation à hauteur de 60 804 €.

PROJET VERSION CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Afin de formaliser cet accord, les Parties sont convenues de conclure le présent protocole (le « **Protocole** »).

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT.

Article 1 Objet du Protocole

Le Protocole a pour objet, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, rendues applicables par renvoi de l'article L. 423-1 du Code des relations entre le public et l'administration, de formaliser l'accord des Parties sur l'accompagnement de la hausse du coût des fluides supportée par la société IXION pour l'année 2023 dans le cadre de l'exécution de la convention de délégation de service public dont elle est titulaire.

Article 2 Concessions et engagements réciproques des Parties

2.1 Concessions et engagements de la Communauté de communes L'Orée de la Brie

En contrepartie de l'exécution du service nonobstant l'augmentation du coût des fluides, la CCOB s'engage à verser à la société IXION une indemnité dont le montant est égal à 60 804 € HT, 72 964,80 € TTC (l'« **Indemnité** »), dans les conditions fixées à l'article 5 du Protocole.

2.2 Concessions et engagements de la société IXION

La société IXION s'engage, en contrepartie des engagements pris par la CCOB à l'article 2.1 ci-dessus, à renoncer, irrévocablement et incontestablement, à exercer tout recours administratif ou contentieux à l'encontre de la CCOB relatif à la hausse du coût des fluides (gaz, électricité) dans le cadre de l'exécution de la convention de délégation de service public au titre de l'année 2023.

Article 3 TVA

L'analyse de la soumission à TVA ou non de l'Indemnité a conduit les Parties à conclure qu'elle est soumise à TVA, car constituant la contrepartie d'une prestation de services.

La Société IXION est redevable de la TVA auprès de l'administration fiscale.

Article 4 Effets du Protocole

Le présent Protocole vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil et vise à prévenir toute contestation à naître entre les Parties.

Si une ou plusieurs stipulations du Protocole sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Les Parties se rapprocheront pour remplacer dans les plus brefs délais la clause annulée par une stipulation valide qui réponde au plus près aux objectifs économiques et juridiques du Protocole.

PROJET VERSION CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Le fait pour une des Parties de ne pas se prévaloir à un moment donné d'une stipulation quelconque du Protocole ou de sa violation, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne peut être considéré comme valant renonciation par elle au bénéfice de cette stipulation ou de cette violation, et ne saurait être considéré comme une modification du Protocole.

Le Protocole n'emporte ni reconnaissance, par une Partie, de sa responsabilité, ni acquiescement de celle-ci aux positions ou prétentions de l'autre Partie.

Article 5 Paiement des sommes au titre du Protocole

L'Indemnité sera versée par la CCOB à la société IXION dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de l'entrée en vigueur du Protocole.

Toute somme exigible en vertu du Protocole qui n'aurait pas été versée à la date d'exigibilité portera intérêt au jour le jour de plein droit et sans qu'il soit besoin de mise en demeure, au taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir.

Article 6 Aléas administratifs et juridictionnels

Dès qu'une Partie a connaissance de l'existence d'une décision de retrait ou de l'introduction d'un recours administratif ou contentieux à l'encontre du Protocole ou de l'un de ses actes détachables, elle en informe dans les plus brefs délais l'autre Partie et lui notifie l'ensemble des pièces dont elle dispose.

Les Parties se rencontrent dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de réception de la notification visée ci-dessus et négocient de bonne foi un accord permettant d'atteindre, autant que possible, un résultat produisant des effets juridiques équivalents à ceux du Protocole, sans attendre, en cas de recours, que la CCOB ou le juge se soit prononcé sur, respectivement, le recours administratif ou le recours contentieux.

Les Parties reconnaissent que les engagements et concessions réciproques figurant à l'article 2 du Protocole sont déterminants pour leur consentement au Protocole et sont divisibles du reste du Protocole.

Article 7 Entrée en vigueur du Protocole - Formalités

Pour avoir été autorisé par l'assemblée délibérante de la CCOB, le présent Protocole entrera en vigueur à compter de sa signature électronique par les deux Parties et de sa transmission concomitante au contrôle de légalité.

Article 8 Confidentialité et non dénigrement

Le Protocole est confidentiel.

Il ne peut être communiqué par une Partie à quiconque sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie, à l'exception de toute communication imposée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, ou nécessaire pour assurer son exécution, notamment pour faire courir les délais de recours contentieux.

PROJET VERSION CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-45-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Chaque Partie s'engage à ne pas dénigrer l'action de l'autre lors de l'exécution du Protocole.

Article 9 Frais et dépens

Chaque Partie conserve à sa charge les frais et dépens exposés dans le cadre de la rédaction du Protocole.

Article 10 Règlement des différends

En cas de différends entre les Parties relatifs à l'interprétation et/ou à l'exécution du Protocole, la Partie la plus diligente peut saisir le tribunal administratif de Melun.

SIGNATURES

Fait à [●], le [●] 2025, en deux exemplaires originaux :

De convention expresse valant convention sur la preuve, les Parties sont convenues de signer électroniquement le Protocole, conformément aux dispositions des articles 1366 et suivants du Code civil, par l'intermédiaire du prestataire de service www.docusign.com.

L'exemplaire original du contrat signé électroniquement par les Parties satisfaisant à l'exigence d'une pluralité d'originaux conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code civil et chaque Partie disposant d'un exemplaire du contrat sur un support durable reçu du prestataire de service www.docusign.com.

Pour **la Communauté de communes L'Orée de la Brie**

Jean LAVIOLETTE
Président

Pour **la société IXION**

Valérie de ROCHECHOUART
Gérante

PROJET VERSION CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 46-2025
Objet : ZAC du Noyer aux Perdrix - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'année 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1523-2,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L300-5,

Vu la délibération N° 3-2011 du Conseil communautaire en date du 25 janvier 2011 approuvant le transfert de la convention publique d'aménagement du 03 juillet 2002 signée entre la commune de Servon et l'AFTRP à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la délibération N° 4-2011 du Conseil communautaire en date du 25 janvier 2011 portant approbation du dossier de réalisation de la ZAC du Noyer aux Perdrix située sur la commune de Servon,

Vu le décret ministériel du 05 août 2015 transformant l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne (AFTRP) en Grand Paris Aménagement,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que les documents produits par Grand Paris Aménagement retracent de façon sincère, les actions réalisées au cours de l'année 2024 et établissent un état actualisé des dépenses et recettes de l'opération,

Le Conseil communautaire,

Article unique : Pend acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale pour l'année 2024 annexé à la présente délibération, présenté par Grand Paris Aménagement dans le cadre de la réalisation de la ZAC du Noyer aux Perdrix sur la commune de Servon.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C. DE C. DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-462025_DelDE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Compte-rendu annuel à la collectivité locale

SERVON (Exercice 2024)

ZAC du Noyer aux Perdrix

Juin 2025

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Ce document s'inscrit dans la dynamique de la convention de concession d'aménagement et le respect des dispositions de l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme et de l'article L. 1523.2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il vise à vous donner toutes informations pour suivre et gérer l'évolution de ce projet.

Ce compte rendu d'activité 2024 permet d'établir :

- Un état d'avancement du projet au 31 décembre 2024,
- Un avancement des acquisitions et des cessions au 31 décembre 2024,
- Les perspectives opérationnelles pour l'année 2025.

Documents associés à cette note

1. Bilan prévisionnel actualisé comprenant :
   a. Etat des dépenses et des recettes arrêtées au 31 décembre 2024
   b. Estimation des recettes et des dépenses restant à réaliser

2. Tableau de programmation et de commercialisation au 31 décembre 2024

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

SOMMAIRE

1. Présentation de l'opération 5
1.1 Situation administrative et contractuelle 5
1.2 Rappel : les principaux enjeux 6
1.3 Le programme de la ZAC (dossier de réalisation) 6
1.4 L'équipe externe 6
2. Avancement de l'opération au 31 décembre 2024 7
2.1 Administratif et juridique (hors procédure d'expropriation) 7
2.2 Acquisitions foncières 7
2.3 Etudes et projet urbain 8
2.4 Commercialisation et projets de construction 8
2.5 Réalisation des travaux d'espaces publics et de préparation des terrains 9
3. Réalisation des dépenses au 31 décembre 2024 11
3.1 Acquisitions (A) : 7 694 K € de dépenses prévisionnelles (identique au CRACL 2023) 11
3.2 Etudes (B) : 620 K € de dépenses prévisionnelles (621 K € au CRACL 2023) 11
3.3 Travaux (C) : 10 131 K € de dépenses prévisionnelles (10 008 K € affichés au CRACL 2023) 11
3.4 Communication (D) : 83 K € de dépenses prévisionnelles (82 K € affichés au CRACL 2023) 12
3.6 Frais généraux externes et autres (I) : 163 K € de dépenses prévisionnelles (163 K € affichés au CRACL 2023) 12
3.7 Autres dépenses (L) : 3 754 K € de dépenses prévisionnelles (3 703 K € affichés au CRACL 2023) 13
3.3.1 Frais internes (L41) : 3 014 K € de dépenses prévisionnelles (2 963 K € affichés au CRACL 2023) 13
3.8 Conclusions 13
4. Réalisation des recettes au 31 décembre 2024 14
4.1 Cessions (B) : 25 841 K € de recettes prévisionnelles (25 841 K € affichés au CRACL 2023) 14
4.2 Participations constructeurs (D) : 307 K € de recettes prévisionnelles (307 K € affichés au CRACL 2023) 14
4.3 Produits divers (F) : 283 K € de recettes prévisionnelles (359 K € affichés au CRACL 2023) 14
4.4. Conclusions 14
5. Solde opérationnel au 31 décembre 2024 15
6. Situation financière 15

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

7. Planning : Prévisions 2025 et suivantes....15
7.1 Administratif et juridique (hors procédure d'expropriation)....15
7.2 Procédure et acquisitions foncières....15
7.3 Communication....15
7.4 Commercialisation et projets de construction....15
7.5 Réalisation des travaux d'espaces publics en 2025....15
8. Arbitrages et enjeux....16
9. Annexes....16

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

1. Présentation de l'opération

1.1 Situation administrative et contractuelle

13/06/2002	Délibération du Conseil Municipal de Servon désignant l'AFTRP en tant qu'aménageur de la ZAC et donnant autorisation à Monsieur le Maire de signer le traité de concession d'aménagement
03/07/2002	Signature de la convention publique d'aménagement
11/12/2003	Adhésion de la Commune de Servon à la Communauté de Commune de l'Orée de la Brie
05/04/2007	Délibération du Conseil Municipal de Servon approuvant le dossier de Création de la ZAC
13/12/2007	Délibération du Conseil Municipal de Servon donnant autorisation à Monsieur le Maire à signer l'avenant 1 à la convention publique d'aménagement
17/12/2007	Signature de l'avenant 1 au traité de concession d'aménagement : - modifiant le périmètre de l'opération - modifiant le programme initial : de 250 000 m² de terrains cessibles à vocation d'activités, de commerces et de logements sociaux, à 230 000 m² cessibles à vocation d'activités et de commerces.
20/10/2009	Délibération du Conseil Communautaire déclarant d'intérêt communautaire la ZAC du Noyer aux Perdrix
25/01/2011	Délibération du Conseil Communautaire approuvant le transfert du traité de concession d'aménagement à la Communauté de Commune de l'Orée de la Brie et autorisant Monsieur le Président à signer l'avenant 2 à la convention publique d'aménagement
25/01/2011	Délibération du Conseil Communautaire approuvant le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics
01/02/2011	Signature de l'avenant 2 à la convention publique d'aménagement modifiant la durée de l'opération, qui passe de 12 ans à 18 ans
22/06/2020	Signature de l'avenant 3 à la convention publique d'aménagement modifiant la durée de l'opération, qui passe de 18 ans à 20 ans
01/07/2022	Signature de l'avenant 4 à la convention publique d'aménagement modifiant la durée de l'opération, qui passe de 20 ans à 21 ans
30/06/2023	Signature de l'avenant 5 à la convention publique d'aménagement modifiant la durée de l'opération, qui passe de 21 ans à 23,5 ans
31/12/2025	Fin de la Convention Publique d'Aménagement

Pas de participation de la Communauté de Commune de l'Orée de la Brie, ni de la Ville.
Autre financeur éventuel : sans objet

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

1.2 Rappel : les principaux enjeux

Par son étendue et sa localisation en entrée de ville, à proximité immédiate de la Francilienne et en bordure de la RN 19, axe de circulation majeur (38 400 véhicules par jour selon l'étude Actis), la ZAC du Noyer aux Perdrix revêt une importance stratégique pour la commune. Ce projet constitue une opportunité de maîtriser la pression foncière et immobilière qui s'exerce sur ce territoire en développant un projet d'ensemble cohérent.

L'enjeu est d'articuler le développement économique autour de commerces et activités, dans le cadre d'un projet urbain qualifié en entrée de ville.

Les objectifs poursuivis sont :

- Renforcer le potentiel économique de la commune,
- Participer à la requalification de la « façade de la ville »,
- Favoriser les modes de déplacements doux,
- Intégrer le projet dans la structure urbaine existante,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable.

1.3 Le programme de la ZAC (dossier de réalisation)

Superficie : 36 hectares
Surface cessible : 146 300 m² SDP

Dont *à minima :*

Commerces	Activités
Environ 44 000 m² SDP	Environ 50 000 m² SDP

1.4 L'équipe externe

- Architecte Conseil : Rivière-Lettelier (depuis 2017)
- Paysagiste en chef : Artemise
- Bureau d'études techniques VRD : Urbatec / PCM Ingénierie
- AMO Développement durable : Les ENR
- Géomètre : ATGT
- Bureau d'études Pollution : ROCSOL - LETOURNEUR - RSK
- Notaire : Etude Castiglione Me Cagnard

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

2. Avancement de l'opération au 31 décembre 2024

Cette partie expose toutes les actions - procédures, commercialisation, conception et travaux - réalisés au cours de l'exercice 2024.

2.1 Administratif et juridique (hors procédure d'expropriation)

La signature de l'avenant 3 à la convention publique d'aménagement modifiant la durée de l'opération, qui passe de 18 ans à 20 ans, est intervenue le 22 juin 2020 pour une fin d'opération au 10 juillet 2022.

La signature de l'avenant 4 à la convention publique d'aménagement modifiant la durée de l'opération, qui passe de 20 ans à 21 ans, est intervenue le 1er juillet 2022 pour une fin d'opération au 10 juillet 2023.

La signature de l'avenant 5 à la convention publique d'aménagement modifiant la durée de l'opération, qui passe de 21 ans à 23,5 ans, est intervenue le 30 juin 2023 pour une fin d'opération au 31 décembre 2025.

L'objet de cet avenant était de permettre la résolution de la problématique du bassin avec la réalisation des travaux de reprise de ce dernier, afin de procéder à une remise en gestion et une rétrocession des espaces publics de la ZAC, dans les meilleures conditions pour les parties.

Au regard de l'avancement opérationnel et du planning prévisionnel pour les travaux de reprises du bassin et du giratoire, un avenant n°6 sera à établir pour fin 2025.

2.2 Acquisitions foncières

Aucune action n'a été conduite en 2024. La maîtrise foncière de la ZAC est achevée depuis 2015.

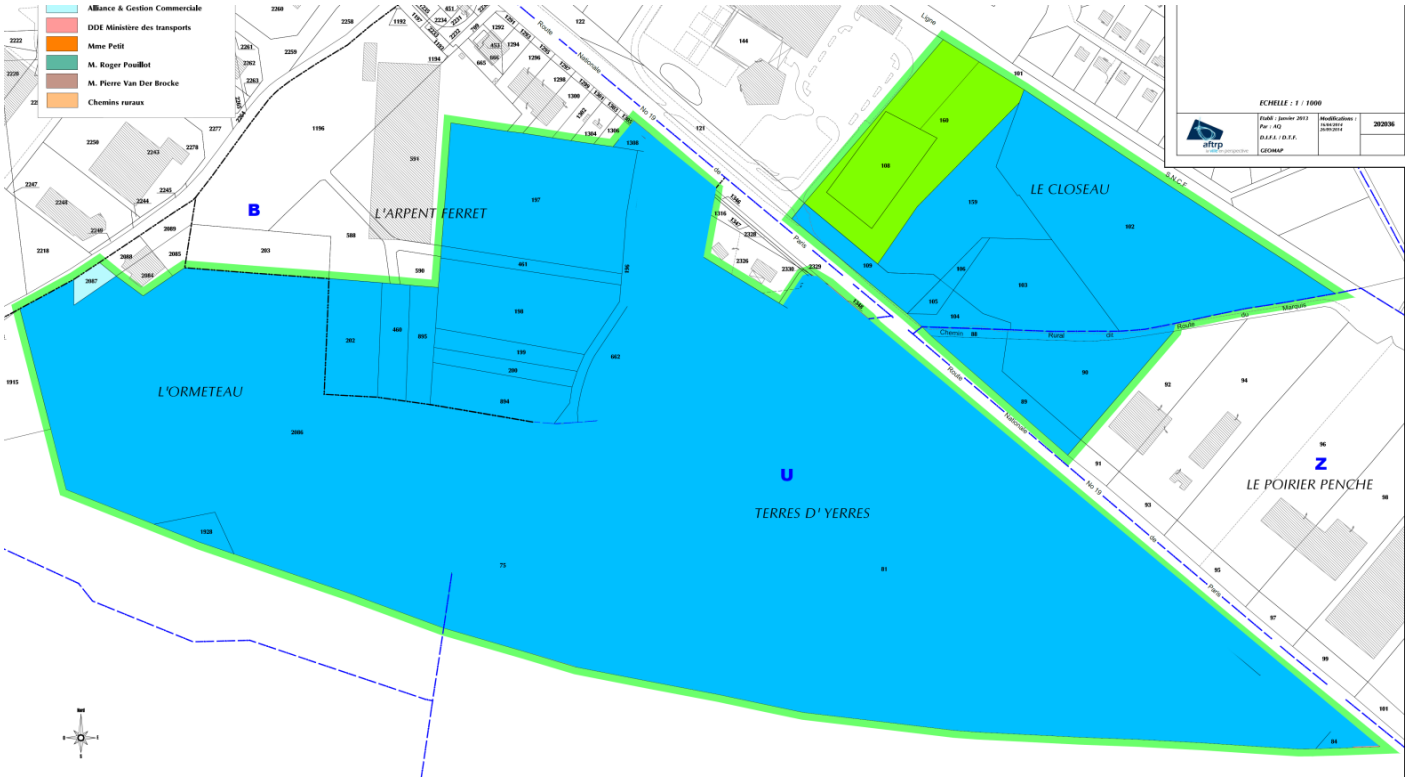


Fig. 1 - Plan du foncier de la ZAC

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

2.3 Etudes et projet urbain

A la suite de l'alerte portée par les collectivités sur le mauvais fonctionnement du bassin de rétention des eaux pluviales de la ZAC, des études ont été relancées à partir de fin 2021. Elles se sont poursuivies en 2022, 2023 et 2024, afin d'investiguer sur les raisons du dysfonctionnement.

Les études réalisées en 2022 ont permis de soulever deux problématiques :

- Les lots privés ne respectent pas les limitations de rejets de leurs eaux pluviales (0,4 l/seconde) ;
- La présence d'une nappe perchée ainsi que la mauvaise capacité d'infiltration du bassin et des noues sont à l'origine du dysfonctionnement.

L'année 2023 a été consacrée à la recherche de solutions techniques.

Les études ont permis de proposer plusieurs scénarios de reprises du bassin :

Actions	Accès	Contrainte	Coût * euros HT	Efficacité
Nettoyage noue	Manuel	Sans objet	Faible	Entretien normal
Sous-solage fond de bassin	Terrain sec	Portance, engins adaptés	Faible à Moyen	Nulle
Exutoire aval à plus de 1 km	Servitude - RD	Accord DIRIF et exploitant réseau	Très Elevée	Très élevée
Exutoire actuel	Existant	Rehausse surverse. Travail sur réseau existant	Elevé	A vérifier
Nouveaux puits d'infiltration	Chemin ZAC	Selon capacité infiltration / pas d'accord de la police de l'eau sur rejets des eaux dans la nappe	Moyen	Faible
Végétalisation	Manuel – A sec ou faible tranche d'eau	Niveau d'eau à maîtriser	Moyen	Faible à moyen, mais intérêt écologique

Les résultats finalisés des études ont permis de de valider les solutions techniques en 2024.

L'année 2024 a permis d'établir le dossier de reprises des travaux (PRO) et d'établir le Porté à Connaissance à l'attention de la DDT77/Police de l'eau, permettant de valider avec les services de l'Etat et les collectivités, les travaux à reprendre afin de se mettre en conformité technique et administrative et de permettre le bon fonctionnement du bassin de rétention.

Le Porté à connaissance a été déposé en date du 17/10/2024, pour une instruction qui devrait aboutir en 2025 et permettre le démarrage des travaux.

2.4 Commercialisation et projets de construction

2.4.1. Cessions réalisées en 2024

Aucune cession foncière n'a été réalisé en 2024, étant donné que les derniers terrains ont été cédés en 2020.

Le récapitulatif des terrains cédés est repris en annexe n°2 « Tableau de programmation et de commercialisation ».

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

2.4.2. Cessions restant à réaliser

Aucune cession n'est prévue ni à venir, tous les terrains ayant été cédés depuis 2020.

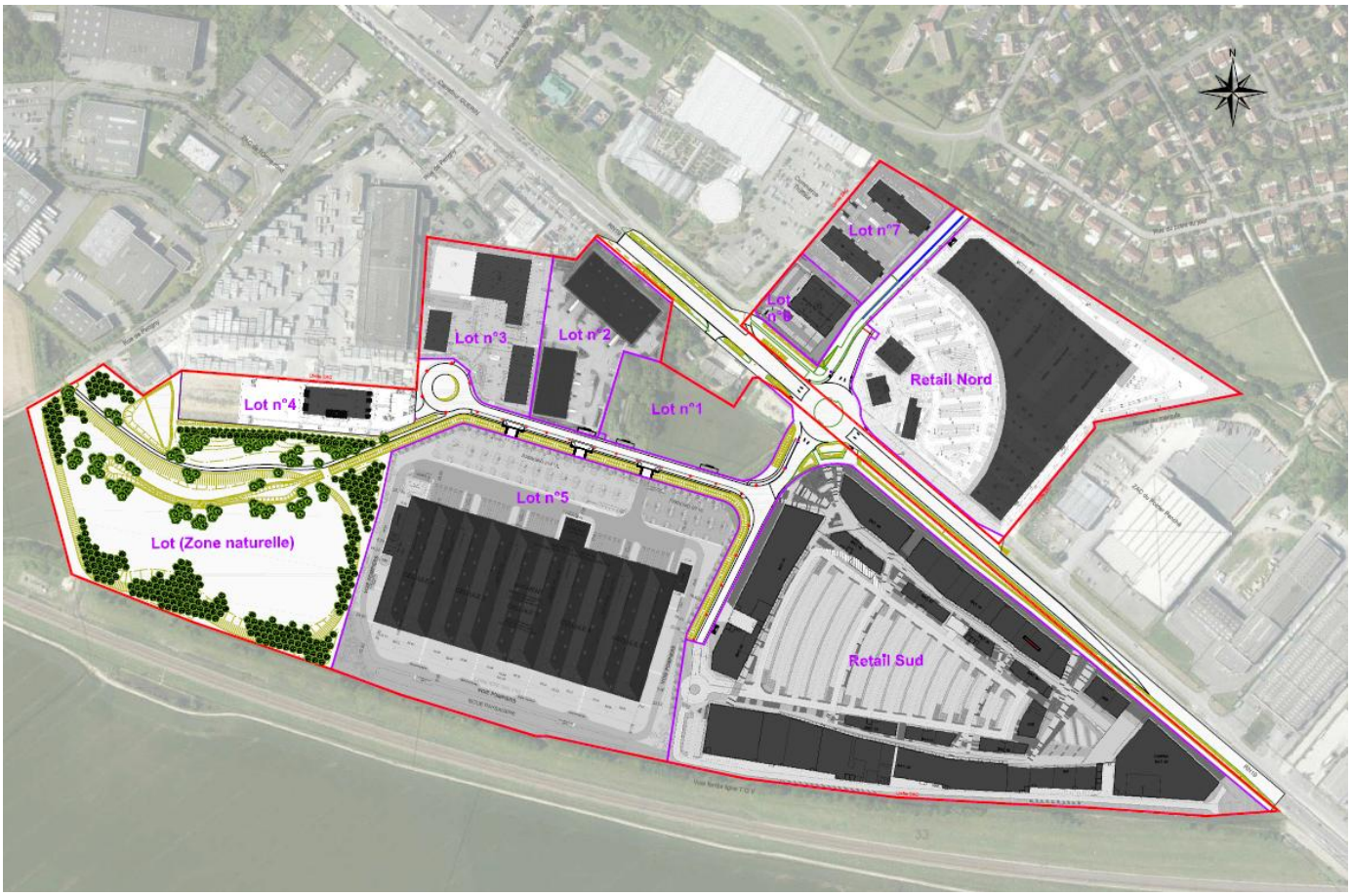


Fig. 2 - Plan de commercialisation de la ZAC

2.5 Réalisation des travaux d'espaces publics et de préparation des terrains

Pour mémoire :

- Les travaux de terrassement du bassin sud de la ZAC ont été achevés en octobre 2018. Enedis a mis en service les pompes de relevage en janvier 2019. La remise en gestion à la collectivité s'est effectuée en février/ mars 2019.

- Les travaux menés sur le Retail Sud ont entrainé à l'été 2019 une surcharge du réseau des eaux usées (EU), ce qui a eu pour conséquence de rendre hors service les pompes de relevage permettant d'écouler le surplus d'eau émanant de la rue du Noyer dans le réseau principal situé sous la RD. Grand Paris Aménagement a remplacé l'ensemble des pompes et a effectué un curage complet du réseau.

- Les infrastructures VRD de la ZAC ont été remises en gestion à la collectivité au T2 2018.

- Les opérations de réception des espaces verts de l'ensemble de la ZAC ont débuté au T3 2018. Les travaux d'espaces verts se sont poursuivis courant 2019. Leur finalisation a eu lieu au T4 2020 et ils ont été remis en gestion à la collectivité en juin 2021.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les travaux d'aménagement conduits en 2021 ont concerné :

- La reprise des dommages réalisés sur les espaces publics durant les travaux du Retail Sud. Ces travaux ont été inclus dans les travaux de finition de la ZAC réalisés en 2021 ;

- Grand Paris Aménagement a réalisé les travaux définitifs des voiries de la partie sud, avec la réalisation de la couche de roulement et la reprise des abords du Retail sud courant 2021.
  Ces travaux ont fait l'objet d'une remise en gestion auprès de la collectivité en 2022.

- Les travaux de finitions ont été réalisés en 2021, ils comprenaient en autre les modifications demandées par la DIRIF dans le cadre de la réception du giratoire datant du 8 novembre 2019. Pour mémoire, la réception de cet ouvrage a été réalisé auprès de la DIRIF le 8 novembre 2019, dans le cadre de l'IPMS, l'inspection Préalable à la mise en service, et l'ensemble des réserves liées au PV de réception a été levé en 2021. L'inspecteur général, avait demandé un compte-rendu des accidents sur le rond-point établi sur la base de la main courante de l'exploitant pour vérifier la potentialité accidentogène du rond-point pour des mesures correctives, compte-rendu qui n'a jamais été transmis. Il est précisé qu'un bilan à 6 mois devait être fait à partir de la mise en service du giratoire, aujourd'hui nous n'avons pas connaissance de la réalisation de ce bilan qui semble ne pas avoir été fait.
  Depuis 2020, GPA fait la demande à la DIRIF de la transmission du rapport d'accidentologie. Cette demande est restée sans réponse jusqu'en fin 2022.
  GPA a reçu en fin d'année 2022 un rapport d'audit de « Début d'exploitation » (intervenant plus de 3 années après la mise en service) qui a donné lieu à une liste de remarques :
    - Remarques préalablement levées lors des travaux de finition de la ZAC en juillet 2021 (hors remarques concernant des travaux à réaliser par les collectivités),
    - Ou remarques se rapportant à des modifications réalisées par la DIRIF elle-même (présence de GBA sur la chaussée et installées par la DIRIF),
    - Ou encore des remarques sur des modifications demandées par les collectivités mais restées sans retour ou avec un avis négatif de la part de la DIRIF (dangerosités des cheminements piétons et cycles (cf demande de feu tricolore)).

  A noter que l'ensemble des plans (AVP et Pro) présentant la géométrie du rond-point, a été transmis et validé par la DIRIF, en amont de la réalisation.

Les travaux restant à réaliser :

- Des travaux de reprises sont prévus en 2025, pour remédier aux dysfonctionnements du réseau EP et du bassin de la Zac, après validation de toutes les parties impliquées et des services de l'État à la suite de l'instruction d'un Porté à Connaissance déposé en octobre 2024.
- En 2024, la DIRIF a demandé la modification du giratoire de la RN 19 afin de passer de 3 à 2 anneaux. Cette demande a été validée par les collectivités et Grand Paris Aménagement. Les travaux de reprises seront réalisés en 2025 après validation de la DIRIF.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

3. Réalisation des dépenses au 31 décembre 2024

L'intégralité des montants suivants sont exprimés hors taxes.

Sont précisés pour chaque poste : le montant prévisionnel final des dépenses, le montant dépensé sur l'opération en date du 31 décembre 2024 et la partie consommée au cours de l'exercice 2024 (c'est-à-dire la différence entre le réalisé total et le réalisé 2023 présenté au CRACL précédent).

Le montant total des dépenses prévisionnelles s'élève à **22 550 K €** (dont 21 419 K € réglés à fin décembre 2024, et 114 K € au cours de l'exercice 2024). Ce montant est en hausse par rapport au dépenses prévisionnelles de 22 376 K € prévus au CRACL 2023 (+175 K €).

Ces dépenses sont détaillées ci-après :

3.1 Acquisitions (A) : 7 694 K € de dépenses prévisionnelles (identique au CRACL 2023)

dont 7 694 K € réalisés à fin 2024
Aucune dépense n'a été réalisée en 2024 sur ce poste.

Ce poste comprend :

- le montant des acquisitions foncières ;
- les indemnités d'éviction ;
- les frais annexes sur acquisition.

Les acquisitions foncières sont achevées.

3.2 Etudes (B) : 620 K € de dépenses prévisionnelles (621 K € au CRACL 2023)

dont 611 K € réalisés à fin 2024
dont 13 K € réalisés au cours de l'exercice 2024

Ce poste comprend :

- les études pré-opérationnelles ;
- les études opérationnelles ainsi que les honoraires de maîtrise d'œuvre urbaine, architecturale et paysagère et autres honoraires pour prestation d'études techniques (géomètre, études de sols…).

Il y a une évolution à la baisse (-1K €) sur ce poste par rapport au CRACL 2023, expliquée par une diminution du poste aléas d'études.

- 13 K € ont été dépensés en 2024, pour des frais d'étude liée à la problématique du bassin ;
- 16 K € ont été dépensés en 2023, pour des frais d'étude liée à la problématique du bassin ;
- 33 K € ont été dépensés en 2022, pour des frais de relevés topographiques.

3.3 Travaux (C) : 10 131 K € de dépenses prévisionnelles (10 008 K € affichés au CRACL 2023)

dont 9 076 K € réalisés à fin 2024
dont 52 K € réalisés au cours de l'exercice 2024

Ce poste comprend :

- les travaux de remise en état des sols ;
- les travaux d'aménagement et de constructions dont les infrastructures des concessionnaires ;

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- les frais d'actualisations et de révisions ;
- les honoraires techniques sur travaux ;
- les constructions et participations.

L'évolution de +123 K € par rapport au CRACL de 2023 correspond à :

- un ajustement de + 23 K € pour provision d'honoraires de maîtrise d'œuvre et d'un Bureau d'étude externe pour le contrôle extérieur à prévoir dans le cadre de la reprise du giratoire (demande de la DIRIF) ;
- un ajustement de l'actualisation des travaux de reprise du réseau EP et de provision pour la reprise du giratoire (+224 K €) ;
- un ajustement du montant des « aléas sur travaux » (-124 K €). Un montant d'aléas de 188 K € est donc conservé pour les travaux de reprise du giratoire et pour le bassin.

52 K € ont été dépensés en 2024 et sont détaillés ci-dessous :

- 52 k € en honoraires de maîtrise d'œuvre.

3.4 Communication (D) : 83 K € de dépenses prévisionnelles (82 K € affichés au CRACL 2023)

dont 82 K€ réalisés à fin 2024
dont 0 K € réalisés au cours de l'exercice 2024

Ce poste correspond au coût de la communication opérationnelle.

3.5 Gestion foncière et immobilière (E) : 103 K € de dépenses prévisionnelles (103 K € affichés au CRACL 2023)

dont 98 K € réalisés à fin 2024
dont 0 K € réalisé au cours de l'exercice 2024

Ce poste comprend :

- Les prestations de propreté et de nettoyage ;
- Les consommations d'eau, électricité, gaz ;
- Les frais de gardiennage éventuels.

3.6 Frais généraux externes et autres (I) : 163 K € de dépenses prévisionnelles (163 K € affichés au CRACL 2023)

dont 151 K € réalisés à fin 2024
dont 0 K € réalisé au cours de l'exercice 2024

Ce poste comprend :

- Les frais d'annonces et conseils juridiques (avocats, huissiers, …) ;
- Les frais de notaires, frais d'avocats, assurances ;
- Les frais de commercialisation ;
- Autres frais divers dont déplacements professionnels et réceptions ;
- Les impôts versés et taxes assimilées ;
- Les charges financières et exceptionnelles.

Pas de dépense réalisée en 2024.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

A noter, que des frais de conseils juridiques sont prévus en 2025, dans le cadre de la reprise du dossier du bassin de rétention des eaux pluviales, et notamment pour la relecture du Porté à connaissance.

3.7 Autres dépenses (L) : 3 754 K € de dépenses prévisionnelles (3 703 K € affichés au CRACL 2023)

3.3.1 Frais internes (L41) : 3 014 K € de dépenses prévisionnelles (2 963 K € affichés au CRACL 2023)

dont 2 965 K € réalisés à fin 2024
dont 48 K € réalisés au cours de l'exercice 2024

Le montant prévisionnel de la rémunération de Grand Paris Aménagement fait l'objet de réajustements annuels pour couvrir les frais internes de l'aménageur au regard du temps passé et de la durée de l'opération.

L'évolution de +51 K € par rapport au CRACL 2023 s'explique par un ajustement à la hausse des moyens mobilisés par l'établissement pour conduire son opération dû à l'allongement du délai contractuel du TCA jusqu'à décembre 2025 (cf. avenant 5).

3.3.2 Frais financiers (L401) : 740 K € de dépenses prévisionnelles (740 K € au CRACL 2023)

dont 740 K € réalisés à fin 2024
dont 0 K € réalisé au cours de l'exercice 2024

Les frais financiers sont évalués sur la base de l'échéancier prévisionnel des dépenses et des recettes de l'opération. La mise à jour du montant prévisionnel des frais financiers suivant les conditions du marché.

3.8 Conclusions

Le CRACL 2024 présente une légère diminution des dépenses à hauteur de +175 K € par rapport au CRACL de 2023 qui s'explique ainsi :

- -1 K € sur le poste Etudes ;
- +123 K € en « travaux d'infrastructures » et « honoraires techniques » ;
- +1 K € de communication ;
- +51 k € de frais internes liés au temps passé opérationnel.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

4. Réalisation des recettes au 31 décembre 2024

L'intégralité des montants suivants est exprimée en hors taxes.

Le montant total des recettes prévisionnelles de l'opération s'élève à **26 430 K €** (dont 26 326 K € réalisés au 31 décembre 2024 et 112 € au cours de l'exercice 2024).

Le total des recettes prévisionnelles est diminué de -76 K € par rapport au CRACL 2023.

La somme de 26 430 K € est répartie comme suit :

4.1 Cessions (B) : 25 841 K € de recettes prévisionnelles (25 841 K € affichés au CRACL 2023)

dont 25 841 K € réalisés à fin 2024
dont 0 K € réalisé au cours de l'exercice 2024

4.2 Participations constructeurs (D) : 307 K € de recettes prévisionnelles (307 K € affichés au CRACL 2023)

dont 202 K € réalisés à fin 2024
dont 0 K € réalisé au cours de l'exercice 2024

Ce poste correspond aux participations versées par les acquéreurs des lots 6 (Etamine) et 7 (Stone Hedge). Suite à une demande de l'opérateur, le lot 7 de la ZAC a été divisé en 2 lots distincts : 7a et 7b. Deux conventions de participations financières aux équipements de la ZAC sont ainsi signées.

Il n'y a pas d'évolution par rapport au CRACL de 2023.

Il est attendu en 2025 une recette de 104 K € correspondant au paiement de la convention financière du lot 7b, signée le 04/09/2023 (avenant réalisé en 2024 pour augmentation de surface).

4.3 Produits divers (F) : 283 K € de recettes prévisionnelles (359 K € affichés au CRACL 2023)

dont 283K € réalisés à fin 2024
dont 112 K € réalisés au cours de l'exercice 2024

Ce poste comprend :

- Les loyers et autres produits, dont la participation des promoteurs à la communication
- Les produits financiers calculés

L'évolution de sur ce poste s'explique par :

- Une diminution de -76 K € des produits financiers.

4.4. Conclusions

Le CRACL 2024 présente une évolution des recettes de -76 K € par rapport au CRACL de 2023.
Celle-ci s'explique par :

- -76 K € en produits divers.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

5. Solde opérationnel au 31 décembre 2024

A fin d'opération, soit au 31 décembre 2025 (cf. avenant n°5 de prorogation), l'opération devrait présenter un solde opérationnel positif de **3 880 K € H.T** (-251 K € par rapport au CRACL de 2023).

6. Situation financière

Cf. annexe1 – Bilan prévisionnel actualisé y compris :

- Etat des réalisations en recettes et dépenses arrêté au 31/12/2024
- Estimation des recettes et des dépenses restant à réaliser.

7. Planning : Prévisions 2025 et suivantes

7.1 Administratif et juridique (hors procédure d'expropriation)

Il est à prévoir en 2025 :

- La validation du Porté à connaissance (PAC) auprès des services de l'Etat concernant la modification et la conformité des travaux réalisés en 2018 et ceux à réaliser, au regard du Dossier Loi sur l'Eau ;
- La poursuite des études concernant le bassin de rétention des eaux pluviales et de la reprise du giratoire de la RN 19
- La rétrocession des espaces publics de la Zac après finalisation des travaux.

7.2 Procédure et acquisitions foncières

Sans objet.

7.3 Communication

Sans objet.

7.4 Commercialisation et projets de construction

Sans objet.

7.5 Réalisation des travaux d'espaces publics en 2025

Les réalisations porteront sur :

- Une reprise du bassin et du réseau d'eau pluviale ;
- Une reprise des travaux du giratoire de la RN 19 (DIRIF).

Les espaces verts côté sud de la Zac, ont été remis en gestion par procès-verbal de remise en gestion signé en date du 04/06/2021 avec la Communauté de Commune.

Les travaux de finitions des aménagements du secteur sud ont été remis en gestion en date du 09/06/2022.

L'ensemble de la ZAC est donc remis en gestion auprès de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

8. Arbitrages et enjeux

L'enjeu principal est de résoudre les problèmes techniques et administratifs liés au dysfonctionnement du bassin de rétention des eaux pluviales de la Zac. Les actions de GPA et de ses maîtres d'œuvre sont ajustées au fur et à mesure des études pour répondre aux préoccupations des collectivités.
En 2024, un Porté à Connaissance (PAC) a été établi afin de présenter aux services de l'État les modifications apportées à la suite des travaux réalisés en 2018, ainsi que ceux réalisés en 2025, et d'assurer la conformité avec le Dossier Loi sur l'Eau.

L'autre enjeu sera également d'initier les travaux de reprise du rond-point sur la RN 19 en 2025 afin de pouvoir répondre à la demande de la DIRIF et le remettre en gestion. Un bilan d'exploitation sera ensuite mené par la DIRIF sur les 6 premiers mois de la mise en service du rond-point reconfiguré à deux anneaux.

Enfin, compte-tenu des travaux à venir en 2025, il sera nécessaire d'avenanter la convention publique d'aménagement et d'en prolonger la durée jusqu'à fin 2026, pour permettre la réception des travaux et la rétrocession au concédant de l'ensemble des espaces publics.

9. Annexes

1. Bilan prévisionnel actualisé intégrant :
    a) Etat des réalisations en recettes et en dépenses arrêté au 31/12/2024
    b) Estimation des recettes et des dépenses restant à réaliser

2. Tableau de programmation et de commercialisation au 31 décembre 2024

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Annexe 1 : 2002036G – Servon – ZAC du Noyer aux Perdrix – Tableau financier CRACL 2024

CR 2002036G Servon - ZAC du noyer aux perdrix

Ligne	Intitulé	CRACL 2023	Réalisé 2024	Réalisé au 31/12/2024	2025	CRACL 2024	Ecart
	SOLDE OPERATIONNEL	4 131	-1	4 906	-1 026	3 880	-251
	DEPENSES	22 376	114	21 419	1 131	22 550	175
A	ACQUISITIONS	7 694		7 694		7 694	0
A1	ACQUISITIONS AMENAGEMENT	7 694		7 694		7 694	0
A101	ACQUISITIONS	7 478		7 478		7 478	0
A102	INDEMNITÉS D'ÉVICTIONS	131		131		131	0
A103	FRAIS ANNEXES SUR ACQUISITION	86		86		86	0
A5	ALEAS FONCIER	0				0	0
B	ETUDES	621	13	611	9	620	-1
B103	DIAGNOSTICS, ÉTUDES ET EXPERTISES SPÉCIFIQUES	3		3		3	0
B2	ETUDES ENTRE PRISE D'INITIATIVE ET DOSSIER CREATION ZAC ET A	277		277		277	0
B3	ETUDES APRES TCA OU CREATION DE ZAC	339	13	331	8	339	0
B302	GÉOMÈTRE	95		92	3	95	0
B303	DIAGNOSTICS, ÉTUDES ET EXPERTISES SPÉCIFIQUES	116	13	114	2	116	0
B305	ETUDES DE SOLS ET BÂTIS	128		125	3	128	0
B4	ALEAS ETUDES	2			1	1	-1
C	TRAVAUX	10 008	52	9 076	1 056	10 131	123
C1	TRAVAUX REMISE EN ETAT DES SOLS	952		952		952	0
C101	ARCHÉOLOGIE (FOUILLES ET REDEVANCES)	701		701		701	0
C102	DÉPOLLUTION ET CONFORTEMENTSDES SOLS	8		8		8	0
C103	TRAVAUX DE GROSSES DÉMOLITIONS	213		213		213	0
C104	NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES SOLS	30		30		30	0
C2	TRAVAUX AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION	7 631		7 037	817	7 854	224
C21	TRAVAUX AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION EN CHARGES	7 631		7 037	817	7 854	224
C211	TRAVAUX D´INFRASTRUCTURE CONCESSIONNAIRES (EDF, GDF...)	556		541	15	556	0
C213	TRAVAUX D´INFRASTRUCTURE	7 075		6 496	802	7 298	224
C214	ACTUALISATION - REVISIONS SUR TRAVAUX AMENAGEMENT ET CONSTRU	0				0	0
C3	HONORAIRES TECHNIQUES SUR TRAVAUX	1 114	52	1 087	50	1 137	23
C301	HONORAIRES DE MAITRISE D'ŒUVRE DONT FRAIS DE CONCOURS	835	52	810	45	854	19
C302	CONTROLES TECHNIQUES	17		17	5	22	5
C303	ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION	64		64		64	0
C304	FRAIS DE REPRODUCTION ET PUBLICITE LEGALE	13		13		13	0
C306	COORDINATEUR SECURITE PROTECTION SANTE	31		31		31	0
C307	PROGRAMMISTE SUPERSTRUCTURES	11		11		11	0
C308	AMO TRAVAUX	141		141		141	0
C310	ACTUALISATION - REVISIONS SUR HONORAIRES TECHNIQUES	1				0	-1
C5	CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	0				0	0
C6	ALEAS TRAVAUX	312			188	188	-124
D	COMMUNICATION ET DOCUMENTATION	82		82	1	83	1
D1	COMMUNICATION OPERATIONNELLE	82		82	1	83	1
E	GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE	103		98	5	103	0
E1	GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE OPERATIONNELLE	103		98	5	103	0
H	MOYENS GENERAUX	1		1		1	0
H5	FRAIS DE TÉLÉPHONE ET FRAIS POSTAUX	0		0		0	0
I	FRAIS GÉNÉRAUX EXTERNES AUTRES	163	0	151	11	163	0
I1	ANNONCES ET CONSEILS	42		30	11	42	0
I2	ASSURANCES	19	0	19		19	0
I3	FRAIS DE COMMERCIALISATION	2		2		2	0
I5	DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS	2		2		2	0
I6	IMPÔTS ET TAXES ASSIMILES	60	0	59	0	60	0
I7	CHARGES FINANCIERES	5		5		5	0
I8	CHARGES EXCEPTIONNELLES	34		34		34	0
L	AUTRES DÉPENSES	3 703	48	3 705	49	3 754	51
L4	CHARGES CALCULEES	3 703	48	3 705	49	3 754	51
L40	REMUNERATION DES FONDS PROPRES	740		740		740	0
L401	FRAIS FINANCIERS INTERNES	740		740		740	0
L41	FRAIS INTERNES	2 963	48	2 965	49	3 014	51
	RECETTES	26 506	112	26 326	104	26 430	-76
B	CESSIONS	25 841		25 841		25 841	0
B2	TERTIAIRE	25 841		25 841		25 841	0
B203	ACTIVITÉ	11 822		11 822		11 822	0
B205	COQUE COMMERCIALE / RETAIL PARC / LOISIRS	14 019		14 019		14 019	0
B3	AUTRES CESSIONS	0				0	0
D	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	307		202	104	307	0
D116	CONTRIBUTIONS ORGANISMES PRIVES (RBST CO-AMNGEURS, PART. CON	288		183	104	288	0
D117	REMBOURSEMENT TRAVAUX ET AUTRES PRODUITS DE GESTION DIVERS	19		19		19	0
F	PRODUITS DIVERS	359	112	283		283	-76
F1	LOYERS	47		47		47	0
F102	LOYERS DIVERS COMMERCES	47		47		47	0
F4	AUTRES PRODUITS	8		8		8	0
F40	AUTRES PRODUITS EN OPERATIONS	0				0	0
F41	AUTRES PRODUITS DIVERS	8		8		8	0
F7	PRODUITS CALCULES	304	112	228		228	-76
F70	REMUNERATION DES FONDS PROPRES	304	112	228		228	-76

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-46-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Annexe 2 : Servon – ZAC du Noyer aux Perdrix – Tableau de programmation et de commercialisation

SECTEUR	MAÎTRE D'OUVRAGE	DESIGNATION	SURFACE CEDEE	Programmation		Montant Cession en k€	AVANCEMENT
				Activité	Commerce		
Périmètre Nord	O'Marché Frais	Retail Nord	49 305 m²		**x**	5 160	livré
	Etamine	Lot 6	4 968 m²		**x**	79 (Convention)	livré
	SAS STONE HEDGE	Lot 7a	4 355 m²	**x**		105 (Convention)	livré
		Lot 7b	4 377 m²	**x**		104 (Convention)	PC instruit
	TOTAL		**63 005m²**				
Périmètre Sud	Terra Nobilis 2	Lot 1a	2 675 m²	**x**		361	PCM en cours
	QUATTRUCCI	Lot 1b	9 618 m²	**x**	**x**	1 303	PCM en cours
	SAS STONE HEDGE	Lot 2	13 834 m²	**x**		1 417	livré
	SAS STONE HEDGE	Lot 3	7 461 m²	**x**		1 203	livré
	HENRIQUES INVESTIMMO	Lot 4	9 237 m²	**x**		462	livré
	IDEC	Lot 5	75 775 m²	**x**		6 461	livré
	APSYS	Retail Sud	91 130 m²		**x**	8 858	livré
	TOTAL		**209 730 m²**				
TOTAL ZAC du Noyer aux Perdrix			**272 735 m²**				

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-47-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 47-2025
Objet : Autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle des commerces sur la commune de Brie-Comte-Robert

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail, et notamment les articles L. 3132-26 et L. 3132-27,

Vu la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite Loi MACRON,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que la décision du Maire d'autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle, au-delà de 5 dimanches par an, est subordonnée à un avis conforme de l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre,

Considérant la demande d'avis transmise par la commune de Brie-Comte-Robert en vue d'une dérogation au repos dominical pour les commerces de détail de la commune pour 12 dimanches sur l'année 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article unique : Emet un avis favorable à l'ouverture dominicale des commerces de détails, toute branche d'activités confondues, sur la commune de Brie-Comte-Robert, à hauteur de 12 dimanches pour l'année 2026.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-47-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-48-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 48-2025
Objet : Autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle des commerces sur la commune de Servon

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail, et notamment les articles L. 3132-26 et L. 3132-27,

Vu la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite Loi MACRON,

Vu la note explicative de synthèse,

Considérant que la décision du Maire d'autorisation d'ouverture dominicale exceptionnelle, au-delà de 5 dimanches par an, est subordonnée à un avis conforme de l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre,

Considérant la demande d'avis transmise par la commune de Servon en vue d'une dérogation au repos dominical pour les commerces de détail de la commune pour 12 dimanches sur l'année 2026,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article unique : Emet un avis favorable à l'ouverture dominicale des commerces de détails, toute branche d'activités confondues, sur la commune de Servon, à hauteur de 12 dimanches pour l'année 2026.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président
Jean LAVIOLETTE.

CONSEIL DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-48-2025_DeI-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 49-2025
Objet : Approbation de la contractualisation du Contrat Local de Santé

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la santé publique,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2011-32 du 10 janvier 2011, qui en définit les modalités de mise en œuvre, notamment en matière de contractualisation entre Agence régionale de Santé (ARS) et les collectivités locales,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé,

Vu l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2003 n° 131 en date du 5 décembre 2003 autorisant la création de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2009 n° 191 en date du 24 décembre 2009 portant extension de compétences de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu l'arrêté interdépartemental 2015/DRCL/BCCCL/89 en date du 13 octobre 2015 portant extension du périmètre de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie à la commune de Varennes-Jarcy à compter du 1er janvier 2016,

Vu les statuts de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dont la dernière modification est intervenue par arrêté inter préfectoral 2019/DRCL/BLI.29 en date du 09 avril 2019,

Vu la mise en œuvre d'un Contrat Local de Santé avec la Préfecture de Seine-et-Marne, l'Agence Régionale de Santé, le Département de Seine-et-Marne et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur les territoires de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et la Communauté de communes Les Portes Briardes,

Vu le projet de Contrat Local de Santé annexé,

Vu la note explicative de synthèse,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Suite de la délibération N° 49-2025

Considérant que la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires permet aux collectivités territoriales de conclure avec des partenaires, dont l'Agence Régionales de Santé (ARS), des contrats locaux des santé (CLS) portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social,

Considérant que le CLS est un outil issu de la loi Hôpital Patients Santé et Territoires (HPST) du 21 juillet 2009, qui permet de coordonner, sur un territoire donné, l'action publique des ARS et celle menée par les collectivités locales,

Considérant que la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé a conforté l'existence des CLS dans le cadre du renforcement de l'animation territoriale,

Considérant que la contractualisation de ce CLS commun constitue une étape stratégique pour doter le territoire d'une gouvernance partagée de santé publique face à des enjeux communs de santé,

Considérant que ce contrat a aussi pour objectif de développer de nouvelles actions en matière d'accès aux soins, de parcours de soins et santé des habitants avec une particularité pour le public vulnérable,

Considérant que le CLS intercommunal est proposé pour la période de 2025-2028,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la contractualisation du Contrat Local de Santé intercommunal entre la Communauté de communes l'Orée de la Brie, la Communauté de communes les Portes Briardes entre villes et forêts, la Préfecture de Seine-et-Marne, l'Agence Régionale de Santé, le Département de Seine-et-Marne et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Article 2 : Approuve les termes du Contrat Local de Santé intercommunal pour la période de 2025-2028, ainsi que tout acte, tout avenant et tout document afférent à ce contrat

Article 3 : Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le présent contrat ainsi que tout acte, tout avenant et tout document y afférent et à accomplir les formalités nécessaires à la bonne exécution du présent contrat.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.



Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_DeI-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025-Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025



Contrat Local de Santé 2025-2028

DATE \@ "d MMMM" * MERGEFORMAT
11 septembre 2025

Communautés de communes l'Orée de la Brie et Les Portes Briardes

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Table des matières

Partie 1 – Le préambule....6

I- Chapeau introductif....6

1. Présentation de l'outil CLS....6

2. Fondements de la signature du CLS....6

II- L'articulation des politiques publiques pour la réduction des ISTS...8

1. Le Projet Régional de Santé....8

2. Les politiques locales des communautés de communes de L'Orée de la Brie et Les Portes Briardes....8

3. Les autres dispositifs de coordination....9

III- Les principes politiques partagés....10

IV- Le diagnostic....12

1- La méthodologie d'élaboration du diagnostic local de santé (DLS)....12

2. Synthèse du diagnostic local de santé (DLS)....13

3. Le diagnostic local de santé....14

V- Les axes structurants du contrat....15

1. Méthodologie d'élaboration des fiches action....15

2. Synthèse des fiches action....16

VI- Le pilotage et l'association des partenaires....18

Le comité de pilotage du CLS....18

Le comité technique du CLS....18

Le groupe de travail CLS (comité thématique)....19

La coordination du CLS....19

VII- Les modalités de suivi et d'évaluation....21

Partie 2 – Les fiches action....22

Axe 1 : Démographie médicale et attractivité du territoire....22

Axe 2 : Accessibilité aux soins....25

Axe 3 : Prévention et promotion de la santé....28

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Axe 4 : Vieillissement, perte d'autonomie et aidants.....31

Annexe 1 - Fiches actions format ARS.....33

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

ENTRE

- La communauté de communes de l'Orée de la Brie, représentée par [à compléter] ;
- La communauté de communes Les Portes Briardes, représentée par [à compléter] ;
- L'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France (Délégation Départementale de Seine-et-Marne), représentée par [à compléter] ;
- La Préfecture de la Seine-et-Marne, représentée par [à compléter] ;
- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-et-Marne, représentée par [à compléter] ;
- Le Département de la Seine-et-Marne, représenté par [à compléter] ;

Il a été convenu le présent Contrat Local de Santé (CLS) portant sur les communautés de communes de l'Orée de la Brie et Les Portes Briardes pour la période 2025-2028.
Par cet engagement commun, les signataires confirment leur volonté d'améliorer la réponse apportée aux besoins de santé de la population pour l'ensemble du territoire des deux communautés de communes.

Au cours de sa période de validité, le CLS peut être modifié par avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

À la fin de sa période de validité, le CLS fera l'objet d'un bilan et pourra être conduit sous une 2ème version (CLS 2).

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

SIGNATURES DES CONTRACTANTS

Communauté de communes (CC) Les Portes Briardes	**Communauté de communes (CC) L'Orée de la Brie**
Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France	**Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de la Seine-et-Marne**
Préfecture de Seine-et-Marne	**Département de Seine-et-Marne**

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Partie 1 – Le préambule

I- Chapeau introductif

1. Présentation de l'outil CLS

Les contrats locaux de santé (CLS) issus de la loi Hôpital, patients, santé et territoire (HPST) de 2009, puis consolidés par la loi de Modernisation du système de santé de 2016 et la loi 3DS relative à la différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification, sont des outils de mise en œuvre et de déploiement des politiques de santé à l'échelle des territoires, tout en tenant compte des inégalités sociales et territoriales de santé sans les aggraver.

Textes de référence

« Le Projet régional de santé est constitué : (…) de programmes déclinant les modalités spécifiques d'application de ces schémas... La programmation peut prendre la forme de programmes territoriaux de santé pouvant donner lieu à des Contrats locaux de santé tels que définis à l'article L. 1434-17 (Loi HPST n° 2009-879 du 21 juillet 2009) ». Le contrat local de santé a été réaffirmé par la loi de Modernisation du Système de Santé de 2016. Il s'agit d'un outil pour mettre en œuvre une politique régionale de santé au plus près des besoins des publics en situation vulnérable.

« La mise en œuvre du projet régional de santé peut faire l'objet de Contrats locaux de santé conclus par l'agence, notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social » (Art L1434-17 du Code de la santé publique).

Finalités du CLS

Les contrats locaux de santé ont pour objectif principal la lutte contre les ISTS et la construction de parcours de santé adaptés aux besoins des territoires.

Les contrats locaux de santé (CLS) sont des outils partenariaux de mise en œuvre et de déploiement des politiques de santé dans les territoires de proximité. Les CLS permettent de décliner localement les orientations du Projet régional de santé en prenant en compte les enjeux, les besoins et les ressources du territoire. Cette approche partenariale locale vise un objectif de réduction des inégalités sociales de santé.
Le CLS mobilise des acteurs du champ de la santé (prévention, soins, médico-social), et de tous les secteurs ayant un impact sur la santé des habitants d'un territoire (action sociale, logement, travail, éducation, jeunesse, urbanisme, développement durable…). Il doit s'appuyer sur des démarches participatives, la concertation des acteurs impliqués et des habitants[1].

2. Fondements de la signature du CLS

Les acteurs suivants sont signataires du présent CLS pour la période 2025-2028 :

La communauté de communes de L'Orée de la Brie. *La communauté de communes, engagée de longue date dans un politique locale de santé publique, considère que la signature d'un Contrat Local de Santé constitue une opportunité de conforter et développer les actions qu'elle mène ou soutient sur son territoire, à travers ses différents services et en partenariat avec les structures associatives et institutionnelles/son PLS….*

[1] *ARS Ile-de-France, « Contrat local de santé (CLS) », janvier 2025*

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

La communauté de communes Les Portes Briardes. *La communauté de communes, engagée de longue date dans un politique locale de santé publique, considère que la signature d'un Contrat Local de Santé constitue une opportunité de conforter et développer les actions qu'elle mène ou soutient sur son territoire, à travers ses différents services et en partenariat avec les structures associatives et institutionnelles/son PLS….*

L'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France. *L'ARS a souhaité s'engager dans la signature de Contrats Locaux de Santé (CLS) avec certaines communes d'Ile de France, ces contrats apparaissant comme l'un des outils privilégiés pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé, prévus par la loi*
Hôpital Patient Santé Territoire (HPST).
Ce CLS s'inscrit dans le Projet Régional de Santé (PRS) défini par l'Agence pour 2025-2028, ainsi que dans les plans et schémas qui en découlent.

La Préfecture de la Seine-et-Marne. *Le Préfet du département de la Seine-et-Marne, attaché à ce que les questions de santé soient l'un des enjeux importants de la politique de cohésion sociale d'une part, et de l'ensemble des politiques publiques d'autre part, s'implique également dans la contractualisation.*

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-et-Marne. *La CPAM, fortement engagée dans l'accès aux soins et l'accès aux droits, a souhaité rejoindre la démarche en tant que signataire du CLS.*

Le Département de la Seine-et-Marne. *Enfin, le Conseil départemental de la Seine-et-Marne s'est prononcé en faveur d'une participation active aux CLS communaux de son territoire, afin de renforcer son action en faveur notamment de la prévention et la promotion de la santé, en cohérence avec les autres intervenants.*

Tous les signataires. Par cet engagement commun, les signataires confirment leur volonté d'améliorer la réponse apportée aux besoins de santé de la population.

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

II- L'articulation des politiques publiques pour la réduction des ISTS

En tant qu'outil de convergence des politiques publiques, le CLS doit s'efforcer de prendre en compte l'ensemble des cadres d'orientations locaux, régionaux, et nationaux pour identifier et se saisir des leviers territoriaux existants, dans une recherche de transversalité. En effet, outre un levier pour la mise en place de nouvelles actions, le CLS est un outil pour la mise en visibilité et le soutien des actions et initiatives du territoire, la mutualisation des moyens, qui se doit de répondre à un principe de subsidiarité.
Toutefois, l'ampleur de cette transversalité est étroitement corrélée à la maturité du territoire sur la thématique santé, et doit être progressive et nécessairement plus modeste dans un CLS de 1ère génération.

1. Le Projet Régional de Santé

Le Cadre d'Orientation Stratégique 2018-2027 de l'ARS d'Île-de-France, fixe les contours de la politique de santé régionale pour ces 10 années, en cohérence avec la stratégie nationale de santé : il détermine les objectifs stratégiques et les résultats attendus.
Le présent CLS se conçoit comme un outil de la mise en œuvre du « Projet Régional de Santé » défini par l'ARS d'Île-de-France pour la période 2023-2028 (PRS 3).
L'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France a structuré son Projet Régional de Santé autour de 6 axes de transformation du système de santé :

- Construire une culture de la prévention et développer le pouvoir d'agir des citoyens ;
- Construire des parcours de santé lisibles, fluides et qui répondent aux besoins des patients ;
- Partir des besoins des territoires et des usagers pour garantir une offre de soins accessible, adaptée et de qualité ;
- Former, recruter et fidéliser les professionnels de la santé en Île-de-France ;
- Gérer, anticiper et prévenir les risques ;
- Fédérer les acteurs autour d'objectifs partagés pour promouvoir la santé dans toutes les politiques publiques.

L'ensemble du Projet Régional de Santé s'appuie par ailleurs sur **huit thématiques** de santé identifiées comme prioritaires :

- La rééducation des inégalités sociales de santé ;
- Le pouvoir d'agir ;
- La territorialisation des actions ;
- L'attractivité des ressources humaines ;
- Le parcours de santé ;
- Le changement climatique ;
- La santé mentale ;
- La périnatalité.

2. Les politiques locales des communautés de communes de L'Orée de la Brie et Les Portes Briardes

[A compléter]

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

3. Les autres dispositifs de coordination

a) Les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS)

La CPTS de la Brie s'étend sur le département de la Seine-et-Marne, avec une zone de coordination couvrant un périmètre allant de Servon à l'ouest jusqu'à Rozay-en-Brie à l'est. Au total, ce territoire regroupe près de 100 000 habitants, répartis sur 47 communes et cinq intercommunalités, dont la Communauté de communes de l'Orée de la Brie.
La CPTS de l'Ouest Briard couvre 4 communes, dont la commune d'Ozoir-la-Ferrière.

Les professionnels de santé impliqués dans la CPTS ont activement participé à l'élaboration du diagnostic ainsi qu'à la définition des actions du Contrat Local de Santé (CLS). Bien que les périmètres territoriaux diffèrent, les projets portés par la CPTS en matière d'accès aux soins, de structuration des parcours et de prévention constituent de véritables leviers pour les actions du CLS.
Ainsi, le CLS pourra s'appuyer sur certaines initiatives de la CPTS afin de les relayer et les renforcer à l'échelle du territoire.

b) Les Dispositifs d'Appui à la Coordination (DAC)

Les DAC 77 Nord et Sud, dont le territoire d'intervention inclut le territoire du CLS. Les dispositifs proposent des actions d'appui à l'orientation, de coordination et d'animation territoriale pour soutenir les professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux dans la prise en charge des cas complexes, quelle que soit la pathologie ou l'âge du bénéficiaire concerné.
Les DAC sont des partenaires privilégiés des CLS pour le soutien aux professionnels de santé et le déploiement des actions à destination de la population. Leurs actions, situées à des échelons différents, sont complémentaires et doivent être coordonnées.

c) Le Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM)

Le Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM), validé en 2020, définit la stratégie régionale et territoriale pour améliorer la prévention, le repérage précoce, l'accès aux soins, la continuité des parcours et l'inclusion sociale des personnes vivant avec des troubles psychiques.
À l'échelle locale, le Contrat Local de Santé (CLS) permet de décliner ces priorités dans des actions concrètes et adaptées aux besoins de la population. L'articulation entre le PTSM et le CLS garantit la cohérence des politiques publiques, en reliant les orientations régionales aux réalités de terrain, notamment via les Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM).
Cette complémentarité renforce la coordination entre les acteurs sanitaires, sociaux, médico-sociaux et associatifs, et permet de mobiliser les collectivités et les habitants pour une réponse partagée aux enjeux de santé mentale.

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

III- Les principes politiques partagés

1. Les principes politiques partagés

Les partenaires signataires fondent leur action partagée sur les principes suivants :

- **Définir un objectif explicite de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé** (sans quoi il est possible de proposer des actions aggravant au contraire les ISTS)

- **Agir sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé**
  « La santé d'une personne est d'abord le résultat des conditions de vie et de travail qui interagissent avec ses caractéristiques individuelles » (INPES). Il est donc nécessaire d'adopter une approche globale de la santé intégrant, en dehors des interventions sur les comportements et sur l'accès au système de soins, des interventions sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé.

- **Apporter des réponses graduées en fonction des besoins de la population**
  Les inégalités sociales et territoriales de santé ne touchent pas seulement les personnes les plus défavorisées. L'ensemble de la population est concerné. « Les inégalités sociales de santé suivent une distribution socialement stratifiée au sein de la population. En d'autres termes, chaque catégorie sociale présente un niveau de mortalité, de morbidité plus élevé que la classe immédiatement supérieure « (INPES)

- **Agir sur les inégalités d'accès et de continuité du système de soins**
  Certaines inégalités sont liées à l'organisation même du système de soins. C'est pourquoi les signataires attachent une importance à l'accès aux droits, à l'accès aux soins de premier recours, et à la continuité du parcours de santé. Ces accès et cette continuité doivent être particulièrement améliorés pour les personnes fragiles et défavorisées, plus sensibles aux ruptures.

- **Penser et développer la participation citoyenne**
  Le renforcement des compétences (empowerment) des citoyens et notamment de ceux éloignés des processus de décision est un moyen efficace de réduire les écarts de santé. Ce renforcement doit permettre, comme pour les professionnels, d'aller vers l'association systématique des usagers à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des actions, en veillant à ce que les citoyens confrontés aux difficultés les plus importantes trouvent toute leur place.

- **Promouvoir un parcours de santé cohérent et adapté à chacun**
  Favoriser la mise en œuvre de parcours cohérents de santé, allant de la prévention à la prise en charge en passant par les soins en identifiant au préalable les inégalités rencontrées dans les parcours (points de ruptures, public concernés…)

- **Adopter une approche intersectorielle**
  Le CLS doit s'efforcer de faciliter les démarches transversales, pour dépasser les fonctionnements cloisonnés en mobilisant une pluralité d'acteurs issus du champ sanitaire et des autres politiques publiques et associant étroitement les habitants.

- **Développer l'articulation CLS/Politique de la Ville**

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

L'articulation avec la politique de la Ville doit être une priorité forte du contrat, ce qui implique notamment une démarche complémentaire avec celle menée par l'Atelier Santé Ville.

- **Définir une stratégie locale d'intervention cohérente avec celles des autres échelons d'intervention** (départemental, régional, national) : pour agir efficacement sur les ISTS (mobilisations des leviers communaux insuffisante)

- **Evaluer le CLS**
  Les signataires s'engagent à mesurer ensemble les résultats des actions engagées, et éventuellement de les réorienter ou de les moduler en fonction des conclusions de l'évaluation (évaluation de la démarche, des actions et des effets)

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

IV- Le diagnostic

1- La méthodologie d'élaboration du diagnostic local de santé (DLS)

Un diagnostic local de santé a été élaboré en préalable au contrat, afin d'identifier les principaux besoins et défis du territoire, mais aussi ses forces et ses atouts en matière de santé. Ce travail s'est inscrit dans un processus de co-construction avec l'ensemble des acteurs du territoire.
Le cabinet Forvis Mazars a été mandaté pour accompagner la démarche de rédaction du Contrat Local de Santé, en intervenant notamment lors de la phase de diagnostic territorial.

La réalisation de ce diagnostic local de santé a reposé sur trois grands axes :

- L'analyse de données statistiques et des précédents diagnostics du territoire, la recherche bibliographique ;
- La consultation des acteurs (professionnels et élus) du territoire, via un questionnaire et des entretiens qualitatifs ;
- La consultation des habitants via un questionnaire en ligne.

Les éléments issus de l'analyse de données, confrontés aux données qualitatives issues des entretiens et des questionnaires, ont permis d'objectiver les principales caractéristiques des communautés de communes et de mettre en évidence des thématiques de santé prioritaires.

La consultation des acteurs et des habitants s'est déroulée de la façon suivante :

- Un séminaire à destination des élus s'est tenu le 17 octobre 2023 à la mairie de Brie-Comte-Robert. À cette occasion, une présentation des objectifs du Contrat Local de Santé (CLS) a été réalisée.
  Ce temps d'échange a permis d'identifier les premiers enjeux et besoins du territoire, ainsi que les freins et leviers à la mise en œuvre du CLS. Les participants ont également contribué à recenser les ressources locales disponibles et les parties prenantes potentielles du dispositif.
- 8 entretiens qualitatifs ont été réalisés entre les mois de novembre 2023 et janvier 2024, afin de recueillir l'ensemble des points de vue sur le territoire en lien avec la thématique santé : le regard des acteurs sur leur propre pratique et les partenariats mis en place, sur l'offre de santé du territoire, sur l'état de santé de la population, sur les actions de prévention et sur les priorités à ancrer dans le contrat local de santé. La liste des personnes à solliciter en entretien a été élaborée par le comité technique du projet de CLS de manière à représenter la diversité des typologies d'acteurs intervenant sur les communes.
- Deux questionnaires en ligne ont été diffusés auprès des professionnels et habitants de la commune courant décembre 2023 et pour une durée d'environ un mois. Les deux questionnaires étaient anonymes et ne relevaient pas de données de santé ou sensibles. Les données ont été recueillies et traitées dans le respect des normes RGPD. 10 professionnels et 673 habitants ont répondu.
- Deux groupes de travail ont été organisés afin de réunir les acteurs du territoire, de partager les premières conclusions issues du diagnostic et de les interroger collectivement sur leur perception des besoins et des priorités en matière de santé. Ces rencontres ont également permis de recenser de manière transversale les actions et projets déjà en cours dans ce domaine.
  Le premier groupe, composé de partenaires et d'élus a rassemblé 27 participants. Le second groupe a réuni 11 habitants en présence de 4 élus. Ces groupes de travail, d'une durée de 2 heures, ont eu lieu le 20 mars 2024 dans les locaux de la mairie de Brie-Comte-Robert.

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les principaux résultats du diagnostic local de santé des communautés de communes ont été présentés le 27 février 2025 devant le comité de pilotage. Cette restitution a permis d'identifier et de valider les axes prioritaires du Contrat Local de Santé (CLS).

2. Synthèse du diagnostic local de santé (DLS)

Les synthèses présentées ci-après s'appuient sur le diagnostic local de santé réalisé en janvier 2024, selon la méthode d'analyse exposée plus haut dans le présent document. Elles visent à restituer de manière structurée les principaux constats et enjeux identifiés sur les territoires des Communautés de Communes de l'Orée de la Brie et des Portes Briardes.

Dynamique géographique

Le territoire présente une **forte densité de population**, particulièrement concentrée autour d'Ozoir-la-Ferrière. La croissance démographique est **hétérogène**, avec une évolution plus marquée dans la CC de l'Orée de la Brie, portée par des **soldes migratoire et naturel positifs**.
La population est majoritairement composée de personnes âgées de **45 à 59 ans**, ce qui pose un **enjeu de vieillissement à moyen terme**. Toutefois, la part actuelle des plus de 60 ans et l'indice de vieillissement restent inférieurs à ceux des territoires de comparaison.

Caractéristiques socio-économiques et conditions de vie

Le profil socio-professionnel est dominé par les **professions intermédiaires**, **ouvriers et employés**.
Malgré une **situation économique globalement favorable** – avec un **taux de pauvreté faible, un revenu fiscal médian élevé et un chômage inférieur** aux moyennes départementale, régionale et nationale – des inégalités subsistent, notamment en lien avec la présence de **quartiers prioritaires (QPV).**

Offre de soins en ville

L'offre de soins de **premier recours** nécessite un **renforcement**, bien que l'émergence de nouvelles structures favorise **l'attractivité médicale**.
Le territoire souffre d'un **manque de médecins généralistes**, aggravé par le **vieillissement de la population médicale**, ainsi que d'une **faible densité de professionnels paramédicaux et spécialistes**.
Malgré cela, **l'accessibilité à l'offre sanitaire** est jugée bonne, et le **lien ville-hôpital** se développe, notamment via les **CPTS**. Des efforts sont en cours pour améliorer l'offre : **partenariats, recrutements, adaptation des horaires de prise en charge**, etc.
Un **problème de lisibilité** de l'offre existante est également identifié.

Dispositifs pour personnes âgées et en situation de handicap

Une **réflexion approfondie** est à mener sur **l'accessibilité** (transports, soins) pour ces publics.
L'offre dédiée doit être **renforcée**, tout comme le **soutien aux aidants familiaux** : aides financières et matérielles, conseils, solutions de répit.

Etat et besoins de santé

L'état de santé global est **favorable**, avec une **couverture CSS** et une **prévalence des ALD** inférieures aux territoires de comparaison.
Cependant, le territoire est **fortement touché par le diabète (types 1 et 2)** et les **affections psychiatriques**.
L'accès aux soins reste un **enjeu prioritaire**, freiné principalement par les **transports** et **l'offre existante**.

Prévention en santé

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les **taux de participation aux dépistages** du cancer du sein et colorectal sont **satisfaisants**. De **nombreuses actions de prévention** sont menées par les acteurs locaux, mais leur **lisibilité** doit être améliorée.
Une attention particulière est à porter sur les **risques liés à internet et aux réseaux sociaux**, notamment chez les **adolescents**.

Santé environnementale

La **qualité de l'eau** est jugée **bonne** sur les plans bactériologique et physicochimique. En revanche, le territoire est **impacté par la pollution de l'air et la pollution sonore**, en lien avec la proximité de **grands axes routiers.**

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

V- Les axes structurants du contrat

1. Méthodologie d'élaboration des fiches action

L'élaboration du CLS des Communautés de Communes de L'Orée de la Brie et des Portes Briardes a été marquée par une mobilisation des acteurs locaux, issus de secteurs variés. Cette dynamique collective a permis de poser les bases d'un diagnostic partagé et d'une réflexion stratégique sur les enjeux de santé du territoire.
L'importance de ne pas limiter le plan d'action à la seule question de l'offre de soins, mais d'y intégrer pleinement les enjeux de prévention, de coordination, de lisibilité et de communication a été soulignée. Le plan d'actions qui en découle propose ainsi une répartition équilibrée des interventions sur ces différents axes.

Sur certains sujets, les échanges ont révélé une difficulté à dépasser le stade du constat, notamment en raison du caractère inaugural de ce CLS et du contexte partenarial encore en construction. Cette situation a conduit les acteurs à privilégier une approche pragmatique et progressive. Les référents des actions pourront être définis au cours de la mise en œuvre du CLS.

Ainsi, le plan d'actions proposé tient compte de ce contexte en :

- Accordant une place centrale à l'information et à la lisibilité, notamment par la valorisation de dispositifs déjà existants, dans une logique de pérennisation et de préparation à des actions plus opérationnelles à moyen terme ;
- Limitant volontairement le nombre d'actions retenues, afin de favoriser une mise en œuvre rapide des mesures les plus consensuelles et les plus accessibles, répondant aux besoins prioritaires et renforçant la dynamique de coopération interinstitutionnelle.

Le plan d'actions est structuré autour de **quatre axes thématiques** :

[1.] Démographie médicale et attractivité du territoire
1.[2.] Accessibilité aux soins
2.[3.] Prévention et promotion de la santé
3.[4.] Vieillissement, perte d'autonomie et aidants

Le cabinet Forvis Mazars a accompagné la démarche de rédaction du Contrat Local de Santé dans sa globalité selon deux phases : une phase de diagnostic et une phase d'élaboration du plan d'actions.

- Quatre ateliers / entretiens collectifs (démographie médicale et attractivité du territoire ; accessibilité aux soins ; prévention et promotion de la santé ; vieillissement, autonomie et aidants) ont été organisés en juillet 2025. Ils ont permis de préciser et valider les orientations stratégiques mises en avant par le diagnostic, de travailler sur les actions à mettre en place pour y répondre, de pré-identifier les partenaires potentiels. Plus d'une dizaine d'acteurs étaient présents à chacun des ateliers, représentant une diversité importante de structures : les collectivités territoriales (services et élus santé, social, jeunesse/éducation), les CPTS, le Département, les services de santé du territoire.
- Une dizaine d'entretiens ont été menés avec des partenaires potentiels (ARS, MDS, URPS, CPTS, Clinique de Tournan, Éducation nationale, CPAM, Hôpital de Forcilles, Préfecture, CCAS), permettant de compléter et finaliser les fiches actions du Contrat Local de Santé (CLS).

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- Le plan d'actions, établi après ces entretiens, a été retravaillé en COPIL le 16 septembre 2025. L'identification de référents pour chaque fiche-action ainsi que les premiers éléments de priorisation ont été pensés collectivement lors de cette réunion.

2. Synthèse des fiches action

Axe 1 : Démographie médicale et attractivité du territoire	
Objectifs stratégiques	**Renforcer l'attractivité du territoire et favoriser l'installation de professionnels de santé**
Objectifs opérationnels	1. **Promouvoir le territoire auprès des étudiants, internes et soutenir professionnels de santé et paramédicaux dans leur installation sur le territoire**
Actions phares	- **S'appuyer sur le réseau de professionnels de santé relais/ambassadeurs** (notamment au niveau départemental) de la CPTS pour faciliter la transmission des informations aux étudiants - Mettre en avant les **atouts du territoire** - **Recenser, faire connaître et mobiliser les dispositifs existants** visant à faciliter l'installation des nouveaux professionnels sur le territoire

Axe 2 : Accessibilité aux soins	
Objectifs stratégiques	**Améliorer l'accessibilité aux soins**
Objectifs opérationnels	1. **Encourager le recours à l'offre de soins existante** 2. **Développer les dispositifs d'accès aux soins**
Actions phares	- Mieux valoriser les **dispositifs existants** - Créer un **centre de santé communautaire** - Favoriser **l'accessibilité à la santé numérique** - Faciliter l'accès au **second recours** - Expérimenter de **nouveaux modèles d'organisation médicale**

Axe 3 : Prévention et promotion de la santé	
Objectifs stratégiques	**Agir dans le champ de la prévention et promotion de la santé**
Objectifs opérationnels	1. **Structurer l'offre de prévention sur le territoire, en améliorant sa lisibilité et la connaissance de l'existant par les professionnels et les habitants / Améliorer la communication sur les actions de prévention** 2. **Développer une approche proactive en matière de prévention et promotion de la santé**
Actions phares	- **Recenser et relayer les actions existantes** sur le territoire grâce aux chargées de communication - Créer une **plateforme CLS numérique** pour centraliser les ressources, les actions et les contacts utiles. - Développer une **démarche d'aller-vers** en prévention et promotion de la santé - Elargir les **actions de santé mentale** pour toucher les **mineurs** et prévenir le harcèlement scolaire - S'engager dans une **démarche de « Sport Santé »**

Axe 4 : Vieillissement, perte d'autonomie et aidants	
Objectifs stratégiques	**Accompagner les publics vulnérables**
Objectifs opérationnels	1. **Mieux connaitre l'environnement local d'acteurs intervenant dans**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

	le champ des personnes âgées, personnes en situation de handicap et aidants 2. **Favoriser l'intergénérationnel au sein du territoire** 3. **Créer un relais aidants**
Actions phares	- Recenser les acteurs spécialisés dans la santé et l'accompagnement des personnes âgées en situation de handicap et des aidants ainsi que les outils et les dispositifs existants - Développement de l'accueil temporaire (accueil de jour, hébergement ponctuel)

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

VI- Le pilotage et l'association des partenaires

Le comité de pilotage du CLS

Composition	Rôle	Rythme
Le COPIL sera composé de tous les signataires du CLS : - Communauté de communes de L'Orée de la Brie - Communauté de communes Les Portes Briardes - Préfecture - Département de la Seine-et-Marne - DD ARS - CPAM	Cette **instance décisionnelle** a pour vocation de : – Fixer les grandes orientations du CLS ; – Valider l'avancée de la programmation ; – Procéder, le cas échéant, à des réorientations stratégiques ; – Valider les actions prioritaires élaborées avec les acteurs ainsi que les fiches-actions ; – Procéder à la validation de l'évaluation du CLS ; – Veiller à la bonne articulation entre les CLS et les autres politiques publiques.	Cette instance se réunira en fonction des besoins, à l'initiative des communautés de communes et avec l'appui de la coordonnatrice, au minimum deux fois par an. Elle se réunit en séance supplémentaire chaque fois que cela est nécessaire ou à la demande d'un des signataires.

Le comité technique du CLS

Composition	Rôle	Rythme
Le COTECH sera composé des **porteurs d'actions.**	Cette **instance opérationnelle** a pour vocation de : – Traduire de manière opérationnelle les orientations stratégiques du COPIL ; – Appuyer méthodologiquement la coordinatrice et les porteurs d'action dans l'élaboration, la mise en œuvre des actions et leur évaluation ; – Suivre et rendre compte (au COPIL et à toute autre partie prenante du CLS) de l'avancée globale de la programmation et de son évaluation ; – Assurer la cohérence avec les autres démarches territoriales ; – Assurer le relai avec	Le rythme de cette instance est à prévoir en fonction des priorités fixées par les communautés de communes dans la mise en œuvre des actions. Il sera défini en concertation entre la coordinatrice du CLS et les porteurs des actions. Il peut se traduire par la rencontre de groupes thématiques afin d'être plus opérationnel.

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

	l'ensemble des parties prenantes locales.	

Le groupe de travail CLS (comité thématique)

Composition	Rôle	Rythme
Le GT CLS sera **animé par la coordinatrice du CLS**. Il sera **composé des porteurs d'actions.**	Cette **instance opérationnelle** a pour vocation de : – Approfondir les problématiques locales en lien avec les axes du CLS (ex. : santé mentale, accès aux soins, prévention, santé environnementale, etc.) ; – Co-construire des actions concrètes avec les acteurs de terrain, en lien avec les orientations définies par le COPIL et traduites par le COTECH ; – Favoriser l'interconnaissance et la mise en réseau des acteurs locaux autour d'un thème commun ; – Identifier les leviers, freins et besoins spécifiques à chaque thématique ; – Suivre la mise en œuvre des actions thématiques et contribuer à leur évaluation ; – Produire des recommandations ou des propositions à remonter au COTECH et au COPIL.	Le rythme de cette instance est à prévoir en fonction des priorités fixées dans la mise en œuvre des actions. Il sera défini en concertation entre la coordinatrice du CLS et les porteurs des actions.

La coordination du CLS

La coordinatrice du CLS, qui est déjà en poste, anime le pilotage global pour le compte de l'ensemble des signataires, en lien avec leurs représentants au sein du Comité de pilotage.
Afin de mener à bien ses missions, elle sera appuyée par [à compléter].

La mission principale de la coordonnatrice du CLS est d'impulser, d'orchestrer et de maintenir dans le temps la dynamique autour du contrat local de santé.

Sont inclues également :

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- Assurer **l'animation**, la **coordination** et le **suivi** du CLS et de son programme d'actions pluriannuel, en lieu avec les porteurs des fiches actions
- Animer les **instances de gouvernance du CLS** : comité de pilotage, comité technique
- Veiller à la **mise en cohérence des actions du CLS** avec les autres démarches territoriales
- Soutenir la **conception, le développement de la mise en œuvre** des actions autour des **partenariats locaux**
- Identifier les **leviers et freins du territoire** et **l'évolution des besoins de santé** de la population
- **Assurer le suivi de l'évolution des acteurs et des projets dans les différents champs** de l'accès aux soins de 1er recours, de la prévention et promotion de la santé et la santé environnement ou des parcours (qui ne seraient pas directement intégrés au CLS en cours, mais potentiellement mobilisables pour l'élaboration et la mise en œuvre du CLS 2)
- Conduire les **évaluations** inhérentes au CLS (évaluation à mi-parcours et évaluation finale)
- Être une **personne ressource de proximité** pour tout acteur impliqué ou souhaitant s'impliquer dans la démarche des CLS
- Favoriser la **communication autour du CLS** à toutes les étapes de la démarche à l'aide **d'un plan de communication** entre autres et s'assurer de sa mise en œuvre
- Participer à la **diffusion d'une culture de promotion de la santé** auprès des acteurs et décideurs locaux
- Assurer un travail de veille et de réponse aux **appels à projets**
- Susciter et appuyer la participation des habitants dans la démarche de santé publique
- Être force de proposition dans **l'actualisation du plan d'actions** et susciter des innovations territoriales en identifiant problématiques, opportunités, volontés et attentes nouvelles
- Actualiser les données quantitatives et qualitatives–

La coordinatrice du Contrat Local de Santé est rémunérée par les communautés de communes avec participation de l'Agence régionale de Santé. A ce titre, elle anime le pilotage global pour le compte de l'ensemble des signataires, et rend compte de ce pilotage à chacun, ou à chacune des personnes désignées par les signataires pour suivre le Contrat.

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

VII- Les modalités de suivi et d'évaluation

La démarche d'évaluation portera sur la stratégie globale du CLS, sur les actions et leurs effets. Les signataires s'appuieront sur le référentiel d'évaluation des CLS produit par l'ARS Ile de France. L'évaluation d'un CLS doit porter sur les actions mais également sur la stratégie globale du CLS et s'intéresser au processus mais aussi aux résultats et effets du contrat.
Toutefois, dans le cadre d'un premier CLS, l'évaluation est davantage portée sur le processus de mise en œuvre du CLS (dynamique partenariale, actions enclenchées) que sur la mesure des résultats des actions, qui nécessitent souvent du long terme.

Le processus d'évaluation du CLS sera formalisé et mis en œuvre par sa coordonnatrice, qui pourra rechercher l'appui de membres du COTECH.

À la fin de la période de validité du CLS, une **évaluation finale** sera présentée aux signataires et servira de base pour une éventuelle reconduction (CLS2). Elle considèrera :

- **L'évaluation de la stratégie globale et de son pilotage** (analyse de processus), de sa dynamique partenariale ;
- **L'évaluation de chaque action dans leur mise en œuvre et résultats escomptés.** Pour chaque action, un ensemble d'indicateurs est défini en amont de leur réalisation, et sera relevé tout au long de la mise en œuvre de la programmation.

Afin de réaliser cette évaluation, des **outils de suivi de l'activité** associés au plan d'actions du CLS (tableau de bord), mais aussi de recensement de l'activité des instances de gouvernance ou de toute autre rencontre partenariale permise chaque année par le CLS, devront être mis en place par la coordonnatrice. Au besoin, des enquêtes spécifiques pourront être menées pour évaluer certaines actions.
Une communication et valorisation des résultats de l'évaluation sera organisée sur le territoire (restitution publique, communiqués de presse, site Internet...).

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Partie 2 – Les fiches action

Axe 1 : Démographie médicale et attractivité du territoire

Fiche action 1	Démographie médicale et attractivité du territoire		
Porteur(s) de l'action	A définir	Début : A définir	Fin : A définir

Contexte et constats

- Un **manque de médecins généralistes** qui devrait s'accentuer dans les prochaines années en lien avec le vieillissement de la population médicale.
- Des **difficultés d'accès aux médecins généralistes (donc aux médecins traitants)**.
- Une **faible densité de professionnels paramédicaux et spécialistes** sur le territoire, en partie **compensée par l'offre sanitaire du territoire.**
- **Une offre de soins de premier recours à renforcer**. L'émergence de ces structures **contribue à l'attractivité et à l'installation de professionnels de santé** sur le territoire.

Description

Objectif stratégique	***Renforcer l'attractivité du territoire et favoriser l'installation de professionnels de santé***
Objectif(s) opérationnel(s)	1. **Promouvoir le territoire auprès des étudiants, internes et soutenir professionnels de santé et paramédicaux dans leur installation sur le territoire**
Partenaires à engager	Education Nationale, Universités, Département, Mairie, CPTS, URPS, Ordre des médecins, Associations, Structures d'exercice coordonné, CPAM, Tiers-lieux

Déroulé de l'action / déclinaisons opérationnelles	Référent(s)
• **S'appuyer sur le réseau de professionnels de santé relais/ambassadeurs (notamment au niveau départemental) de la CPTS pour faciliter la transmission des informations aux étudiants** *Une attention particulière sera portée au recueil des souhaits des lycéens, incitant ces derniers à revenir sur le territoire après leurs études de santé.* • *Travailler un axe spécifique sur l'accueil des internes sur le territoire et la fidélisation (ex. réflexion autour d'une politique alumni par le CH de Melun en lien avec les CPTS et concernant les anciens libéraux et hospitaliers).*	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- **Mettre en avant les atouts du territoire** *(marketing territorial)*
  - *Créer des rubriques sur le bien vivre sur le site Internet des communes présentant les logements, les installations sportives et culturelles, les équipements de santé et scolaires présents sur le territoire.*
  - *Un livret d'accueil présentant les dispositifs existants pourra être rédigé et distribué (ex. de contenu : les opportunités d'installation et plus globalement la qualité de vie, les services aux familles, les filières scolaires, les offres culturelles, les loisirs).*
  - *Communiquer sur l'existant : CPTS.*
  - *Diffuser les documents de l'URPS (plaquettes, outils de communication tels que guide d'accueil, catalogue des opportunités d'installation à l'échelle départementale).*

- **Recenser, faire connaître et mobiliser les dispositifs existants visant à faciliter l'installation des nouveaux professionnels sur le territoire**
  - *Faire du CLS un facilitateur pour l'installation sur le territoire via l'orientation vers l'URPS et le CDOM*
  - *Communiquer sur les dispositifs proposés par l'URPS : permanences d'aide à l'installation, accompagnement à la création de structures d'exercice de groupe, simulation financière, orientation vers des partenaires, etc.*
  - *Si besoin, développer de nouveaux outils financiers et administratifs pour faciliter l'installation des professionnels (évaluation des charges, accompagnement administratif, études du territoire, bourses locales – à objectiver en fonction de l'impact sur des implantations supplémentaires), mais aussi pour mieux comprendre le territoire (mise à disposition des diagnostics et des études du territoire).*

- **Identifier des logements / offres de logements, salles de réunion, moyens de transport pour les stagiaires, internes, jeunes médecins et professionnels de santé locaux, et communiquer à ce sujet**
  Il s'agira de recenser des logements institutionnels et des logements proposés par les habitants, y compris des solutions d'habitat intergénérationnels, l'hébergement temporaire dans la phase d'installation. Une réflexion portant sur la création d'un internat rural pourra également être initiée dans ce cadre. Plus globalement, il s'agira de travailler sur les aspects logistiques et l'offre de services. En effet, le sujet des transports / déplacements est également un enjeu par exemple.

- **Identifier et « flécher » des tiers-lieux à destination des étudiants en santé**

Ces tiers-lieux sont des espaces équipés (accès wifi, etc.) permettant aux étudiants de suivre des cours en visioconférence et de se reposer.

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

• **Recenser les lieux de stage et offres d'emploi pour développer l'accueil des internes et docteurs juniors** • *Recenser au niveau du territoire les lieux de stage pour les internes pour savoir où on est en mesure de les accueillir et communiquer sur ces offres de stage.* • *Recenser les offres d'emploi pour les docteurs juniors et les fidéliser.* • *Aider les établissements de santé à être reconnus terrain de stage pour les internes.*	
• **Recenser les médecins MSU et les potentiels intéressés à le devenir, puis mettre en place des formations** • *Se mettre en lien avec l'URPS, renouveler le recensement et suivre le parcours de formation. Ensuite, s'assurer que les MSU disposent des conditions d'accueil suffisant (locaux adaptés) et solliciter l'URPS si besoin.*	
• **Organiser des temps de rencontre** • *Proposer un événementiel à destination des internes et docteurs juniors : ex. journée de la santé réalisée à l'échelle départementale par la CPAM.*	
• **Suivre dans le temps l'évolution des structures d'exercice coordonné** • *Suivre la disponibilité en termes d'installation (ex. bilan annuel du taux de remplissage des structures pour anticiper une éventuelle ouverture), favoriser l'interconnaissance entre les équipes.*	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Axe 2 : Accessibilité aux soins

Fiche action 2	Accessibilité aux soins		
Porteur(s) de l'action	A définir	Début : A définir	Fin : A définir

Contexte et constats

- L'accès aux soins est **un enjeu prioritaire sur le territoire**. Les principaux freins à l'accès aux soins identifiés sont les **transports** et **l'offre existante**.
- Les habitants rencontrant des difficultés pour se soigner soulignent que les médecins ne prennent **plus de nouveaux patients** et que **les délais d'attente** pour obtenir un rendez-vous sont souvent **trop longs.**
- **Un lien ville-hôpital qui se développe,** particulièrement avec les CPTS.
- **Un travail mené afin d'améliorer l'offre sanitaire sur le territoire** via la mise en place de partenariats entre les structures, des recrutements, la modification des modes de prise en charge (amplitude horaire)…
- Un problème **d'information** et de **lisibilité de l'offre** existante sur le territoire.
- Certains **professionnels** ne **connaissent pas ce qu'est un Contrat Local de Santé (CLS).** De plus, certains n'ont **pas le sentiment de connaître et d'identifier les partenaires et les ressources** du territoire vers lesquelles ils peuvent orienter leurs patients.

Description

Objectif stratégique	***Améliorer l'accessibilité aux soins***
Objectif(s) opérationnel(s)	1. **Encourager le recours à l'offre de soins existante** 2. **Développer les dispositifs d'accès aux soins**
Partenaires à engager	Communautés de communes, CPTS, Etablissements de santé, Département, CCAS et centres sociaux, Associations, PAM Francilien, Centres de santé, Education nationale, Hôpital de Forcilles, CPAM, Maisons France Service

Déroulé de l'action / déclinaisons opérationnelles	Référent(s)
• **Mieux valoriser les dispositifs existants** *Mettre en place des rendez-vous ou des permanences d'information, ainsi qu'un outil de communication de synthèse pour promouvoir des dispositifs tels que la mutuelle communale, le transport à la demande, les consultations sans rendez-vous, la télémédecine, etc.* *La diffusion des informations pourra être ancrée sur des temps fort déjà existants et définis tels que les forums des associations, les forums des seniors et/ou des familles…* • *Organiser des **cafés à destination des publics isolés** (signes, allophone, etc.) permettant de diffuser ces informations mais aussi de rompre avec leur isolement.*	
• **Améliorer l'accessibilité des lieux de soins pour les personnes à mobilité réduite (PMR) / Référencer les lieux accessibles PMR**	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- ***Améliorer l'accessibilité aux consultations pour les publics en situation de polyhandicap :*** *identifier les locaux et les professionnels formés pour leur accueil*
- **Identifier les dispositifs communaux qui pourraient être mutualisés à échelle intercommunale.** Une attention particulière devra être portée à la communication en interne et en externe (définir le périmètre des actions, personnes y ayant droit, etc.)
- **Faire connaître et mutualiser les mutuelles communales pour permettre aux habitants des communes qui n'en disposent pas d'en bénéficier**
- **Faire connaitre le médicobus / bus de prévention afin de faciliter l'accès aux soins et aux consultations.** *Mise en place prévisionnelle par la CPTS de la Brie en janvier 2026.*
- **Définir et mettre en place les aides financières (ex. aide à la vie partagée, prestation au quotidien)**
- **Créer un centre de santé communautaire**

Vigilance : à penser en complémentarité de l'offre libérale (ex. recrutement de médecins primo installant sur le territoire, de médecins retraités).

- **Favoriser l'accessibilité à la santé numérique (création de Mon Espace Santé, DMP)**
- **Communiquer sur les dispositifs d'accès aux droits et d'accès aux soins de la CPAM** (ex. C2S, MisAS)
- **Communiquer sur, promouvoir les dispositifs favorisant l'accessibilité territoriale** (ex. pharmacien correspondant, assistant médical)
- **Faciliter l'accès au second recours**
  - *Faire connaître l'outil Omnidoc.*
  - *Faire connaître l'annuaire DirectProSanté 77 (prévu pour l'automne 2025) pour permettre aux médecins généralistes d'avoir un accès facilité aux CH.*
- **Renforcer le repérage et l'inclusion des personnes âgées isolées**
  - *Assurer le suivi du projet souhaité par la CPTSOB et l'hôpital de Forcilles : repérer les personnes âgées isolées et fragilisées à domicile sans médecin traitant puis une fois repérées, les intégrer dans un programme d'inclusion et faire un parcours de téléconsultation qui serait assuré par un infirmier qui viendrait au domicile du patient, en lien avec un médecin référent de l'hôpital. Une fois par an, un HDJ gériatrique serait mis en place afin de faire un check up complet. Si besoin, l'IPA pourrait également venir faire des consultations en présentiel.*
  - *Former les acteurs du domicile : faire connaître la formation sur le repérage de la fragilité de la CPTSOB et intégrer les acteurs du CLS et les partenaires (ex. CCAS).*

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- ***Mettre en place des partenariats avec des structures médicales pour orienter les familles et enfants vers des plages de consultations prioritaires.*** *Exemple : enfants avec suspicion d'addiction aux écrans.*
- ***Expérimenter de nouveaux modèles d'organisation médicale*** *(appui sur des IPA, recours à des relais, des solutions technologiques…).*
  - *Lancer une expérimentation avec un ou deux médecins volontaires.*
  - *Proposer des forfaits de prise en charge (Article 51) : le médecin perçoit un forfait et peut déléguer certaines tâches, avec une rémunération adaptée.*
  - *Mettre à disposition des IPA pour les médecins libéraux, avec une prise en charge de leur rémunération.*
- ***Déléguer un médecin itinérant en lien avec les mairies et les communautés de communes.*** *L'hôpital de Forcilles a déjà mis en place cette démarche de médecine préventive dans plusieurs communes.*

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Axe 3 : Prévention et promotion de la santé

Fiche action 3	Prévention et promotion de la santé		
Porteur(s) de l'action	A définir	Début : A définir	Fin : A définir

Contexte et constats

- Des nombreuses actions menées sur le territoire par les différents acteurs du premier et du second recours. Néanmoins, un **travail sur la lisibilité des actions de prévention** existantes sur le territoire semble nécessaire. Un problème **d'information** et de **lisibilité de l'offre** existante sur le territoire.
- Certains **habitants** n'ont **pas le sentiment de connaître** et d'être **informés des actions de prévention et des dispositifs mis en place sur le territoire.**
- **Un sentiment d'impuissance face aux troubles de santé mentale,** notamment avant les moments de décompensation. Un besoin de soutien et d'information est largement partagé par les professionnels de terrain comme par les élus des intercommunalités.
- Peu d'actions ou de financement sont disponibles pour la tranche d'âge des 20-60 ans, alors que ce sont ceux qui tendent à avoir moins de temps pour l'activité physique ou pour les activités bénéfiques à la santé.

Description	
Objectif stratégique	***Agir dans le champ de la prévention et promotion de la santé***
Objectif(s) opérationnel(s)	1. ***Structurer l'offre de prévention sur le territoire, en améliorant sa lisibilité et la connaissance de l'existant par les professionnels et les habitants / Améliorer la communication sur les actions de prévention*** 2. ***Développer une approche proactive en matière de prévention et promotion de la santé***
Partenaires à engager	CPAM, Département, ARS, Région, CPAM, CCAS, centres sociaux, associations, établissements sanitaires, Education nationale, Structures d'information jeunesse et pôles jeunesse, maison des ados, Education nationale, Conseil territorial de santé, EPSILON (service du GHSIF Melun), CMPP, Associations et clubs du territoire, ARS, Hôpital de Forcilles (Maison Sport Santé), EHPAD, clubs seniors, clinique de Tournan, CPTS, CNFP

Déroulé de l'action / déclinaisons opérationnelles	Référent(s)
• **Recenser et relayer les actions existantes sur le territoire grâce aux chargées de communication** (notamment les participations aux campagnes nationales telles qu'Octobre rose, Mars bleu, la semaine du rein…). *Une importance particulière sera portée à des sujets tels que le tabagisme, les maladies rénales, les cancers du sein et colorectal…* • **Communiquer ces informations en utilisant des canaux adaptés et divers :** site internet, réseaux sociaux, affiches dans les cabinets	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

médicaux / paramédicaux et pharmacies, via des campagnes de SMS, via le journal communal... Identifier des groupes Facebook (ou autres réseaux sociaux), associations (personnes âgées) déjà existants pouvant relayer les informations.

- **Créer une plateforme CLS numérique pour centraliser les ressources, les actions et les contacts utiles.**

- **Recenser les acteurs de la prévention et de la promotion de la santé à niveau des deux communautés de communes (contact, thématiques…), en s'appuyant sur les cartographies existantes à niveau départemental ou régional si existantes.**

Il est essentiel de garder à l'esprit la complexité liée à la mise à jour de ces outils.
La diffusion des outils et des informations associées devrait impérativement garantir leur accessibilité, notamment pour les personnes ne disposant pas d'un accès aux outils numériques.
L'étude pourrait être structurée par tranches d'âge, thématiques, etc., afin de faciliter son appropriation et son utilisation par tous les publics.

- **Développer une démarche d'aller-vers en prévention et promotion de la santé :**
  - Mettre en place des permanences décentralisées dans les lieux de vie (marchés, centres commerciaux, associations, maisons de quartier) pour proposer dépistages (diabète, hypertension), vaccination, conseils santé
  - Organiser des événements de proximité (forums santé, journées portes ouvertes, stands dans les fêtes locales) pour informer, dépister et orienter
  - Répondre aux appels à projets (ex. de thématiques : dépistage et cancer, vaccination, santé sexuelle).

- **Elargir les actions de santé mentale pour toucher les mineurs et prévenir le harcèlement scolaire**
- **Organiser des ciné-débat, théâtre forum, conférences sur les addictions (au sens large et un focus sur l'addictions aux écrans) avec des jeunes en structure jeunesse ou maisons des ados. Relayer ces informations via les écoles.**

- **Former les professionnels aux premiers secours en santé mentale afin de mieux repérer les troubles de santé mentale, informer sur les ressources disponibles et encourager à aller vers les professionnels adéquats**

Identifier les professionnels de terrain à privilégier (par exemple, des agents d'accueil). Se renseigner sur l'association Premiers Secours en Santé Mentale et ses formations – telle celle pour devenir formateur (durée de 5 jours, pour un coût de 1 500 euros pour une personne). Si jugé pertinent, initier des formations sur la question pour les agents identifiés.

- **Aider tout professionnel de santé ou pas, en particulier recevant du public à se protéger, repérer, réagir face à des situations de violence, agressivité**
- Promouvoir et communiquer sur le dispositif « Mon soutien psy »

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

- **S'engager dans une démarche de « Sport Santé »**
  - Sensibiliser et promouvoir l'activité physique autre que le sport : jardinage, marche / randonnée, théâtre et sorties culturelles…
  - Organiser une marche santé mensuelle dans chaque commune avec point de départ dans les maisons de santé ou maisons de quartier
  - Organiser des défis "Bouge ta commune" : concours intercommunal d'activité physique
  - Organiser un programme "Seniors en mouvement" : séances d'activité physique adaptée en partenariat avec des EHPAD, clubs seniors et maisons de santé
  - Réfléchir aussi à une démarche « Sport Urbain » avec des APA

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Axe 4 : Vieillissement, perte d'autonomie et aidants

Fiche action 4	Vieillissement, perte d'autonomie et aidants		
Porteur(s) de l'action	A définir	Début : A définir	Fin : A définir

Contexte et constats

- Une part importante de personnes ayant entre 45-59 ans avec un **enjeu de vieillissement de cette population pour les années à venir.** Mais aujourd'hui une **part de personnes âgées de plus de 60 ans inférieure ainsi qu'un indice de vieillissement inférieur** par rapport aux territoires de comparaison.
- Un **renforcement nécessaire de l'offre existante** à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, qui doit passer par une meilleure connaissance des acteurs œuvrant sur ces questions.
- Une **prise en compte nécessaire des besoins des aidants familiaux,** avec peu d'actions à destination des aidants de personnes en situation de handicap ou malades

Description

Objectif stratégique	***Accompagner les publics vulnérables***
Objectif(s) opérationnel(s)	1. **Mieux connaitre l'environnement local d'acteurs intervenant dans le champ des personnes âgées, personnes en situation de handicap et aidants** 2. **Favoriser l'intergénérationnel au sein du territoire** 3. **Créer un relais aidants**
Partenaires à engager	CPAM, Hôpital de Forcilles, Points d'Autonomie Territoriaux (PAT), CCAS, centres sociaux, associations, universités, EHPAD, foyers, Education Nationale (maternelle), France Services, MDPH, UDAF, associations, Maison Zen et Marne, CPAM, site ressource Centr'aider et aidantsconnect

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Déroulé de l'action / déclinaisons opérationnelles	Référent(s)
• **Recenser les acteurs spécialisés dans la santé et l'accompagnement des** personnes âgées en situation de handicap et des aidants ainsi que les outils et les dispositifs existants. • **Identifier des axes de développement et/ou de renforcement des offres et des dispositifs existants** • **Organiser des campagnes d'information sur les droits, aides et services pour les personnes âgées et leurs aidants** • **Sensibiliser et informer sur les démarches administratives** (APA, PCH, assurance retraite, aides sociales) • **Organiser des sessions d'initiation au numérique** pour faciliter l'accès aux services en ligne (téléconsultation, démarches administratives). Des sessions sont déjà proposées par l'hôpital de Forcilles.	
• **Lancer un site intercommunal** permettant de mettre en contact les personnes cherchant à louer une chambre / une partie de leur logement avec des personnes à la recherche d'un logement pour favoriser l'intergénérationnel et lutter contre la solitude. **Identifier un relais/ambassadeur (associatif par exemple, CCAS, centres sociaux)** à niveau intercommunal pour assurer la mise en œuvre, garantir le bon déroulement, rassurer les intéressés… • **Organiser des animations intergénérationnelles (EHPAD-maternelle par exemple)** : ateliers partagés entre seniors et jeunes (mémoire, numérique, cuisine, jardinage, lecture, goûter, zoo) • **Organiser des café seniors ou clubs de convivialité** dans chaque commune, favorisant les liens sociaux. • **Recenser les personnes vivant seules à leur domicile** : effectuer une tournée de la commune afin d'identifier ces personnes, organiser leur accompagnement ou leur mise en sécurité si nécessaire, et **leur permettre de participer aux activités organisées grâce à des solutions de transport adaptées**.	
• **Identifier les personnes qui assument ce rôle** (leurs situations, les situations auxquelles elles répondent, diagnostiquer leurs besoins et difficultés) • **Proposer aux aidants de participer à un dispositif d'entraide.** Proposer des formations, des groupes d'échanges, éventuellement un soutien psychologique… • **Développement de l'accueil temporaire** (accueil de jour, hébergement ponctuel) pour permettre aux aidants de souffler • **Réfléchir à un café langue des signes** • **Favoriser et soutenir la mise en place de permanences MDPH et UDAF au sein des France Services** • **Faciliter l'accès à la MDPH et aux structures pouvant les accompagner** • **Assurer une veille active des projets en cours et à venir**, que ce soit en direction des aidants ou concernant l'accueil temporaire ou de jour sur le territoire / S'inspirer des initiatives existantes sur le territoire et reproduire les démarches réussies (comme les cafés des aidants ou les groupes d'échanges) • **Sensibiliser les personnes âgées, aidants et professionnels aux risques de chutes** (CPTSOB)	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Annexe 1 - Fiches actions format ARS

FICHE ACTION n° 1	
Axe stratégique	Démographie médicale et attractivité du territoire
Objectif spécifique	Renforcer l'attractivité du territoire et favoriser l'installation de professionnels de santé
Objectif opérationnel	Promouvoir le territoire auprès des étudiants, internes et soutenir professionnels de santé et paramédicaux dans leur installation sur le territoire
Intitulé de l'action	
Porteur de l'action	
Historique de l'action	**Action existante ☐** **Nouvelle action ☒**
Durée de l'action	**Annuelle ☐** **Pluriannuelle ☒** **Début : 2025** **Fin : Déc 2028**

JUSTIFICATION

- Un **manque de médecins généralistes** qui devrait s'accentuer dans les prochaines années en lien avec le vieillissement de la population médicale.
- Des **difficultés d'accès aux médecins généralistes (donc aux médecins traitants).**
- Une **faible densité de professionnels paramédicaux et spécialistes** sur le territoire, en partie **compensée par l'offre sanitaire du territoire.**
- **Une offre de soins de premier recours à renforcer**. L'émergence de ces structures **contribue à l'attractivité et à l'installation de professionnels de santé sur le territoire.**

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	**Oui ☐ Non ☐**
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	**Oui ☒ Non ☐**

DESCRIPTION

COMPLETER

Public cible	Lycéens, étudiants en santé, internes, professionnels de santé
Lieu de l'action	Ensemble du territoire

A quel axe(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

AXE 4. Ressources humaines en santé : former, recruter et fidéliser les professionnels de la santé en Île-de-France

Choisissez un élément.

A quel fiche(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

COMPLETER

Articulation avec d'autres plans locaux

COMPLETER

PARTICIPATION DES PARTENAIRES A L'ACTION

Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mise en œuvre

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Santé	URPS		
Education	Education Nationale		
Education	Etablissements de formation		
Autre	Département		
Santé	CPTS		
Santé	ARS		
Autre	Communautés de communes		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?			**Oui ☐ Non ☒**
Si oui, précisez :			

SUIVI ET EVALUATION

Indicateur processus 1	
Indicateur processus 2	
Indicateur activité 1	
Indicateur activité 2	
Indicateur résultat 1	
Indicateur résultat 2	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

FICHE ACTION n° 2

Axe stratégique	Accessibilité aux soins
Objectif spécifique	Améliorer l'accessibilité aux soins
Objectif opérationnel	1. Encourager le recours à l'offre de soins existante 2. Développer les dispositifs d'accès aux soins
Intitulé de l'action	
Porteur de l'action	
Historique de l'action	**Action existante ☐** **Nouvelle action ☒**
Durée de l'action	**Annuelle ☐** **Pluriannuelle ☒** **Début : 2025** **Fin : Déc 2028**

JUSTIFICATION

- L'accès aux soins est un **enjeu prioritaire sur le territoire**. Les principaux freins à l'accès aux soins identifiés sont les **transports** et **l'offre existante**.
- Les habitants rencontrant des difficultés pour se soigner soulignent que les médecins **ne prennent plus de nouveaux patients** et que les **délais d'attente** pour obtenir un rendez-vous sont souvent **trop longs**.
- **Un lien ville-hôpital qui se développe**, particulièrement avec les CPTS.
- Un travail mené afin d'améliorer **l'offre sanitaire sur le territoire** via la mise en place de partenariats entre les structures, des recrutements, la modification des modes de prise en charge (amplitude horaire)…
- Un problème **d'information** et de **lisibilité de l'offre** existante sur le territoire.
- Certains **professionnels** ne **connaissent pas ce qu'est un Contrat Local de Santé (CLS).** De plus, certains n'ont **pas le sentiment de connaître et d'identifier les partenaires et les ressources** du territoire vers lesquelles ils peuvent orienter leurs patients.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	**Oui ☐ Non ☐**
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	**Oui ☒ Non ☐**

DESCRIPTION

Public cible	Ensemble de la population, particulièrement les populations vulnérables et éloignées du système de santé
Lieu de l'action	Ensemble du territoire, avec des actions spécifiques au sein du quartier politique de la ville (QPV)

A quel axe(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

AXE 2. Construire des parcours de santé lisibles, fluides et qui répondent aux besoins des patients

AXE 3. Partir des besoins des territoires et des usagers pour garantir une offre de soins accessible, adaptée et de qualité

A quel fiche(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

Articulation avec d'autres plans locaux

PARTICIPATION DES PARTENAIRES A L'ACTION

Version définitive

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mise en œuvre
Santé			
Santé			
Santé			
Santé			
Autre			
Autre			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?			**Oui ☐ Non ☒**
Si oui, précisez :			

SUIVI ET EVALUATION

Indicateur processus 1	
Indicateur processus 2	
Indicateur activité 1	
Indicateur activité 2	
Indicateur résultat 1	
Indicateur résultat 2	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

FICHE ACTION n° 3

Axe stratégique	Prévention et promotion de la santé
Objectif spécifique	Agir dans le champ de la prévention et promotion de la santé
Objectif opérationnel	1. Structurer l'offre de prévention sur le territoire, en améliorant sa lisibilité et la connaissance de l'existant par les professionnels et les habitants / Améliorer la communication sur les actions de prévention 2. Développer une approche proactive en matière de prévention et promotion de la santé
Intitulé de l'action	
Porteur de l'action	
Historique de l'action	**Action existante** ☐ **Nouvelle action** ☒
Durée de l'action	**Annuelle** ☐ **Pluriannuelle** ☒ **Début : 2025** **Fin : Déc 2028**

JUSTIFICATION

- Des nombreuses actions menées sur le territoire par les différents acteurs du premier et du second recours. Néanmoins, un **travail sur la lisibilité des actions de prévention** existantes sur le territoire semble nécessaire. Un problème d'information et de lisibilité de l'offre existante sur le territoire.
- Certains **habitants** n'ont **pas le sentiment de connaître et d'être informés** des actions de prévention et des dispositifs mis en place sur le territoire.
- **Un sentiment d'impuissance face aux troubles de santé mentale**, notamment avant les moments de décompensation. Un besoin de soutien et d'information est largement partagé par les professionnels de terrain comme par les élus des intercommunalités.
- Peu d'actions ou de financement sont disponibles pour la tranche d'âge des 20-60 ans, alors que ce sont ceux qui tendent à avoir moins de temps pour l'activité physique ou pour les activités bénéfiques à la santé.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	**Oui** ☐ **Non** ☐
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	**Oui** ☐ **Non** ☐

DESCRIPTION

Public cible	Ensemble de la population
Lieu de l'action	Ensemble du territoire

A quel axe(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

AXE 1. Construire une culture de la prévention et développer le pouvoir l'agir des citoyens

Choisissez un élément.

A quel fiche(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

Articulation avec d'autres plans locaux

PARTICIPATION DES PARTENAIRES A L'ACTION

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mise en œuvre
Santé			
Santé			
Santé			
Santé			
Autre			
Autre			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?			**Oui ☐ Non ☐**
Si oui, précisez :			

SUIVI ET EVALUATION

Indicateur processus 1	
Indicateur processus 2	
Indicateur activité 1	
Indicateur activité 2	
Indicateur résultat 1	
Indicateur résultat 2	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

FICHE ACTION n° 4

Axe stratégique	Vieillissement, perte d'autonomie et aidants
Objectif spécifique	Accompagner les publics vulnérables
Objectif opérationnel	1. Mieux connaitre l'environnement local d'acteurs intervenant dans le champ des personnes âgées, personnes en situation de handicap et aidants 2. Favoriser l'intergénérationnel au sein du territoire 3. Créer un relais aidants
Intitulé de l'action	
Porteur de l'action	
Historique de l'action	**Action existante** ☐ **Nouvelle action** ☒
Durée de l'action	**Annuelle** ☐ **Pluriannuelle** ☒ **Début : 2025** **Fin : Déc 2028**

JUSTIFICATION

- Une part importante de personnes ayant entre 45-59 ans avec un **enjeu de vieillissement de cette population pour les années à venir**. Mais aujourd'hui une **part de personnes âgées de plus de 60 ans inférieure ainsi qu'un indice de vieillissement inférieur** par rapport aux territoires de comparaison.
- Un **renforcement nécessaire de l'offre existante** à destination des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, qui doit passer par une meilleure connaissance des acteurs œuvrant sur ces questions.
- Une **prise en compte nécessaire des besoins des aidants familiaux**, avec peu d'actions à destination des aidants de personnes en situation de handicap ou malades

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	**Oui** ☐ **Non** ☐
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	**Oui** ☒ **Non** ☐

DESCRIPTION

Public cible	Personnes âgées, personnes en situation de handicap, aidants
Lieu de l'action	Ensemble du territoire

A quel axe(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

Choisissez un élément.

Choisissez un élément.

A quel fiche(s) du Schéma Régional de Santé 2023-2028 l'action contribue-t-elle ?

Articulation avec d'autres plans locaux

PARTICIPATION DES PARTENAIRES A L'ACTION

Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mise en œuvre
Santé			

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-49-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Santé			
Santé			
Santé			
Autre			
Autre			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?			**Oui ☐ Non ☒**
Si oui, précisez :			

SUIVI ET EVALUATION

Indicateur processus 1	
Indicateur processus 2	
Indicateur activité 1	
Indicateur activité 2	
Indicateur résultat 1	
Indicateur résultat 2	

Version de travail

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-50-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

SEANCE DU MERCREDI 18 SEPTEMBRE 2024

N° 50-2025
Objet : Convention d'accès et d'utilisation du centre aquatique L'Oréade sis à Brie-Comte-Robert pour le collège Arthur Chaussy

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la note de synthèse explicative,

Vu la délibération N° 23-2019 en date du 24 avril 2019 portant Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et approbation du choix du délégataire,

Considérant la volonté des élus de l'intercommunalité de prendre en charge financièrement le coût des créneaux d'utilisation du centre L'Oréade par le Collège Arthur Chaussy,

Considérant que les créneaux réservés pour le collège Arthur Chaussy, du 15 septembre 2025 au 26 juin 2026 durant la période scolaire et hors vidange, sont les suivants :

- **Lundi de 11h00 à 11h45 sur la période du 15 septembre 2025 au 22 juin 2026.**
- **Jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 18 septembre 2025 au 25 juin 2026 (partagé avec le collège Georges Brassens),**
- **Vendredi de 11h00 à 11h45 sur la période du 19 septembre 2025 au 26 juin 2026.**

Considérant que le coût par classe et par séance est de 80 euros TTC ou de 40 euros TTC en cas de partage de créneaux avec le collège Georges Brassens,

En conséquence,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'Oréade - Année scolaire 2025/2026, pour le collège Arthur Chaussy.

Article 2 : Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 et seront inscrits au budget primitif 2026.

Article 3 : Autorise Monsieur le Président à signer ledit acte ainsi que tout document s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE



Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-50-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-50-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'ORÉADE à Brie-Comte-Robert
Année Scolaire 2025/2026

Entre d'une part **la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** – ci-après dénommée la collectivité, représentée par Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes

1 rue Léonard de Vinci
77170 BRIE-COMTE-ROBERT

Le Collège Arthur Chaussy– ci-après dénommé « utilisateur », représenté par le chef d'établissement

5 rue du gymnase
77170 Brie comte Robert

Et d'autre part, **ALLAIN Olivier**, en qualité de responsable d'exploitation du centre aquatique L'Oréade,

Il a été convenu ce qui suit :
GENERALITES

Article 1 – Objet

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'accès au Centre Aquatique L'Oréade.

Article 2 – Utilisation du centre et de ses équipements

L'utilisateur s'engage à respecter et faire respecter le règlement intérieur à disposition au centre aquatique.

OA JC

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-50-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Créneaux de présence réservés :

- *Le lundi de 11h à 11h45 sur la période du 15 septembre 2025 au 22 juin 2026,*
- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 18 septembre 2025 au 25 juin 2026,* ***partagé avec le collège Georges Brassens***
- *Le vendredi de 11h à 11h45 sur la période du 19 septembre 2025 au 26 juin 2026*

L'utilisateur s'engage à faire respecter le passage obligatoire par les vestiaires pour le déshabillage et la douche. Il s'engage également à maintenir et à faire maintenir l'état de propreté de l'établissement et à soutenir les efforts réalisés par la direction et l'ensemble des personnels.

L'utilisateur s'engage à respecter la tranquillité du voisinage lors des séances, et à communiquer au surveillant de baignade ses effectifs par créneaux horaires en remplissant le cahier d'émargement.

La sous-location de la piscine est formellement interdite.

Article 3 – Sécurité

Hormis conditions particulières, la surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION l'Oréade.

L'utilisateur s'engage préalablement à toute utilisation de l'installation :

- A prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation ;
- A prendre connaissance du plan d'organisation des secours et de la sécurité (P.O.S.S.)
- A contrôler les entrées et sorties des usagers ;
- A signaler à la société IXION l'Oréade, tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés.

Article 4 – Enseignement

L'utilisateur est responsable de l'animation et de l'enseignement des activités qu'il propose.

Article 5 – Modalités financières

L'utilisateur s'engage à verser à la société IXION l'Oréade, une contribution financière indiquée dans les conditions particulières, dans l'article modalités financières propres.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-50-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les dispositions financières sont réactualisées par délibération par la communauté de communes de l'Orée de la Brie chaque 01 juillet lors de l'adoption des nouveaux tarifs.

La participation de l'utilisateur fera l'objet d'une facture mensuelle émise par la société IXION l'Oréade.

En cas de pollution du ou des bassins mis à disposition, une somme forfaitaire sera imputable à l'organisme locataire. Celle-ci est liée à la sur chloration.

La facture émise justifiera les pertes d'exploitations (avec notre prestataire technique) en rapprochement à la demi-journée précédente.

Les pertes d'exploitations seront calculées avec un coefficient diviseur de deux.

Dans un souci d'efficacité et d'environnement lié aux engagements de notre société, nous vous proposons au choix deux méthodes pour recevoir vos factures :

- De nous communiquer sur cette convention, votre adresse mail où nous pouvons vous envoyer votre facture.

communaute@loreedelabrie.fr

Article 6 – Responsabilité

La société IXION l'Oréade, est responsable de la surveillance des espaces aquatiques et leurs abords.

La société IXION l'Oréade, est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à la mauvaise utilisation des installations par l'encadrement de la structure signataire.

L'utilisateur, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien à l'installation proprement dite qu'aux équipements qui y sont affectés.

Article 7 – Assurance

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation par lui-même de l'installation et à en envoyer une photocopie.

Toutefois, la société IXION l'Oréade, et son assureur renoncent à recours en matière d'incendie contre l'utilisateur, excepté le cas de malveillance.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-50-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Article 8 – Durée de validité

La présente convention est valable si cette convention est signée par les deux parties, utilisateur et accueillant, révisable chaque année.

Article 9 – Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties.

Pourront être modifiés :

- Les horaires d'occupation ;
- L'espace utilisé.

Article 10 – présence au centre

L'utilisateur devra indiquer sur la liste d'émargement le nombre de personnes présentes dans l'eau et signer pour valider sa présence.

Toute absence fera l'objet d'une facturation de 50%, sauf cas de force majeure, du montant mentionné dans les *conditions particulières, dans l'article des modalités financières propres*.

Elles devront donc être prévues à la signature du présent contrat.

Article 11 – dénonciation - suspension

Elle peut être dénoncée six mois avant sa date d'expiration par l'une des deux parties, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le non-respect des articles 2, 3, 7 et 8 entraînerait la suspension de cette convention.

TITRE 2 – CONDITIONS PARTICULIÈRES

Article 12 – utilisation du centre et de ses équipements

L'espace accordé à l'utilisateur est :

- Le bassin sportif sur la durée de l'année.
- Le bassin ludique (sous demande anticipée et de condition financière).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-50-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Aucun autre équipement n'est mis à disposition de l'utilisateur.

Article 13 – personnel mis à disposition

La surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION L'Oréade, mis à disposition durant le créneau réservé.

Article 14 – créneaux réservés

Les créneaux de présence, hors vacances scolaires, réservés sont :

- *Le lundi de 11h à 11h45 sur la période du 15 septembre 2025 au 22 juin 2026,*
- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 18 septembre 2025 au 25 juin 2026,* ***partagé avec le collège Georges Brassens***
- *Le vendredi de 11h à 11h45 sur la période du 19 septembre 2025 au 26 juin 2026*

Article 15 – modalités financières propres

La CCOB devra régler à la fin de chaque mois d'utilisation une facture d'un montant de

- Lundi : 80€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours.
- Jeudi : **40€** TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours. (**partage avec le collège Brassens**)
- vendredi : 80€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours.

L'utilisateur *Chef d'établissement du collège Arthur Chaussy, date « lu et approuvé » :*

15/07/2025

Signature et cachet Directeur du Centre Aquatique L'ORÉADE:

GALLAIN

SARL IXION
Centre Aquatique L'Oreade
4 avenue du Général de Gaulle
77170 BRIE-COMTE-ROBERT
SIREN 848 141 511

Signature et cachet de chaque structure :

18.09.2025

Jean CAVIOLETTE,
Président

C.C.O.B. DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy
1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-51-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

N° 51-2025
Objet : Convention d'accès et d'utilisation du centre aquatique L'Oréade sis à Brie-Comte-Robert pour le collège Georges Brassens

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la note de synthèse explicative,

Vu la délibération N° 23-2019 en date du 24 avril 2019 portant Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie et approbation du choix du délégataire,

Considérant la volonté des élus de l'intercommunalité de prendre en charge financièrement le coût des créneaux d'utilisation du centre L'Oréade par le Collège Georges Brassens,

Considérant que les créneaux réservés pour le collège Georges Brassens, du 16 septembre 2025 au 25 juin 2026 durant la période scolaire et hors vidange, sont les suivants :

- **Mardi de 13h45 à 14h30 sur la période du 16 septembre 2025 au 23 juin 2026.**
- **Mercredi de 08h45 à 09h35 sur la période du 17 septembre 2025 au 24 juin 2026 (uniquement le bassin sportif).**
- **Jeudi de 13h45 à 14h30 sur la période du 18 septembre 2025 au 25 juin 2026 (partagé avec le collège Arthur Chaussy).**

Considérant que le coût par classe et par séance est de 80 euros TTC ou de 40 euros TTC en cas de partage de créneaux avec le collège Arthur Chaussy,

En conséquence,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire,

Article 1er : Approuve la convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'Oréade - Année scolaire 2025/2026, pour le collège Georges Brassens

Article 2 : Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 et seront inscrits au budget primitif 2026.

Article 3 : Autorise Monsieur le Président à signer ledit acte ainsi que tout document s'y rapportant.

Délibération adoptée à l'unanimité,

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président,
Jean LAVIOLETTE.

C.C. DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-51-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-51-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

l'Oréade
FORME & LOISIRS AQUATIQUES

Convention d'accès et d'utilisation de l'espace aquatique L'ORÉADE à Brie-Comte-Robert Année Scolaire 2025/2026

Entre d'une part **la Communauté de communes de l'Orée de la Brie** – ci-après dénommée la collectivité, représentée par Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes

1 rue Léonard de Vinci
77170 BRIE-COMTE-ROBERT

Le Collège Georges Brassens – ci-après dénommé « utilisateur », représenté par le chef d'établissement

1 Chemin Saint-Christophe
77170 Brie comte Robert

Et d'autre part, **ALLAIN Olivier**, en qualité de responsable d'exploitation du centre aquatique L'Oréade,

Il a été convenu ce qui suit :
GENERALITES

Article 1 – Objet

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'accès au Centre Aquatique L'Oréade.

Article 2 – Utilisation du centre et de ses équipements

L'utilisateur s'engage à respecter et faire respecter le règlement intérieur à disposition au centre aquatique.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-51-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Créneaux de présence réservés :

- *Le mardi de 13h45 à 14h30 sur a période du 16 septembre 2025 au 23 juin 2026*
- *Le mercredi de 8h45 à 9h30 sur la période du 17 septembre 2025 au 24 juin 2026 (uniquement le bassin sportif)*
- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur a période du 18 septembre 2025 au 25 juin 2026, **partagé avec le collège Arthur Chaussy***

L'utilisateur s'engage à faire respecter le passage obligatoire par les vestiaires pour le déshabillage et la douche. Il s'engage également à maintenir et à faire maintenir l'état de propreté de l'établissement et à soutenir les efforts réalisés par la direction et l'ensemble des personnels.

L'utilisateur s'engage à respecter la tranquillité du voisinage lors des séances, et à communiquer au surveillant de baignade ses effectifs par créneaux horaires en remplissant le cahier d'émargement.

La sous-location de la piscine est formellement interdite.

Article 3 – Sécurité

Hormis conditions particulières, la surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION l'Oréade.

L'utilisateur s'engage préalablement à toute utilisation de l'installation :

- A prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation ;
- A prendre connaissance du plan d'organisation des secours et de la sécurité (P.O.S.S.)
- A contrôler les entrées et sorties des usagers ;
- A signaler à la société IXION l'Oréade, tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés.

Article 4 – Enseignement

L'utilisateur est responsable de l'animation et de l'enseignement des activités qu'il propose.

Article 5 – Modalités financières

L'utilisateur s'engage à verser à la société IXION l'Oréade, une contribution financière indiquée dans les conditions particulières, dans l'article modalités financières propres.

JC

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-51-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Les dispositions financières sont réactualisées par délibération par la communauté de communes de l'Orée de la Brie chaque 01 juillet lors de l'adoption des nouveaux tarifs.

La participation de l'utilisateur fera l'objet d'une facture mensuelle émise par la société IXION l'Oréade.

En cas de pollution du ou des bassins mis à disposition, une somme forfaitaire sera imputable à l'organisme locataire. Celle-ci est liée à la sur chloration.

La facture émise justifiera les pertes d'exploitations (avec notre prestataire technique) en rapprochement à la demi-journée précédente.

Les pertes d'exploitations seront calculées avec un coefficient diviseur de deux.

Dans un souci d'efficacité et d'environnement lié aux engagements de notre société, nous vous proposons au choix deux méthodes pour recevoir vos factures :

- De nous communiquer sur cette convention, votre adresse mail où nous pouvons vous envoyer votre facture.

communaute@loreedelabrie.fr

Article 6 – Responsabilité

La société IXION l'Oréade, est responsable de la surveillance des espaces aquatiques et leurs abords.

La société IXION l'Oréade, est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à la mauvaise utilisation des installations par l'encadrement de la structure signataire.

L'utilisateur, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien à l'installation proprement dite qu'aux équipements qui y sont affectés.

Article 7 – Assurance

L'utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation par lui-même de l'installation et à en envoyer une photocopie.

Toutefois, la société IXION l'Oréade, et son assureur renoncent à recours en matière d'incendie contre l'utilisateur, excepté le cas de malveillance.

JL

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-51-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Article 8 – Durée de validité

La présente convention est valable si cette convention est signée par les deux parties, utilisateur et accueillant, révisable chaque année.

Article 9 – Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties.

Pourront être modifiés :

- Les horaires d'occupation ;
- L'espace utilisé.

Article 10 – présence au centre

L'utilisateur devra indiquer sur la liste d'émargement le nombre de personnes présentes dans l'eau et signer pour valider sa présence.

Toute absence fera l'objet d'une facturation de 50%, sauf cas de force majeure, du montant mentionné dans les *conditions particulières, dans l'article des modalités financières propres*.

Elles devront donc être prévues à la signature du présent contrat.

Article 11 – dénonciation - suspension

Elle peut être dénoncée six mois avant sa date d'expiration par l'une des deux parties, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le non-respect des articles 2, 3, 7 et 8 entraînerait la suspension de cette convention.

TITRE 2 – CONDITIONS PARTICULIÈRES

Article 12 – utilisation du centre et de ses équipements

L'espace accordé à l'utilisateur est :

- Le bassin sportif sur la durée de l'année.
- Le bassin ludique (sous demande anticipée et de condition financière).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-51-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

Aucun autre équipement n'est mis à disposition de l'utilisateur.

Article 13 – personnel mis à disposition

La surveillance de l'activité est assurée par du personnel diplômé de la société IXION L'Oréade, mis à disposition durant le créneau réservé.

Article 14 – créneaux réservés

Les créneaux de présence, hors vacances scolaires, réservés sont

- *Le mardi de 13h45 à 14h30 sur a période du 16 septembre 2025 au 23 juin 2026*
- *Le mercredi de 8h45 à 9h30 sur la période du 17 septembre 2025 au 24 juin 2026 (uniquement le bassin sportif)*
- *Le jeudi de 13h45 à 14h30 sur a période du 18 septembre 2025 au 25 juin 2026, partagé avec le collège Arthur Chaussy*

Article 15 – modalités financières propres

La CCOB devra régler à la fin de chaque mois d'utilisation une facture d'un montant de

- Mardi : 80€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours.
- Mercredi : 80€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours.
- Jeudi : 40€ TTC pour une classe sur la base de deux classes par séance réservée couvrant également l'accès au centre, au bassin et la présence d'un surveillant pour le cours. (partage avec Arthur Chaussy)

L'utilisateur *Chef d'établissement du collège Georges Brassens, date « lu et approuvé » :*

10/07/2025

Signature et cachet Directeur du Centre Aquatique L'ORÉADE:

SARL IXION
Centre Aquatique L'Oreade
4 avenue du Général de Gaulle
77120 BRIE-COMTE-ROBERT
SIRET 848 141 511

Signature et cachet de chaque structure :

18.09.2025

C. DE C. DE L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Jean CANOLETTE,
Président.

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-52-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

SEANCE DU MERCREDI 17 SEPTEBMRE 2025

N° 52-2025
Objet : Décisions du Président

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Le Conseil communautaire prend acte des décisions suivantes,

N° 38-2025	UBI - Offre d'assurance Dommages Ouvrage - Nouveau siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie
N° 39-2025	Entreprise RMH - Avenant N° 4 au marché N° 1-2024 : Transformation d'un hangar en bureaux - Futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie / Lot 8 : Electricité CFA - CFA
N° 40-2025	KIOCERA - Contrat de location copieur couleurs
N° 41-2025	Centre de santé Clinic Alpha - Convention de mise à disposition d'une infirmière dans le cadre de l'assistance à la téléconsultation
N° 42-2025	Société AML Multiservices - Contrat de nettoyage pour le siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie
N° 43-2025	Entreprise BERNIER - Avenant N° 2 au marché N° 1-2024 : Transformation d'un hangar en bureaux - Futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie - Lot 6 : Revêtements de sols et muraux
N° 44-2025	DIRICKX SERVICES - Contrat confiance 2025 de maintenance des portails coulissants automatisés du siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie
N° 45-2025	Petitscommerces - Devis pour la mise en place et la gestion d'une opération avec dotation de cartes cadeaux sur le territoire de l'Orée de la Brie
N° 46-2025	Lycée Blaise Pascal - Convention de mise à disposition des gymnases Blaise Pascal 1 et 2
N° 47-2025	SCB Brie Basket Club - Convention de mise à disposition des gymnases Blaise Pascal 1 et 2
N° 48-2025	Football Club de Chevry - Convention de mise à disposition du gymnase Blaise Pascal 2
N° 49-2025	Centre de Secours de Brie - Convention de mise à disposition du gymnase Blase Pascal 2
N° 50-2025	Club de Tir - Convention de mise à disposition du stand de tir - Gymnase Blaise Pascal 2
N° 51-2025	SCB Badminton - Convention de mise à disposition des gymnases Blaise Pascal 1 et 2
N° 52-2025	Club de Tennis de Table - Convention de mise à disposition de la salle de tennis de table - Gymnase Blaise Pascal 2

Fait à Brie-Comte-Robert, le 18 septembre 2025.

Le Président
Jean LAVIOLETTE

COMMUNAUTÉ DE L'ORÉE DE LA BRIE 77170

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 rue Léonard de Vinci
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20250917-52-2025_Del-DE
Date de télétransmission : 19/09/2025
Date de réception préfecture : 19/09/2025

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, légalement convoqué le onze septembre deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en son siège, 1 rue Léonard de Vinci à Brie-Comte-Robert.

Etaient présents :
Mesdames BERNARDO, FERRER, LAFORGE, NOEL, ROLLET *(arrivée à la délibération N° 42-2025)*, SANTIN, VINIT et Messieurs BEZOT, COLLON, COULOUMY, DARMON, DENION, DUPUY, LAVIOLETTE, MORIN, PENNEC, PRUVOT, SAMANIEGO, VILLAÇA, WOFSY.

Etaient représentés :
Madame GIRAUD pouvoir à Monsieur PRUVOT.
Madame LABRUYERE pouvoir à Monsieur WOFSY.
Madame LOUISE-ADELE pouvoir à Madame FERRER.
Madame MOLINERIS pouvoir à Monsieur COLLON.
Madame SAUVIGNON pouvoir à Monsieur LAVIOLETTE.
Monsieur RALLIERE pouvoir à Monsieur VILLAÇA.
Monsieur SERGEANT pouvoir à Monsieur SAMANIEGO.
Monsieur SAUVIGNON pouvoir à Monsieur DARMON.

Etaient absents excusés :
Madame BOYER et Monsieur CHEVALIER.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil communautaire pour la présente séance, Madame NOEL a été désignée pour remplir ces fonctions et les a acceptées.

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil communautaire présents, conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour leur permettre de voter au nom des conseillers communautaires empêchés.

Membres composant le Conseil communautaire : **30**
Membres en exercice : **30**
Membres présents : **19** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 20**
Membres excusés et représentés : **8**
Membres absents non représentés : **3** (*jusqu'à la délibération N° 41-2025)* **puis 2**

Approbation du procès-verbal de la dernière séance
Sous la présidence de Monsieur LAVIOLETTE, Président.
Le Conseil communautaire, **à l'unanimité**, approuve le Procès-verbal de la séance du mercredi 25 juin 2025.